

Liberté Égalité Fraternité

# RAPPORT

# MOBILISER LA FINANCE INNOVANTE POUR ATTEINDRE L'ODD 4



# Renforcer l'impact par les financements innovants pour l'éducation

### **Auteurs:**



# **KOIS Advisory**

Avenue Louise 251, 1050 Bruxelles, Belgique

### Ce rapport a été rédigé par KOIS Advisory.

Ce document, publié en mars 2023, a été établi à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les analyses et les commentaires développés n'engagent que les auteurs et ne constituent pas une position officielle.

### Remerciements:

Les auteurs tiennent ici à remercier les personnes qui ont participé aux entretiens pour leur disponibilité et la qualité de leurs contributions. Ils tiennent également à remercier la direction du Développement durable du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour son aide, notamment la sous-direction du développement et la sous-direction du développement humain.

# Table des matières

I. Des progrès encore nécessaires pour atteindre les cibles de l'Objectif de Développement Durable n°44
1. Garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous
A. Près d'un cinquième des 6-18 ans n'ont pas accès à l'éducation
B. L'accès à l'éducation reste inégalitaire entre les pays et au sein des pays6
C. Les compétences de bases sont insuffisamment acquises pour de nombreux enfants
D. Les infrastructures et les conditions d'éducation demeurent insuffisantes
2. Combler un déficit de financement annuel de 200 milliards de dollars10
<ol> <li>Renforcer la complémentarité entre les offres éducatives publiques et privée</li> <li>15</li> </ol>
II. Les financements innovants, une solution au service de l'atteinte de l'ODD 4
1. Financements innovants : définition et enjeux de leur mobilisation17
2. Freins au développement de la finance innovante19
3. L'éducation, secteur encore négligé de la finance innovante21
4. Panorama des transactions de finance innovante dans l'éducation23
III. Les financements innovants, des approches adaptées en fonction du contexte
Niger : un cumul des difficultés nécessitant des ressources et des financement pour soutenir le système éducatif
A. Un contexte politique, socio-économique et environnemental peu favorable à l'accès à une éducation de qualité pour tous29
B. Un système éducatif parmi les moins performants au monde31
C. Un besoin de ressources additionnelles pour renforcer le système éducatif du pays
2. Guatemala: priorité au renforcement de la qualité de l'éducation via notamment des mécanismes de financement aux résultats48
A. Un pays stable politiquement mais dont les inégalités massives menacent l'égal accès à l'éducation48
B. Un système éducatif à la qualité très insuffisante au regard des ressources allouées50
C. Un contexte favorable à la mobilisation de capital privé52

3. fii		Bangladesh : soutenir un secteur privé florissant au service de l'éducation pa nce innovante	
		Si certains défis demeurent, le Bangladesh a réalisé d'importants progrès atière d'accès à l'éducation	
	В.	Une qualité du système éducatif bangladais à intensité variable	68
		Le secteur privé éducatif comme puissant levier pour relever les défis du stème éducatif bangladais	70
Cor	nclu	usion	82
Anr	nexe	es	84
1.	٦	Tableau de synthèse des instruments présentés	84
2.	. [	Données utilisées dans l'analyse des contextes pays	88
3.	. L	iste des entretiens menés	90
4.	. L	iste des instruments identifiés	92
5. ľ€		Liste des 69 initiatives de finance innovante identifiées dans le domaine	

# I. Des progrès encore nécessaires pour atteindre les cibles de l'Objectif de Développement Durable n°4

# 1. Garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous

« Assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », telle est la définition de l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°4, adoptée lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable en septembre 2015. Il s'accompagne de sept cibles à atteindre d'ici 2030 associées à trois modalités de mise en œuvre. Ces cibles recoupent quatre dimensions principales : l'accès à l'éducation et le maintien dans celle-ci, l'égalité dans l'accès à l'éducation, la qualité de l'éducation ainsi que les conditions d'éducation.

L'ODD 4 représente un enjeu crucial pour le développement des populations et l'épanouissement des enfants et des jeunes mais aussi pour l'atteinte des autres objectifs de développement durable. Investir dans l'éducation génère de nombreux bénéfices tels que :

- Favoriser la croissance économique et réduire la pauvreté: l'éducation est source d'opportunités pour les nouvelles générations et peut leur donner les moyens et les ressources nécessaires pour sortir de la pauvreté. Ainsi, si tous les élèves des pays à faible revenu acquéraient les compétences de base en lecture, 171 millions de personnes sortiraient de la pauvreté<sup>1</sup>.
- Améliorer la nutrition, la santé et le bien-être ainsi que la sécurité : un tiers de la diminution de la mortalité des adultes peut ainsi être attribuée à des progrès dans l'éducation des filles², tandis que chaque année additionnelle de scolarisation réduit de 20% le risque pour un adolescent d'être recruté par des forces armées³.
- Réduire les inégalités de genre : renforcer et maintenir l'accès à l'éducation des filles, au même titre que les garçons, contribue à réduire les violences sexuelles et basées sur le genre et les pratiques telles que les mariages précoces et forcés ou les mutilations génitales féminines. La diminution des écarts de compétences entre les hommes et les femmes permet de réduire les écarts de salaire afin de garantir une place égalitaire entre les genres dans la société : chaque année additionnelle de scolarisation augmente ainsi de 12% le salaire d'une femme¹.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Global Business Coalition for Education - The Education Finance Playbook, 2021

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> The Education Commission – IFFEd Prospectus

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> The Education Commission – IFFEd Prospectus

Combattre le réchauffement climatique et accompagner la transition écologique par l'éducation des filles et le développement de compétences qualifiées: l'accès des filles à l'éducation va de pair avec une baisse de la natalité induite par une meilleure connaissance des moyens de contraception et un recul de l'âge du mariage. L'éducation et la sensibilisation aux enjeux du développement durable donnent de plus aux individus les clés pour comprendre le réchauffement climatique et agir sur ses causes et ses conséquences. Combler le déficit de financement de l'éducation dans les pays à faible revenu ou à revenu moyen inférieur permettrait de réduire de 51,5 gigatonnes les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à 2050 (soit cinq fois les émissions annuelles des pays à revenu élevé)4.

Bien que l'ODD 4 couvre tout le continuum de l'enseignement, du préscolaire jusqu'à l'enseignement universitaire en passant par la formation professionnelle, ce rapport portera une attention particulière à l'éducation primaire et secondaire (de 6 à 18 ans). Il convient de préciser que si la plupart des constats présentés prennent en compte les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur l'éducation, certaines des données utilisées sont antérieures à 2020 et ne reflètent donc pas pleinement l'impact de cette dernière. La pandémie a en effet provoqué une crise de l'apprentissage sans précédent, qui a eu pour effet d'annuler de nombreux progrès réalisés au cours des dernières années en matière d'éducation, notamment en termes d'égalité d'accès à une éducation de qualité, de qualité de l'apprentissage et de bien-être à l'école.

# A. Près d'un cinquième des 6-18 ans n'ont pas accès à l'éducation

En 2018, 258 millions d'enfants et de jeunes, soit un cinquième des 6-18 ans, n'étaient pas scolarisés, dont 59 millions d'enfants en âge de fréquenter le primaire, 62 millions le premier cycle du secondaire et 138 millions le deuxième cycle du secondaire<sup>5</sup>. La pandémie de Covid-19 a aggravé ce constat, de très nombreux enfants ayant été déscolarisés pendant plusieurs mois en raison des fermetures totales ou partielles des établissements scolaires. Au plus fort de la crise, 1,6 milliard d'enfants n'étaient ainsi pas scolarisés, dont 810 millions dans les pays à faible revenu d'après l'UNESCO. La crise sanitaire a par ailleurs accru le risque pour les enfants les plus vulnérables et notamment les filles et les enfants marginalisés d'être totalement privés d'accès à l'éducation. La pandémie de Covid-19 aurait ainsi poussé 20 millions de filles supplémentaires en dehors des bancs des établissements secondaires<sup>6</sup>.

Une série de freins, de natures diverses, expliquent les problématiques sous-jacentes qui entravent l'accès universel à l'éducation :

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Global Business Coalition for Education - The Education Finance Playbook, 2021

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Girls' Education and Covid-19. What past shocks can teach us about mitigating the impact of pandemics. Malala Fund.

- Le manque de ressources financières empêche les États d'investir suffisamment dans l'éducation, avec pour conséquence des infrastructures scolaires insuffisantes, un manque de ressources humaines et des conditions d'apprentissage précaires. La pression démographique contribue à accentuer ce frein. Ajoutons par ailleurs que la gestion de la crise du Covid-19 s'est parfois faite aux dépens du secteur de l'éducation en termes d'allocation de ressources financières publiques. 41 % des pays à faible revenu ont réduit leurs dépenses d'éducation après le début de la pandémie en 2020, avec une baisse moyenne des dépenses d'éducation de 13,5 %. D'autant que cette contraction des budgets alloués à l'éducation n'a pas été compensée en sortie de crise par les multiples plans de relances élaborés en réponse à la pandémie de Covid-19<sup>7</sup>. L'Unesco estime ainsi à moins de 3% la part consacrée à l'éducation dans les plans de relances gouvernementaux des pays à revenu faible et inférieur<sup>8</sup>;
- Les coûts de scolarisation apparaissent souvent trop élevés pour les ménages en situation de précarité financière. Certaines familles font le choix de mettre leurs enfants à contribution de la génération de revenus du foyer plutôt que de les envoyer à l'école;
- Des facteurs sociaux (e.g., violences sur le chemin de l'école) et culturels (e.g., mariages et grossesses précoces, participation requise aux tâches ménagères, éducation des femmes jugée non prioritaire compte tenu du rôle qui leur est conféré dans la société) freinent la scolarisation, en particulier des filles notamment parce qu'ils participent à façonner les normes et les rapports sociaux de genre;
- L'insécurité et les conflits armés réduisent l'offre éducative, les écoles pouvant faire l'objet d'attaques ciblées (contre les infrastructures, les enseignants, le personnel éducatif, ou encore les apprenants eux-mêmes) et être détruites ou endommagées. De tels contextes instables augmentent le risque de déscolarisation en raison des mouvements de populations qu'ils entraînent ou du fait de la crainte des parents d'envoyer leurs enfants à l'école.
- B. L'accès à l'éducation reste inégalitaire entre les pays et au sein des pays L'accès à l'éducation reste profondément inégal entre les pays selon le niveau de richesse et ce, pour tous les niveaux d'éducation<sup>9</sup>:

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Education Finance Watch 2022. World Bank, GEMR, UIS. p.4

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> The State of the Global Education Crisis: a path to recovery. Unesco, Unicef, World Bank. p.41

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Unesco – Education Progress Database, chiffres de 2018

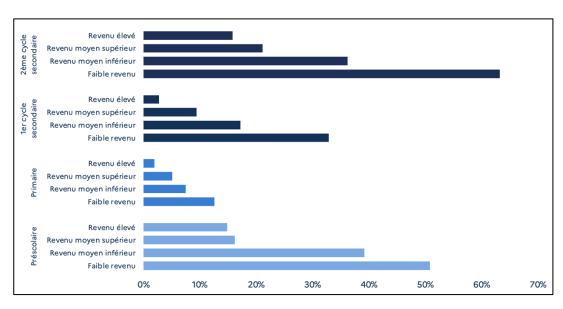


Figure 1 : Pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés mais non scolarisés par cycle et catégorie de pays (Source : UNESCO – Education Progress)

Les inégalités d'accès intra-pays sont également élevées, particulièrement dans les pays à plus faibles revenus où le taux d'achèvement du cycle primaire est de 26% pour le groupe de population le plus pauvre contre 73% pour le groupe de population le plus riche<sup>10</sup>. Outre ces inégalités sociales, les disparités géographiques notamment entre les zones urbaines et rurales constituent un facteur aggravant la marginalisation des communautés et groupes les plus vulnérables en matière d'éducation. En particulier, la crise du Covid-19 a mis en exergue la grande fracture numérique existante entre les populations rurales et urbaines. En Afrique centrale et de l'ouest, où les médias audiovisuels ont été mobilisés pour assurer la continuité de l'apprentissage à distance, seul 26 % des ménages habitant en zone rurale possédaient une télévision, contre 73 % des ménages urbains<sup>11</sup>.

Par ailleurs, l'accès à l'éducation n'est souvent pas égalitaire entre les garçons et les filles d'autant que l'inégalité se creuse au cours de la scolarité. Ainsi l'égalité de genre en matière d'accès à l'éducation est atteinte dans deux pays sur trois pour l'enseignement primaire, un pays sur deux pour le premier cycle d'enseignement secondaire et seulement un pays sur quatre pour l'enseignement secondaire supérieur<sup>12</sup>. Les pays à plus haut revenu sont plus proches de la parité : alors que l'on ne comptait que huit filles pour dix garçons en second cycle d'enseignement secondaire dans les pays à faible revenu en 2018, les pays à haut revenu avaient atteint la parité<sup>13</sup>. Il faut souligner que ces inégalités d'accès et de maintien à l'école entre filles et garçons, aggravées par la crise sanitaire du Covid-19, persistent dans un contexte postpandémique. L'Unesco estime ainsi à environ 24 millions le nombre d'apprenants à risque de ne plus jamais retourner sur les bancs de l'école à cause de

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Unesco – Education Progress Database

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> The State of the Global Education Crisis: a path to recovery. Unesco, Unicef, World Bank. p.23

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Unesco – Education Progress Database

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Unesco – Education Progress Database

la pandémie, les filles, les enfants issus de familles pauvres et les enfants handicapés étant les plus exposés<sup>14</sup>.

Enfin, l'instabilité politique et l'insécurité qui caractérisent les zones de conflit constituent un facteur supplémentaire d'inégalités à l'échelle d'un même pays ou d'une région. 128 millions d'enfants en âge d'être scolarisés en cycle primaire ou secondaire n'étaient pas scolarisés dans les pays touchés par un conflit en 2018, parmi eux, plus de la moitié étaient des filles<sup>15</sup>. Les filles sont en effet les premières victimes dans les situations de crise et d'urgence puisque leur risque de déscolarisation est 2,5 fois plus élevé que pour leurs homologues masculins lorsqu'elles vivent en zone de conflit<sup>16</sup>.

C. Les compétences de bases sont insuffisamment acquises pour de nombreux enfants

Au-delà des questions d'accès, la qualité de l'éducation reçue est tout aussi fondamentale pour que les jeunes puissent acquérir un bagage de compétences essentielles leur permettant plus tard de s'intégrer sur le marché du travail, de s'assurer des revenus décents et de parvenir à sortir de la pauvreté. En 2017, la moitié de tous les enfants et adolescents du monde (soit 617 millions de jeunes) n'avaient pas le niveau minimal de compétences requis en lecture et en mathématiques<sup>17</sup>. La situation est là encore inégale selon le niveau de revenu des pays. L'indicateur de pauvreté éducative mis au point par la Banque Mondiale et l'Institut de statistiques de l'UNESCO en 2019, mesure le pourcentage d'enfants de 10 ans incapables de lire et de comprendre un texte simple adapté à leur âge. Cet indicateur était en moyenne de 90,7% dans les pays à faible revenu, contre 65,3% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 41,3% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure<sup>18</sup>. Ces chiffres doivent toutefois être nuancés à l'aune des effets de la pandémie de Covid-19. Dans leurs simulations de l'impact de la crise sanitaire sur la pauvreté éducative, basées sur les dernières données disponibles postpandémie, la Banque Mondiale, l'Unesco et l'Unicef estiment que la pandémie aurait provoqué une augmentation de la pauvreté éducative dans le monde de près de 70 %. Ces simulations présentées dans le rapport « The State of Global Learning Poverty : 2022 Update » pointent deux constats alarmants : tous les gains en matière de pauvreté éducative enregistrés par les pays à revenu faible et intermédiaire depuis l'année 2000 auraient été perdus. De plus, en raison des fermetures prolongées des établissements

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> <u>Unesco, 2020</u>

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> <u>Plan International, Left Out, Left Behind: Adolescent girls' secondary education in crises, Plan International, UK, 2019, p.30</u>

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Education for all Global Monitoring Report, Policy Paper 21, Unesco, Juin 2015, p.3

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Nations Unies

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> World Bank Open Data, moyennes calculées à partir de la donnée disponible la plus récente pour chaque pays

scolaires et de l'inefficacité des tentatives d'apprentissage à distance, 7 enfants sur 10 souffriraient de pauvreté éducative dans les pays à revenu faible et intermédiaire<sup>19</sup>.

Si le niveau d'accès à l'éducation est évidemment fondamental, celui-ci ne permet pas de garantir l'acquisition des compétences de base. Ainsi, en 2017, la moitié des élèves ayant pourtant achevé le cycle d'éducation primaire n'atteignait pas le niveau basique en lecture requis pour leur âge, ce chiffre grimpant même presque à 80% pour l'Afrique subsaharienne et l'Asie centrale et méridionale<sup>20</sup>. Le nombre insuffisant d'enseignants ainsi que leur niveau de formation influent quant à eux drastiquement sur la qualité de l'éducation. Dans des classes surchargées, les enseignants n'ont pas les moyens ni le temps de donner l'attention nécessaire à chaque élève. Si des progrès ont été réalisés (i.e., le nombre moyen d'élèves par enseignant au primaire dans le monde étant passé de 27 en 1999 à 23 en 2018), d'importantes disparités demeurent. Ainsi en 2018, on comptait encore un total de 44 élèves par enseignant en Afrique subsaharienne contre 15 en Europe et Amérique du Nord<sup>21</sup>.

Insuffisamment formés, les enseignants ne peuvent par ailleurs pas assurer la classe et prodiguer à leurs élèves un enseignement efficace et de qualité en raison d'une maîtrise pédagogique, didactique et des contenus limitée. En 2018, seuls 83% des enseignants dans le monde ont reçu une formation en accord avec les standards nationaux. Là encore, ce chiffre cache des disparités entre les pays : il était de 99% dans les pays à haut revenu, contre seulement 64% dans les pays à faible revenu. Enfin les supports d'apprentissage (e.g., manuels scolaires, livres de lecture, feuilles d'exercices), indispensables à l'acquisition des compétences, tout comme les matériels d'enseignements à destination des enseignants, sont, dans de nombreuses régions du monde, obsolètes, usés et en nombre insuffisant. En Tanzanie par exemple, seuls 3,5% des élèves scolarisés en classe de 6ème ont l'usage exclusif d'un manuel de lecture<sup>22</sup>.

# D. Les infrastructures et les conditions d'éducation demeurent insuffisantes

L'atteinte de l'ODD 4 doit également passer par des actions destinées à améliorer les conditions d'éducation des élèves, facteur à même d'avoir un impact direct sur l'accès et la qualité de celle-ci.

Une des priorités est de doter les établissements scolaires d'infrastructures d'eau et d'assainissement satisfaisantes. L'accès basique à l'eau n'est par exemple seulement garanti que dans 44% des écoles primaires d'Afrique subsaharienne<sup>23</sup>. Par ailleurs, seules 57% des écoles de premier cycle du secondaire dans les pays à faible revenu

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> The State of Global Learning Poverty: 2022 Update. World Bank, Unesco, Unicef. Juin 2022. p. 8-9.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Unesco – Education Progress Database

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Unesco – Education Progress Database (2018)

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Global Citizen – 10 barrières à l'éducation autour du monde, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Unesco – Education Progress Database

disposaient de toilettes non-mixtes en 2018<sup>24</sup>. L'absence d'infrastructures aussi essentielles peut amener les parents à choisir de ne pas envoyer leurs enfants dans les établissements scolaires ou les enfants eux-mêmes à rater plusieurs heures ou jours d'école. La présence de toilettes adéquates et non-mixtes est en particulier indispensable pour permettre aux filles de gérer leur hygiène menstruelle sainement et en toute confiance. L'électrification des établissements scolaires permet également un accès plus constant à l'éducation car il supprime les contraintes liées à l'éclairage (i.e., jours de pluie, journées courtes). L'électricité permet de plus l'utilisation d'outils numériques et de moyens pédagogiques modernes (e.g., ordinateurs, vidéoprojecteurs) qui améliorent la qualité de l'enseignement. Or, dans les pays à faible revenu, 68% des écoles primaires et 48% des écoles du second cycle du secondaire n'avaient pas accès à l'électricité en 2018<sup>25</sup>. Enfin, outre la guestion de l'équipement des infrastructures scolaires, l'enjeu est aujourd'hui également d'augmenter la résilience des établissements face au changement climatique notamment en réhabilitant ou en construisant de nouvelles infrastructures et en les dotant des matériaux et aménagements nécessaires pour minimiser leur empreinte carbone (accès à l'énergie renouvelable, isolation etc.).

L'accès à une alimentation saine, équilibrée et gratuite (ou à bas coût) dans les établissements scolaires peut s'avérer un puissant vecteur d'accès à l'éducation, notamment pour les foyers en situation de précarité financière, tout en contribuant à renforcer la sécurité alimentaire et la santé des enfants, en lien avec les ODD 2 et 3.

Enfin, l'amélioration des conditions d'apprentissage passe également par l'atteinte de l'égalité de genre par et dans l'éducation, en garantissant l'accès et le maintien des filles à l'école. Cela pourra s'effectuer notamment par la promotion d'espaces d'apprentissage exempts de violences sexuelles et basées sur le genre, la mise en place de programmes scolaires dénués de stéréotypes de genre, ou encore une égale représentation des femmes dans le corps enseignant en particulier en Afrique subsaharienne.

### 2. Combler un déficit de financement annuel de 200 milliards de dollars

Selon plusieurs experts, l'atteinte de l'ODD 4, et notamment la capacité des pays à améliorer l'accès, la qualité et l'égalité dans l'enseignement à tous les niveaux requiert des investissements importants.

A l'échelle mondiale, les dépenses annuelles consacrées à l'éducation (dépenses des gouvernements, des ménages et de l'aide publique au gouvernement) sont estimées à 4900 milliards de dollars<sup>26</sup>, très inégalement réparties entre les pays. Ainsi 0,5% de ces dépenses concernent les pays à faible revenu et 65% les pays à haut revenu, alors

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Unesco – moyenne sur les données disponibles les plus récentes

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Unesco – moyenne sur les données disponibles les plus récentes

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Unesco et Banque Mondiale – Education Finance Watch 2022

même que ces deux groupes de pays comptent le même nombre d'enfants en âge d'aller à l'école<sup>27</sup>.

L'éducation, en particulier primaire et secondaire, est une prérogative des pouvoirs publics, dont la mission est d'en garantir l'accès universel et égalitaire. Les gouvernements couvrent ainsi en moyenne 79,3% des dépenses liées à l'éducation, tandis que les ménages prennent en chargent 20,4% de ces dépenses à l'échelle mondiale. La part des dépenses couvertes par les ménages est par ailleurs plus élevée dans les pays à faible revenu (29%) que dans les pays à haut revenu (18%). Les donateurs jouent également un rôle important dans le financement de l'éducation et représentent 12% des dépenses totales liées à l'éducation. Les dix plus importants donateurs pour l'éducation sont l'Union Européenne, la Norvège, le Royaume-Uni, la Banque Mondiale, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies, la France et les Emirats Arabes Unis<sup>28</sup>.

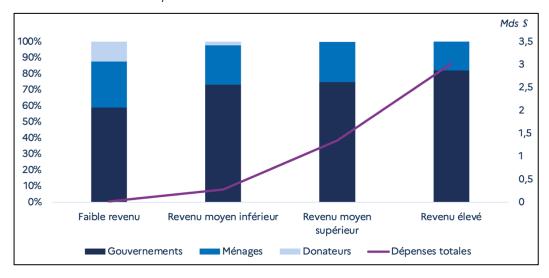


Figure 2 : Dépenses dans l'éducation par catégorie de pays et par source de financement en milliards de dollars, 2018 (Source : UNESCO - Education Progress Database)

Adoptée par 160 pays, la déclaration d'Incheon de 2015, qui a établi une nouvelle vision de l'éducation pour les 15 prochaines années<sup>29</sup>, définit deux objectifs en matière de dépenses liées à l'éducation pour les gouvernements :

- Allouer un minimum de 4 à 6% du PIB à l'éducation, et/ou
- Allouer un minimum de 15 à 20% des dépenses publiques à l'éducation.

Ces principes ont d'ailleurs été réaffirmés par la Déclaration de Paris<sup>30</sup> de novembre 2021, adoptée à l'initiative de la France, par les Etats membres de l'Unesco qui s'engagent et appellent à faire de l'éducation une priorité dans les plans de relance nationaux postérieurs à la crise du Covid-19 mais aussi à l'occasion du Sommet sur la

<sup>28</sup> UNESCO - Education Progress Database, 2018

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Unesco – Education Progress Database

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> UNESCO - Education 2030 : Déclaration d'Incheon, 2015

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> <u>Déclaration de Paris : Un appel mondial à investir dans les futurs de l'éducation.</u> Novembre 2021.

transformation de l'éducation de septembre 2022<sup>31</sup>. A l'échelle mondiale, ces objectifs sont en voie d'être atteints, avec une moyenne de 4,4% du PIB et 14,1% des dépenses publiques totales alloués à l'éducation. Cependant, un pays sur quatre n'a toujours pas atteint l'une ou l'autre de ces deux cibles. Or, ces dépenses apparaissent de plus en plus insuffisantes en comparaison avec les besoins de financement nécessaires pour l'atteinte de l'ODD 4 d'ici 2030. Avant la pandémie de Covid-19, ce déficit de financement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure était estimé à 148 milliards de dollars par an. La crise sanitaire a contribué à creuser ce déficit, qui atteindrait désormais 200 milliards de dollars par

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Cf. <u>Appel à l'action du Sommet sur la transformation de l'éducation</u> organisé à New York les 16, 17 et 19 septembre 2022.

an<sup>32</sup>. Rapporté au montant de l'aide au développement mondiale allouée à l'éducation qui ne représentait que 15,9 milliards de dollars en 2021<sup>33</sup>, ce chiffre montre l'ampleur du besoin de financement en matière d'éducation notamment pour compenser les reculs engendrés par la crise sanitaire et auquel le déploiement de financements innovants peut apporter une partie de réponse.

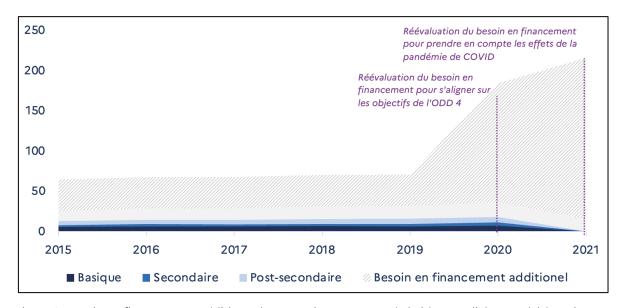


Figure 3: Besoin en financement additionnel comparé au montant de l'aide mondiale pour l'éducation, en Mds US\$ (Source : UNESCO et Banque Mondiale - EFW 2022)

« Malgré son apport indéniable, l'aide à l'éducation ne permettra pas de combler le déficit de financement de l'éducation à elle seule. Cela doit donc nécessairement passer par la mobilisation croissante de ressources domestiques, en particulier dans un contexte d'endettement croissant pour de nombreux pays à revenu élevé. Combler le financement de l'éducation impose par conséquent des changements structurels pour les États : réduction de l'économie informelle, justice fiscale, lutte contre la corruption, etc. »

Extrait d'entretien<sup>34</sup>

L'aide à l'éducation ne priorise pas toujours les besoins prioritaires. Elle favorise par exemple dans une large mesure le soutien à l'enseignement supérieur (39% de l'aide à l'éducation entre 2009 et 2020)<sup>35</sup>. Une partie importante des montants comptabilisés comme aide à l'éducation par les bailleurs est en effet souvent consacrée aux bourses pour les étudiants étrangers. Or si le développement de tels programmes de bourses

<sup>32</sup> UNESCO

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> UNESCO et Banque Mondiale – Education Finance Watch 2022

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Pour l'intégralité du rapport : les citations sont issues des entretiens réalisés par KOIS dans le cadre de l'étude entre août et novembre 2022

<sup>35</sup> UNESCO – GEM Report, 2021

en direction des étudiants des pays à revenu faible ou intermédiaire constitue l'une des cibles de l'ODD n°4, ces mesures doivent également s'accompagner d'un renforcement de l'aide vers l'éducation de base, primaire et secondaire.

Au-delà de l'importance des besoins en financements, le fléchage de ces derniers doit également répondre à la diversité des défis à relever pour atteindre l'ODD 4 et couvrir une large étendue d'interventions. Les experts mettent en évidence les coûts et investissements nécessaires suivants par grandes catégories<sup>36</sup>:

- Petite enfance: 10% du budget des gouvernements devrait être consacré à la petite enfance. Cruciale, l'éducation des premières années entraine des répercussions profondes sur le développement de l'enfant et son parcours éducatif sur le long terme.
- Education de base : 14 milliards de dollars seraient nécessaires pour que les 20 pays ayant les taux d'alphabétisation les plus bas atteignent une alphabétisation et une numératie fonctionnelles d'ici 2030. L'Unesco a ainsi estimé que le déficit de financement pour l'enseignement maternel et primaire (dans tous les pays) est d'environ 25 milliards de dollars.
- Nutrition: 4,7 à 5,8 milliards de dollars seraient requis pour offrir à tous les enfants des repas à l'école.
- Education tertiaire : le coût de l'enseignement post-secondaire a été estimé à 60 milliards de dollars par an en moyenne dans les pays à faible revenu et 598 milliards de dollars par an dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour la période allant de 2015 à 2030.
- Personnel enseignant : Environ 69 millions de nouveaux enseignants devraient être mobilisés entre 2015 et 2030 pour atteindre l'ODD 4<sup>37</sup> ; le coût des enseignants représente en général 75% d'un budget éducatif.

A ce constat alarmant viennent s'ajouter les prévisions des experts qui s'attendent à une diminution forte des dépenses des gouvernements et des ménages – qui représentent comme détaillé plus haut la quasi-totalité des dépenses mondiales liées à l'éducation – face aux difficultés engendrées par la pandémie et les multiples crises (économique, alimentaire, énergétique) actuelles. En effet, alors que l'éducation représentait 14,1% des dépenses publiques totales en 2019, elle ne représentait plus que 13,5% de celles-ci en 2021<sup>38</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> The Education Finance Playbook

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> https://news.un.org/fr/story/2016/10/345182

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> Global Education Monitoring Report 2021

# 3. Renforcer la complémentarité entre les offres éducatives publiques et privées

Bien que l'éducation reste en priorité du ressort du gouvernement et donc du secteur public, de plus en plus d'enfants sont scolarisés dans des établissements privés (i.e., non gérés par l'Etat). Ces établissements peuvent fournir une offre éducative complémentaire à celle de l'Etat et contribuer à renforcer l'accès et la qualité de l'éducation. La part de ces établissements sur le nombre total d'établissements scolaires est ainsi passée de 10% en 2002 à 19% en 2019 pour le cycle primaire, avec des disparités selon les catégories de pays : sur la même période, ce chiffre est passé de 10% à 13% dans les pays à faible revenu tandis qu'il est passé 14% à 27% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure<sup>39</sup>.

Bien qu'il soit difficile de proposer une catégorisation mutuellement exclusive, différents modèles en matière d'éducation privée existent :

- Des écoles à dimension religieuse gérées par des congrégations religieuses, dans lesquelles l'enseignement religieux peut occuper une place plus ou moins importante. Ces écoles peuvent en outre être complètement indépendantes de l'Etat, subventionnées par l'Etat, ou même être publiques.
- Des écoles communautaires mises en place et gérées par les communautés locales, souvent par l'intermédiaire de comités locaux d'éducation. Les communautés fournissent les locaux, rémunèrent les enseignants et financent le système à travers la participation financière des ménages. Les écoles communautaires se retrouvent en général dans des communautés rurales et éloignées du service public, mais peuvent toutefois être absorbées par celui-ci. De plus, ces écoles sont souvent soutenues financièrement et/ou techniquement par des organisations non-gouvernementales locales ou internationales.
- Des écoles privées à faible coût dont les tarifs sont fixés de manière à être accessibles pour des familles modestes. Elles peuvent appartenir à des personnes individuelles, ou à des réseaux plus ou moins importants : chaînes d'écoles privées, réseaux nationaux ou internationaux à but non-lucratif. Elles peuvent être subventionnées en partie ou totalement par l'Etat, des donateurs, des organisations non-gouvernementales, ce qui leur permet de proposer des tarifs abordables.

« Beaucoup d'écoles privées à faible coût ont une gouvernance associative et une gestion suboptimale. Ces écoles ne génèrent pas une rentabilité suffisamment importante pour pouvoir emprunter à des horizons temporels

\_

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> UNESCO – Global Education Monitoring Report 2021/22

raisonnables, ce qui limite leur accès au financement par la dette et donc leur capacité de développement. »

### Extrait d'entretien

• Des écoles privées commerciales. On peut citer les chaînes d'école visant une expansion à grande échelle, telles que Bridge International Academies ou Omega School. On trouve également dans cette catégorie les écoles privées d'élite ou écoles internationales. Il s'agit d'écoles (pouvant être indépendantes ou appartenir à des réseaux) affichant des tarifs conséquents, et s'adressant donc aux classes plus aisées de la population.

Si l'éducation privée se développe parfois pour compenser les insuffisances de l'Etat dans l'éducation, l'inverse est également vrai. Une présence importante d'acteurs privés peut en effet amener l'Etat à se désengager du secteur éducatif : c'est par exemple le cas en Haïti où plus de 80% de l'offre éducative est privée<sup>40</sup>. Un autre danger est le manque de régulation des établissements privés, ce qui peut entraîner des conséquences sur la qualité de l'éducation reçue par les enfants : dans la Commune III de Bamako au Mali, seulement 30% à 40% des établissements privés respecteraient le cahier des charges permettant d'ouvrir une école privée. L'éducation privée n'offre par ailleurs pas toujours les mêmes droits que l'éducation publique à ses enseignants, en matière notamment de protection sociale ainsi que de droit syndical.

Les écoles privées peuvent en outre être un vecteur d'inégalités socio-économiques et de discrimination. Au Sénégal, les frais de scolarité dans le privé peuvent représenter jusqu'à 20% du revenu brut moyen par habitant, sans compter les charges afférentes (i.e., transport, fournitures), la plaçant ainsi hors de portée pour de nombreuses familles. Certaines familles ne peuvent donc pas scolariser leurs enfants faute de revenus suffisants et d'établissement public à proximité : en Côte d'Ivoire, 44% des parents d'élèves du primaire et 36% du secondaire déclarent qu'ils n'existent pas d'école publique proche de leur domicile. La couverture insuffisante des territoires par les établissements publics oblige des familles à scolariser leurs enfants dans le privé, ce qui pèse sur leur situation financière : au Sénégal, 74% des parents interrogés déclarent scolariser leurs enfants dans des écoles privées par obligation<sup>41</sup>. Par ailleurs, s'il n'existe pas de chiffres pour soutenir certaines affirmations d'experts, les écarts qui peuvent exister entre écoles privées et publiques en matière de qualité de l'éducation (e.g., absentéisme réduit des enseignants, nombre d'élèves par classe moins élevés) peuvent contribuer à creuser davantage les inégalités en matière d'éducation et d'accès à des opportunités d'emplois entre les jeunes.

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> Sources: entretien avec la Coalition Education et <u>portail de l'Unicef à Haïti</u>.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Coalition Education – Les écoles privées renforcent les inégalités en Afrique francophone

# II. Les financements innovants, une solution au service de l'atteinte de l'ODD 4?

# 1. Financements innovants : définition et enjeux de leur mobilisation

Le groupe pilote sur les financements innovants pour le développement définit la notion de financement innovant comme telle : instruments destinés à lever des fonds additionnels pour le développement, caractérisés par leur complémentarité par rapport à l'aide publique au développement, par leur prévisibilité et leur stabilité. Ils sont étroitement liés à l'idée de biens publics mondiaux et visent aussi à corriger les effets négatifs de la mondialisation. Une autre définition de la finance innovante regroupe l'ensemble des approches visant à mobiliser davantage de ressources (« plus de financement ») et à accroitre l'efficacité et l'efficience du financement (« meilleur financement ») afin de répondre aux défis des ODD<sup>42</sup>.

Au sein de la finance innovante, la finance mixte désigne un sous-ensemble d'approches de financement mobilisant des capitaux publics et privés. Le financement public est dans ces approches mis à profit pour dé-risquer et catalyser l'investissement privé (e.g., garanties, prêts subordonnés, capitaux privilégiés, subventions d'assistance technique) afin d'attirer de nouveaux capitaux à plus grande échelle pour le développement.

Le recours aux financements innovants contribue à répondre aux immenses besoins de financement des ODD dans un contexte où les budgets des Etats sont contraints, où les marchés financiers sont instables et où l'aide au développement diminue dans un contexte de crise économique. Ils permettent en effet d'améliorer l'efficacité des financements disponibles et d'attirer, dans le cas de la finance mixte, une part plus importante de capitaux privés à destination des pays à revenu faible et intermédiaire, de mieux répartir le risque selon les parties prenantes et d'aligner leurs intérêts.

La finance innovante génère des bénéfices pour toutes les parties prenantes :

- Pour les gouvernements : accéder à de nouvelles sources de financement permettant de soutenir la dépense et l'investissement dans l'éducation, améliorer l'efficacité et la transparence dans la gestion des financements disponibles notamment via les mécanismes de financement liés aux résultats.
- Pour les donateurs : augmenter l'impact de leurs financements grâce à une meilleure efficacité et transparence, agir en tant qu'acteurs catalytiques pouvant attirer des capitaux privés à plus grande échelle pour le développement.
- Pour les investisseurs : générer de l'impact en même temps que des retours financiers grâce à leurs investissements, accéder à de nouveaux marchés,

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> OCED, Forum économique Mondial, Société Financière Internationale (IFC – Groupe Banque Mondiale

- diversifier leur risque grâce à des investissements de différentes natures (e.g., investissements basés sur les résultats).
- Pour les porteurs de projet : accéder à de nouvelles sources de financement plus patientes et flexibles entre la philanthropie et la finance de marché, bénéficier d'un cadre plus adapté à l'innovation et l'expérimentation de nouvelles approches grâce à une flexibilité renforcée et un meilleur alignement des intérêts des parties prenantes, permettre la preuve de concept de nouvelles approches ou nouveaux modèles économiques permettant à terme d'attirer des financements plus pérennes.
- Pour les bénéficiaires finaux : bénéficier d'un accès amélioré à des biens et services de base ainsi qu'à du capital dans des contextes desservis.

L'innovation dans le terme de finance innovante recoupe plusieurs dimensions. Elle consiste tout d'abord à appliquer des approches financières traditionnelles (dette, fonds propres, obligations, etc.) à de nouveaux contextes, secteurs et bénéficiaires (e.g., l'investissement à impact ciblant les entreprises sociales ou les obligations à destination d'une problématique spécifique de développement). Elle fait également référence à l'implication d'acteurs non traditionnels dans le financement du développement, notamment les investisseurs privés dans le cas de la finance mixte ou encore les particuliers (e.g., obligations de la diaspora). D'autre part, elle regroupe un certain nombre de pratiques appliquées à des mécanismes de financement classiques afin d'améliorer la rapidité de mobilisation des ressources ou leur efficacité (e.g., fonds communs, fonds de contrepartie). L'innovation réside aussi dans l'apparition de nouvelles approches non connues de la finance traditionnelle : les mécanismes de financement basés sur les résultats en sont la meilleure illustration. Enfin, la finance innovante a pour objectif de stimuler l'innovation dans les secteurs qu'elle finance, en apportant davantage de flexibilité et en permettant la prise de risque, afin de faire émerger et pérenniser de nouveaux modèles et approches plus efficaces et générant plus d'impact.

Les instruments et mécanismes mobilisés par la finance innovante peuvent être regroupés en cinq grandes catégories :

Type de financement	Description	Exemples de mécanismes
Structures de capital mixtes ou concessionnelles	Fonds (pouvant investir en dette ou fonds propres), obligations et autres instruments traditionnels, composés de différentes tranches de capital aux profils risque/ rendements financiers divers.	Fonds mixtes, fonds d'investissement à impact, obligations de la diaspora

Mécanismes de financement basés sur les résultats	Instruments dont les flux financiers sont liés à l'atteinte d'objectifs d'impact définis en amont.	Contrats à impact, subventions/ prêts liés à la performance, échange de dettes	
Mécanismes d'atténuation du risque	Mécanismes visant à mieux répartir le risque entre les différentes parties prenantes et permettant ainsi d'améliorer le profil risque/rendement des projets financés.	Garanties, assurances, assistance technique	
Contributions volontaires	Donations volontaires d'individus ou d'organisations au service du financement du développement, sans retour financier attendu.	Fonds de subventions multilatéraux, fonds de contrepartie	
Taxes	Contributions obligatoires sur des activités/ secteurs spécifiques redirigées vers des projets de développement.	Taxes sur les entreprises dédiées au financement de la formation professionnelle	

# 2. Freins au développement de la finance innovante

Le terme de finance innovante n'ayant pas de définition précise et recoupant des réalités variées, il est difficile de trouver des chiffres actualisés sur la taille de ce marché. Davantage de données existent pour caractériser l'évolution du sous-secteur de la finance mixte, grâce à la veille réalisée par des acteurs tels que Convergence qui répertorie l'ensemble des transactions et publie annuellement un rapport analysant ses grandes évolutions et tendances. L'étude de ce sous-ensemble permet de donner un aperçu, certes incomplet, des réalités du secteur de la finance innovante.

Fin 2021, les investissements et subventions cumulés dans des transactions de finance mixte s'élevaient à 160 milliards de dollars, avec des flux stabilisés autour de 9 milliards de dollars par an depuis 2015 pour une moyenne de 55 transactions annuelles sur cette même période. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure continuent à être le premier groupe de pays bénéficiaires des instruments de finance mixte avec 62% des transactions réalisées entre 2018 et 2020 contre seulement 24% pour les pays à faible revenu sur la même période.<sup>43</sup> Le montant annuel de ces

-

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> Convergence – The State of Blended Finance, 2021

transactions a cependant chuté en 2020 (malgré un maintien du nombre de transactions), conséquence de la pandémie qui a amené les donateurs et investisseurs à privilégier des interventions d'urgence liées à cette dernière<sup>44</sup>. La taille de la finance mixte demeure tout de même relativement limitée. A titre de comparaison, l'aide publique au développement représentait 179 milliards de dollars<sup>45</sup> sur l'année 2021 seule. La part de la finance innovante se situe entre ces deux réalités.

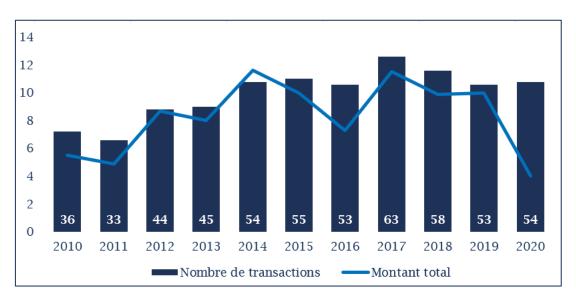


Figure 1: Nombre de transactions de finance mixte et montant total annuel en Mds US\$ (Source : State of Blended Finance 2021 - Convergence, 2022)

D'autre part, les applications de la finance mixte, telles que les répertorie Convergence, restent concentrées sur certains secteurs clés qui se distinguent notamment par le développement de modèles économiques représentant un potentiel d'investissement et de retours financiers pour les investisseurs. Il s'agit des secteurs de l'énergie (35% des transactions en 2020), de l'agriculture (28%) et des services financiers (26%).

Afin de permettre le déploiement de la finance mixte et la finance innovante à leur plein potentiel, plusieurs barrières doivent être levées. La finance innovante demeure un concept flou et méconnu pour de nombreux acteurs publics ou privés, réticents à l'idée d'utiliser des produits qu'ils ne maitrisent pas. Le faible nombre de transactions d'une part et le manque de transparence sur les transactions réalisées d'autre part participent à ce problème<sup>46</sup>: le manque de données et standards sur la liquidité, les risques ou la performance de ces outils par rapport à des investissements traditionnels ou des subventions pures complique ainsi l'évaluation par les financeurs publics et privés des opportunités offertes par ces mécanismes.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Convergence – The State of Blended Finance, 2021

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> OCDE

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> Convergence – The State of Blended Finance, 2021

Les financements innovants restent en outre associés à des coûts de structuration (financiers et humains) plus importants, justement du fait de leur nature innovante, limitant ainsi leur attractivité aux yeux de certains donateurs et investisseurs. L'innovation se traduit par ailleurs par des projets pilotes et encore de tailles trop modestes, faisant reculer des investisseurs et donateurs à la recherche de tickets conséquents et augmentant davantage la part des coûts de transaction par projet. Enfin, les mécanismes de financement innovants n'offrent pas des profils risque/rendements financiers encore assez attrayants pour les investisseurs privés en comparaison aux instruments financiers plus classiques<sup>47</sup>.

Le développement de la finance innovante bénéficierait d'une diversification des acteurs qui la composent. Au-delà des agences de développement, institutions internationales, banques de développement, qui constituent la grande majorité des contributeurs, seul le ralliement d'autres organisations, en particulier les financeurs privés philanthropiques, les investisseurs commerciaux mais aussi les gouvernements des pays aux revenus faibles ou intermédiaires, permettra le développement à plus grande échelle de la finance innovante.

# 3. L'éducation, secteur encore négligé de la finance innovante

La finance innovante demeure peu développée dans le secteur de l'éducation en comparaison à d'autres secteurs. Mais sa part dans la finance innovante reflète aussi notamment le faible poids de l'éducation dans l'aide au développement mondiale totale. Celle-ci a en effet augmenté de seulement 13 milliards de dollars à 16 milliards de dollars entre 2009 à aujourd'hui<sup>48</sup>, alors que l'aide publique au développement totale en provenance des pays du Comité d'Aide au Développement a augmenté de 122 milliards de dollars à 170 milliards de dollars sur la même période<sup>49</sup>.

L'éducation reste dans une majorité de pays, une prérogative des Etats souverains, tant dans la manière dont sont fixées ses priorités que dans la part de son financement. Contrairement à d'autres secteurs (e.g., énergie, santé, agriculture, services financiers), le secteur de l'éducation se caractérise par un certain conservatisme et une plus grande herméticité à l'innovation et la prise de risque. Audelà du développement du système éducatif privé dans certains pays, peu de modèles économiques pérennes émergent, à mêmes de transformer les manières d'enseigner et d'apprendre, en particulier dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire. Le potentiel des nouvelles technologies de l'information reste peu développé dans le secteur de l'éducation. La pandémie de Covid-19 a cependant poussé vers une plus grande intégration des nouvelles technologies dans les systèmes éducatifs pour pallier les ruptures d'apprentissage induites par les fermetures prolongées des écoles. Du

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup> The Knowledge, Evidence and Learning for Development Programme (K4D) – An overview of innovative financing mechanisms for education in development contexts, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup> UNESCO et Banque Mondiale – Education Finance Watch 2022

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> OCDE - 2021

fait de l'importante fracture numérique, de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire ont ainsi combiné des médias tels que la radio ou la télévision avec des modalités plus interactives basées sur la téléphonie mobile utilisant les SMS ou les appels téléphoniques afin de maintenir le lien entre élèves et enseignants. La combinaison de ces modalités a permis de minimiser les effets de la fracture numérique notamment pour les enfants issus de foyers marginalisés, ruraux ou à faible revenu ne disposant pas d'un accès régulier à internet<sup>50</sup>. Dans ce contexte, certaines approches de la finance innovante, notamment les mécanismes mobilisant la finance privée, sont plus difficiles à mettre en œuvre en matière d'éducation, par manque de modèles générateurs de revenus et matures pour recevoir de l'investissement.

Par ailleurs, l'éducation se distingue par des horizons de temps particulièrement longs (i.e., cycles de scolarité s'étalant sur 10 à 15 ans) nécessitant ainsi des financements sur le long-terme et offrant des perspectives de retour sur investissement (ROI) particulièrement faibles<sup>51</sup>. La finance basée sur les résultats doit elle aussi composer avec des impacts qui mettent souvent trop de temps à se matérialiser par rapport à la période d'investissement classique des financeurs privés (i.e., trois à cinq ans).

L'éducation supérieure et la formation professionnelle offrent quant à elles des perspectives d'investissement plus courtes, liées à l'entrée imminente dans la vie active des jeunes et leur génération future de revenus. C'est ainsi que l'on voit apparaître des initiatives s'adressant aux jeunes et visant à financer leurs études supérieures, selon des accords de partage de revenus, en échange d'une portion de leur salaire futur (e.g., initiative de l'African Leadership Finance Company au Kenya).

Enfin, le secteur de l'éducation offre des tailles de transaction trop faibles par rapport à d'autres secteurs, limitant l'intérêt d'un grand nombre de financeurs et notamment d'investisseurs. La grande fragmentation des acteurs de l'éducation, ainsi que le niveau de maturité encore trop peu développé des entreprises privées dans ce domaine, rendent difficile l'absorption de larges sommes de capital.

« La taille des tickets est une des limites structurelles au financement des écoles privées par de la dette : les transactions sur ce cycle d'éducation sont souvent sur des montants faibles, avec surtout des besoins en fonds de roulement pour couvrir le coût des ressources humaines et peu d'investissement en capital. Hormis quelques réseaux d'écoles privées ayant atteint une taille critique dont les besoins de financement sont plus importants, les prêts demandés par les écoles sont souvent trop faibles pour compenser les coûts de transaction associés. »

Extrait d'entretien

La finance innovante représente cependant un potentiel inégalé pour combler le déficit de financement du secteur de l'éducation et mobiliser de nouvelles ressources

<sup>51</sup> K4D – An overview of innovative financing mechanisms for education in development contexts, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup> OECD - What's Next? Lessons on Education Recovery, 2021

en complément des sources de financement traditionnelles du secteur, notamment pour les pays et domaines éducatifs qui en ont le plus besoin. Son rôle dans l'amélioration de l'efficacité et de la transparence des financements est par ailleurs essentiel dans le secteur de l'éducation marqué par des inégalités d'accès à l'éducation, des résultats en matière d'apprentissage alarmants, une formation insuffisante et dans certains contextes d'importantes pénuries d'enseignants ainsi que des conditions d'apprentissage défavorables. Enfin, la finance innovante doit permettre de soutenir le développement de nouveaux modèles économiques et nouvelles approches, en favorisant l'innovation dans l'éducation pour la rendre plus performante au service d'un impact plus grand.

### 4. Panorama des transactions de finance innovante dans l'éducation

Début 2022, Convergence ne recensait qu'un total de 43 transactions cumulées de finance mixte (sur les 778 répertoriées dans leur base de données) contribuant à la réalisation de l'ODD 4, pour un montant total d'environ 2 milliards de dollars. La moitié de ces transactions concernaient en outre des initiatives multi-sectorielles (e.g. fonds d'investissement à impact *Novastar Ventures* en Afrique de l'Est ou *Menterra*), non spécifiquement dédiées à l'éducation. Le montant des transactions de finance mixte consacrées à l'éducation reste donc inférieur au montant des financements philanthropiques vers l'éducation (qui représentaient 4,5 milliards de dollars sur la période 2016-2019<sup>52</sup>).

Dans le cadre de cette étude, un travail de recensement des initiatives de finance innovante dans le secteur de l'éducation a permis d'identifier 69 initiatives pour un montant total de 21 milliards de dollars<sup>53</sup>, prenant en compte les transactions répertoriées par Convergence mais uniquement dédiée à l'éducation (i.e., excluant les transactions multisectorielles) et intégrant d'autres initiatives n'appartenant pas à la finance mixte. Les initiatives focalisées sur l'éducation supérieure font partie de ce recensement afin d'évaluer et comparer leurs poids ainsi que la nature des transactions par rapport à l'éducation primaire et secondaire. Les caractéristiques clés de ces transactions sont analysées ci-dessous.

Parmi les 50 interventions ne couvrant pas l'intégralité du cycle éducatif et pour lesquelles la donnée est disponible, 34 sont centrées sur l'éducation primaire, 15 l'éducation secondaire et 15 autres l'éducation supérieure (certaines recoupant deux cycles éducatifs).

<sup>53</sup> La liste de ces 69 initiatives peut être retrouvée en annexes de ce rapport. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Le montant affiché couvre les 50 transactions pour lesquelles le montant est connu.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup> PME - Au-delà de l'octroi de financements : 4 tendances de la philanthropie privée pour l'éducation, 2022

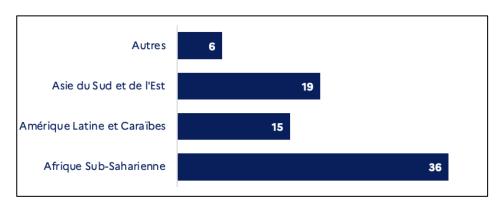


Figure 2 : Répartition des initiatives recensées par géographie (Source : KOIS)<sup>54</sup>

En termes de couverture géographique, 36 interventions sont recensées en Afrique subsaharienne. On y retrouve quelques initiatives régionales, telles que le *Blue Orchard's Regional Education Finance Fund for Africa (REFFA)* qui propose des financements aux organismes de formations privés et aux familles de la région ou la plateforme *Catalyze Edufinance* qui vise à accroître l'accessibilité de la scolarité en finançant des écoles privées à l'aide de capitaux privés. Les initiatives localisées visent aussi bien des pays à revenu intermédiaire comme l'Afrique du Sud (où l'on retrouve notamment plusieurs contrats à impact sociaux) et le Kenya que des pays à plus faible revenu comme le Sierra Leone ou le Ghana, qui bénéficie d'un financement du fonds de paiement aux résultats focalisé sur l'éducation ou *Education Outcomes Fund*.

L'Asie du Sud et de l'Est concentre également un nombre significatif d'initiatives - au total 19 - majoritairement situées en Inde. Ce pays hébergeait ainsi 11 initiatives de finance innovante dont trois contrats à impact visant à améliorer la qualité de l'éducation (Educate Girls Development Impact Bond (DIB), Quality Education DIB) ou le placement en emploi (Skill Impact Bond). On retrouve également des initiatives en Indonésie, par exemple un contrat d'échange de dette avec l'Allemagne ou encore un financement lié aux résultats du gouvernement central vers les écoles de la région de lakarta.

En Amérique Latine et aux Caraïbes, on compte 15 initiatives dont plusieurs à portée régionale, comme les obligations *Education, Youth and Employment*, un programme d'émissions obligataires de la Banque Inter-Américaine de Développement qui permet de financer des prêts aux gouvernements de la région pour soutenir des projets éducatifs. Existent également plusieurs initiatives nationales à l'initiative des gouvernements nationaux, telles que des programmes de versements conditionnés aux ménages au Guatemala ou de subventions à la performance à destination des gouvernements locaux au Pérou.

Enfin, plusieurs initiatives multilatérales ont une portée géographique globale, ou visent certaines catégories de pays indépendamment de leur localisation. C'est par

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup> La somme est supérieure au totale car certaines initiatives couvrent plusieurs géographies. Catégorie « Autres » : Canada, Chine, Israël, Ouzbékistan, Palestine, Turquie

exemple le cas du fonds *Education Cannot Wait* qui vise les pays en situations d'urgence et de crise prolongée, le Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) qui s'adresse aux pays à revenu faible ou intermédiaire sur tous les continents, ou encore l'*International Finance Facility for Education (IFFEd)* qui vise les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

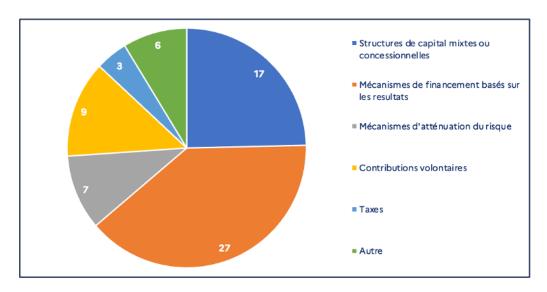


Figure 6 : Répartition des initiatives recensées par catégorie d'instrument (Source : KOIS)

En termes d'instruments de financement, la finance aux résultats constitue la catégorie la plus représentée. On retrouve notamment dix contrats à impact, dont le contrat à impact social sur le thème du développement de la petite enfance en Afrique du Sud, qui vise à préparer les jeunes enfants issus de milieux défavorisés à leur entrée à l'école à travers des interventions à domicile. Ces mécanismes se caractérisaient notamment par leur faible échelle : le plus conséquent d'entre eux étant le Skill Impact Bond déployé en Inde à hauteur de 14 millions de dollars. Parmi les autres mécanismes de financement aux résultats, d'autres instruments sont utilisés notamment à l'échelle des gouvernements, tels que l'Education Programme for Results (EP4R), un programme de prêts liés à la performance entre la Banque Mondiale et la Tanzanie. Les programmes d'échange de dette, par lesquels un gouvernement annule la dette d'un pays à condition que celui-ci investisse le budget ainsi libéré dans son système éducatif sont également classés parmi ces transactions appartenant à la finance basée sur les résultats ou conditionnelle. A titre d'exemple, le contrat de désendettement et de développement (C2D) déployé par l'Agence Française de Développement (AFD) au bénéfice de pays très endettés tels que la Côte d'Ivoire permet de reconvertir la dette des pays bénéficiaires en dons fléchés vers des programmes de lutte contre la pauvreté. Ces autres transactions peuvent atteindre des échelles plus conséquentes que les contrats à impact : le programme EP4R, qui est le plus important en termes de montant dans cette catégorie, est ainsi un prêt d'un montant total de 160 millions de dollars.

Les seconds instruments les plus représentés sont les structures de capital mixtes ou concessionnelles. Dans ces mécanismes, des financeurs acceptent des retours financiers plus faibles et/ ou une exposition au risque plus élevée au profit du récipiendaire des fonds ou pour attirer des investisseurs privés au profil risque/ rendement plus commercial. Cette étude a permis de recenser plusieurs exemples d'investissement par des investisseurs philanthropiques dans des entreprises à impact notamment dans le secteur de l'éducation et des nouvelles technologies (ou « Edtechs »). Ainsi, la fondation UBS Optimus a investi des fonds propres concessionnels afin d'attirer des investisseurs privés dans la société EdTech Kreedo, qui s'associe aux écoles primaires privées indiennes pour améliorer leurs résultats d'apprentissage. On retrouve également des fonds mixtes où la participation de financeurs philanthropiques dé-risque le capital investi par le secteur privé. Le fonds REFFA cité précédemment est notamment structuré de cette façon: le gouvernement allemand via le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la KfW couvre les tranches juniors tandis que les tranches seniors sont alimentées par des investisseurs privés permettant de couvrir les premières pertes. Enfin, on retrouve dans cette catégorie les obligations de la diaspora, où les membres de la diaspora d'un pays souscrivent à des obligations en acceptant un retour plus faible que le marché. L'Inde a notamment émis plusieurs obligations de ce type pour l'éducation, pour un montant total de 11 milliards de dollars.

Les contributions volontaires regroupent notamment les grands fonds multilatéraux de subventions, tels que le fonds du Partenariat Mondial pour l'Education ou encore le fonds *Education Cannot Wait* qui représentent respectivement 458 millions de dollars et 1 milliard de dollars. Cette catégorie recouvre également les fonds de contrepartie, dans lesquels des donateurs s'engagent à verser une somme supplémentaire pour chaque dollar mobilisé par d'autres donateurs. Cet instrument a par exemple été lancé par le gouvernement français, qui double les dons versés à l'UNICEF pour le soutien de projets visant l'autonomisation, la participation citoyenne et l'intégration professionnelle des filles et adolescentes au Sahel en versant à l'organisation un don égal au montant de versé par chaque donateur. Ces fonds, par leur capacité à agréger des capitaux issus de diverses sources sous un même mandat, permettent de démultiplier la capacité de financement des pays et des donateurs et ainsi d'allouer d'importants montants de capital plus efficacement.

Quelques initiatives basées sur des mécanismes de mitigation du risque ont en outre été recensées, avec entre autres des fonds catalytiques s'appuyant sur des garanties pour solliciter des capitaux additionnels. C'est notamment l'ambition de l'IFFEd, qui proposera aux banques de développement multilatérales un portefeuille de garanties allouées par des donateurs afin qu'elles offrent plus de prêts et à de meilleures conditions pour le secteur de l'éducation. A plus petite échelle, il existe également des modèles d'accord de partage de revenus tel que celui de Lumni, qui finance les

frais de scolarité des étudiants en Colombie et au Pérou en échange d'une partie de leurs revenus futurs.

Cette grande variété d'instruments se traduit dans l'amplitude des montants des transactions, qui peuvent aller du demi-million de dollars pour les plus petites (le contrat à impact Colombia Workforce Development for Disadvantaged Populations se chiffre par exemple 750 000 dollars) jusqu'à plusieurs milliards de dollars (le mécanisme multilatéral de l'IFFEd vise une taille de financement de 10 milliards de dollars). Les investissements dans les infrastructures scolaires peuvent présenter des opportunités de transaction de tailles plus élevées, en particulier pour les universités : un projet d'expansion de l'université San Ignacio de Loyola au Pérou a ainsi mobilisé près de 80 millions de dollars d'investissement, grâce au fonds canadien pour le climat et le secteur privé qui a fourni un financement de dette concessionnelle<sup>55</sup>. En moyenne, les transactions dans le secteur de l'éducation demeurent cependant plus petites que dans d'autres secteurs, avec un montant médian de 34 millions de dollars pour les initiatives recensées et pour lesquelles l'information est disponible. Ce constat, partagé par plusieurs des experts interrogés dans le cadre de cette étude, est également dressé par Convergence pour la finance mixte, où l'éducation figure comme le secteur présentant les tailles de transaction les plus faibles.

Les acteurs principaux de ces transactions de finance innovante demeurent les grands pays donateurs, notamment par le biais de leurs ministères ou d'agences nationales de développement (e.g., AFD, BMZ, Swedish International Development Co-operation Agency (SIDA)). Ils sont ainsi impliqués dans 32 des transactions de finance innovante dans l'éducation recensées. En outre, on retrouve des organisations internationales comme l'UNICEF ou des banques multilatérales de développement telles que la Banque Mondiale, qui participe à 8 transactions. On compte également plusieurs acteurs philanthropiques qui interviennent en tant que donateurs ou investisseurs dans ces transactions, qu'il s'agisse de grandes fondations internationales (e.g., fondations UBS Optimus, Bill & Melinda Gates, Dell, CIFF) ou de fondations locales (e.g., fondations Corona et FirstRand). Parmi les investisseurs privés, des banques locales, fonds de capital investissement, investisseurs individuels ont également contribué à ces transactions. Enfin les transactions mobilisent souvent en tant que porteurs de projet et récipiendaires des fonds, des organisations gouvernementales internationales (e.g., Save the Children, International Rescue Committee) ou locales (e.g., Educate girls en Inde, Mothers2mothers en Afrique du Sud), ou encore des entreprises sociales (e.g., Impact Water).

<sup>55</sup> Convergence

# III. Les financements innovants, des approches adaptées en fonction du contexte

A l'échelle mondiale, des progrès restent à réaliser sur chacune des dimensions de l'éducation. Les interventions à mener ainsi que les moyens pour les financer varient toutefois selon les contextes de chaque pays. La suite de ce rapport analyse plus en détail différents mécanismes de financement innovants en mettant en lumière les situations les plus propices à leur mise en œuvre.

Trois pays ont été sélectionnés afin d'étudier les applications variées de la finance innovante dans divers contextes : le Niger, le Guatemala et le Bangladesh, tous les trois membres du Groupe pilote sur les financements innovants. Au-delà de leurs géographies distinctes, ces trois pays présentent des caractéristiques diverses et uniques, documentées dans les pages suivantes et qui rendent leur analyse comparée particulièrement intéressante. Le tableau ci-dessous illustre en quelques chiffres clés les spécificités de leurs systèmes éducatifs.

	EDUCATION	Niger	Guatemala	Bangladesh	Médiane des pays étudiés <sup>56</sup>
	Pauvreté éducative (%)	98,7%	80,5%	57,2%	68,1%
	Taux de déscolarisation en primaire (%)	33,5%	10,6%	5%	6,5%
alité	Taux de déscolarisation en secondaire (%)	64,9%	32,8%	25,7%	12,8%
Accès et qualité	Élèves ayant le niveau minimum en mathématiques à la fin du primaire (%)	7,9%	6,7%	47,3%	19,1%
Acc	Nombre d'élèves par enseignant au primaire	36,4	20,3	30,1	24,8
	Indice de parité entre les sexes (IPS) pour la scolarisation primaire et secondaire <sup>57</sup>	0,84	0,98	1,15	1,00
Conditions	Établissements primaires ayant des toilettes non-mixtes (%)	34,1%	76,2%	95,9%	81,5%
Conc	Etablissements primaires électrifiés (%)	5,4%	9,1%	NC	79,9%
Sect	Élèves du primaire scolarisés dans le privé (%)	3,6%	12,8%	23,9%	10,8%

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> Les pays étudiés sont l'ensemble des pays, à l'exception des pays à haut revenu

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup>Un IPS compris entre 0,97 et 1,03 indique une parité entre les sexes. Un IPS inférieur à 0,97 indique une disparité en faveur du sexe masculin. Un IPS supérieur à 1,03 indique une disparité en faveur du sexe féminin. Source : Institut de statistique de l'UNESCO.

	Élèves du secondaire scolarisés dans le privé (%)	12,7%	56,1%	95,1%	10,3%
	Part de l'éducation dans la dépense publique totale (%)	13,2%	23,1%	14,7%	14,7%
ent	Part de la dépense publique en éducation sur le PIB (%)	3,5%	2,8%	2%	4%
Financement	Dépense publique par élève du primaire (\$)  US\$ PPP 2017	114 \$	1 140\$	330 \$	1 330 \$
	Part de l'ODA dans la dépense publique à l'éducation (%) Extrapolation	28,4%	2,2%	2,3%	NC

Pour chacun des trois pays analysés, trois mécanismes de finance innovante particulièrement adaptés pour répondre aux problématiques éducatives observées sont présentés, qu'ils soient déjà mis en œuvre ou non par les pays visés. Chacun de ces mécanismes de financement est illustré par des études de cas développant certaines de leurs applications les plus emblématiques dans d'autres pays. La sélection des mécanismes de finance innovante pour chaque pays découle d'un choix méthodologique visant à mettre en évidence, en s'appuyant sur une analyse contextualisée, les critères d'applicabilité et les conditions de succès de chacun de ces outils de financement. Cette sélection n'a ainsi donc pas pour objectif de représenter avec exhaustivité les applications de la finance innovante dans chaque pays. Elle n'est par ailleurs pas exclusive, certains mécanismes de financement sélectionnés pour l'un ou l'autre de nos trois pays d'analyse, pouvant tout à fait être explorés et faire leurs preuves dans d'autres contextes.

- 1. Niger: un cumul des difficultés nécessitant des ressources et des financements pour soutenir le système éducatif
  - A. Un contexte politique, socio-économique et environnemental peu favorable à l'accès à une éducation de qualité pour tous

A l'image de plusieurs de ses voisins Sahéliens, le Niger rencontre des difficultés socioéconomiques et politiques qui entraînent des conséquences néfastes sur son système éducatif. L'instabilité politique que connait le pays constitue, en effet, un premier frein à l'accès à l'éducation. Aux nombreux changements de régimes et coups d'Etats militaires qui se sont succédé depuis l'indépendance du pays en 1958, s'ajoutent les conflits armés, notamment menés par des groupes djihadistes. Au-delà des effets macroéconomiques et politiques, qui limitent la capacité du gouvernement à améliorer le système éducatif, cette insécurité a un impact direct sur l'accès aux infrastructures éducatives. Le contexte sécuritaire instable a ainsi entraîné la fermeture de 300 écoles nigériennes en 2020, privant 22 000 enfants d'éducation<sup>58</sup>. Le Niger doit en outre, du fait de sa situation géographique au cœur du Sahel et de sa proximité avec des pays également marqués par l'insécurité (Libye, Mali, Burkina Faso et Nigeria), gérer des flux migratoires importants qui s'ajoutent aux mouvements internes de populations. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime ainsi le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile à 295 877 et le nombre de déplacés internes à 376 809 en 2022<sup>59</sup>. Ces mouvements de populations accroissent la pression sur un système éducatif déjà fragile et qui peine à répondre de manière adéquate aux besoins spécifiques de ces populations réfugiées ou déplacées.

Le Niger se situe par ailleurs dans les derniers rangs du classement 2021 du développement humain établi chaque année par le Programme des Nations Unies pour le Développement, y figurant à la 189ème position sur 191 pays<sup>60</sup>. La précarité économique et la pauvreté des familles est un frein supplémentaire dans l'accès des enfants à l'éducation. A titre d'exemple, le Niger dispose du taux de précarité dans l'emploi le plus élevé au monde atteignant les 94% en 2021<sup>61</sup>. Les enfants sont de fait souvent mobilisés par les familles pour participer aux activités génératrices de revenus, bien souvent agricoles, secteur représentant l'occupation principale de 80% de la population du pays<sup>62</sup>. Le pays souffre également de fortes inégalités de genre puisque l'indice sexospécifique du développement humain tel que mesuré par le Programme des Nations Unies pour le développement et qui reflète les inégalités entre les hommes et les femmes en matière de santé, d'éducation et d'autonomie financière était de 0,835 en 2021, plaçant le Niger dans le groupe des pays les moins performants<sup>63</sup>. Le Niger se distingue par ailleurs par la grande jeunesse de sa population, conséquence de sa croissance démographique massive. Le taux de croissance de la population était de 3,7% en 2021 pour une part de jeunes âgés de 0 à 14 ans de 48%<sup>64</sup>, de nombreux jeunes que le système éducatif peine à accueillir. La population de ce pays, recouvert aux deux-tiers par le Sahara, est majoritairement rurale (à 83%<sup>65</sup>) et peu dense, compliquant encore davantage l'accès des élèves à des établissements scolaires proches de chez eux.

Enfin, le Niger pâtit d'un climat propice aux catastrophes naturelles, telles que les inondations et les sécheresses, qui endommagent des infrastructures scolaires insuffisantes et souvent précaires et rendent les conditions d'éducation difficiles d'autant plus quand les infrastructures d'accès à l'eau ou d'assainissement

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> Communiqué de presse UNICEF, 2021

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> Portail opérationnel du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Données 2022.

<sup>60</sup> Classement établi en septembre 2022 sur la base de l'Indice de Développement Humain 2021. Source : Human Development Reports, United Nations Development Programme

<sup>&</sup>lt;sup>61</sup> Source: Socioeconomic sustainability Dashboard, <u>Human Development Reports</u>, UNDP.

<sup>&</sup>lt;sup>62</sup> Analyse du secteur de l'éducation. Eléments pour de nouvelles orientations dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase du PSEF. 2020. République du Niger. Institut International de planification de l'éducation IIPE-UNESCO.

<sup>&</sup>lt;sup>63</sup> <u>Gender Development Index</u>, Human Development Reports, Unites Nations Development Programme.

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> Source: <u>données 2022 du Fonds des Nations Unies pour la Population</u>.

<sup>&</sup>lt;sup>65</sup> Source : données 2021 de la Banque Mondiale.

notamment, sont manquantes ou défaillantes. Le pays doit également composer avec le changement climatique qui a eu pour conséquence de réduire le temps scolaire au cours des dernières années de 9 à 5 mois notamment parce que les écoles construites pour l'essentiel en paillote (en particulier en milieu rural) ne résistent pas aux pluies<sup>66</sup>.

# B. Un système éducatif parmi les moins performants au monde<sup>67</sup>

Au Niger, l'éducation est une prérogative nationale. Ce sont les ministères de l'Enseignement primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues nationales et de l'Éducation civique ainsi que celui des Enseignements Secondaires qui sont en charge respectivement de l'enseignement préscolaire et primaire et de l'enseignement secondaire. La loi n° 98-12 du 1<sup>er</sup> juin 1998 (communément appelée LOSEN) instaure l'école obligatoire et gratuite à partir de l'âge de 7 ans.

L'accès à l'éducation est une problématique majeure au Niger. Comme évoqué précédemment, le besoin en infrastructures scolaires est massif dans le pays. La seule couverture des besoins de la première année du cycle primaire nécessiterait l'ouverture de 10 000 nouvelles salles de classes et le recrutement de près de 10 000 enseignants. Outre le besoin de construction de nouvelles écoles, les établissements scolaires existants manquent d'infrastructures de base nécessaires pour garantir des bonnes conditions d'éducation. A titre d'exemple, seul 5,4% des écoles primaires sont électrifiées à l'échelle du pays. Seules 34% des écoles primaires disposent de toilettes non-mixtes, ce qui constitue un frein non négligeable à la scolarisation des filles, adolescentes et jeunes femmes<sup>68</sup>. Ce constat est d'autant plus vrai que la population nigérienne est à plus de 80% rurale. Le manque et la faiblesse des infrastructures scolaires en milieu rural (les écoles étant, pour une grande majorité, construites en paillote et non dans des matériaux plus résistants aux aléas météorologiques) couplé à la dispersion de la population constitue un frein supplémentaire dans l'accès des enfants à l'éducation. L'Unesco relève ainsi une surreprésentation des ruraux parmi les enfants qui sont hors du système éducatif avec 91% de ruraux contre 9% d'urbains<sup>69</sup>.

Ajoutons que bien que l'école soit en théorie gratuite et obligatoire de 7 à 17 ans, les taux de déscolarisation sont encore élevés en particulier dans le secondaire. Le taux de déscolarisation était ainsi de 41% en moyenne entre 2010 et 2020 au niveau primaire contre 65% au niveau secondaire<sup>70</sup>. Enfin, les inégalités d'accès et de maintien dans l'éducation demeurent criantes entre les filles et les garçons. Les filles sont sensiblement moins scolarisées que les garçons au niveau du primaire : 55% contre

<sup>&</sup>lt;sup>66</sup> Constat partagé par la Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre et au suivi du Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation.

<sup>&</sup>lt;sup>67</sup> Analyse du secteur de l'éducation. Eléments pour de nouvelles orientations dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase du PSEF. 2020. République du Niger. Institut International de planification de l'éducation IIPE-UNESCO. <sup>68</sup> Chiffre de l'année 2017 (statistique disponible la plus récente). *Source : Unesco*.

<sup>&</sup>lt;sup>69</sup> Analyse du secteur de l'éducation. Eléments pour de nouvelles orientations dans le cadre de la 2e phase du PSEF. 2020. République du Niger. Institut International de planification de l'éducation IIPE-UNESCO.

<sup>&</sup>lt;sup>70</sup> Source: données 2022 du Fonds des Nations Unies pour la Population.

60% pour les garçons en 2021 d'après le Fonds des Nations Unies pour la Population. De plus, le taux d'alphabétisation constaté chez les filles et jeunes femmes nigériennes de plus de 15 ans est presque deux fois moins élevé que chez leurs compatriotes masculins (27% chez les filles contre 47% chez les garçons en 2018 d'après la même source). Le taux élevé de mariages précoces, attribuable aux normes et rapports sociaux de genre dans le pays, peut être un facteur d'explication puisqu'il concernait en moyenne 76% des filles, adolescentes et jeunes femmes avant l'âge de 18 ans entre 2005 et 2020<sup>71</sup>.

Mis à part la question de l'accès, la qualité de l'éducation dispensée est encore largement insuffisante. Le Niger présente un taux de pauvreté éducative de 98,7%, tel que mesuré par la Banque Mondiale en 2019, soit le taux le plus élevé observé parmi l'ensemble des pays pour lesquels cet indicateur est disponible (i.e., 139 pays). Pour rappel, l'indicateur de pauvreté éducative évalue la part des enfants de dix ans incapables de lire et comprendre un texte simple et adapté à leur âge.

Le pays souffre d'une pénurie d'enseignants, en particulier qualifiés. Le ratio élèves – enseignant qualifié est en effet l'un des plus élevé au monde avec 65 élèves de primaire pour un enseignant<sup>72</sup>. Alors que le niveau officiel de qualification des enseignants du pays est théoriquement le diplôme d'instituteur (13 années d'étude et 2 ans de formation), 80% des enseignants nigériens ont le statut d'instituteurs adjoints (10 années d'étude et 2 ans de formation) et 10% n'ont aucune qualification. L'exigence du secteur couplée au faible niveau des salaires freinent le recrutement de profils suffisamment préparés au métier d'enseignant, affectant de facto la qualité de l'apprentissage des élèves. Les recrutements de contractuels visant à compenser la pénurie d'enseignants qualifiés n'a malheureusement pas résolu le problème : en 2017, 10 000 contractuels ont été exclus à la suite de l'obtention d'une note inférieure à 5/20 lors de leur évaluation. De plus, les conflits sociaux, marqués récemment par des grèves massives d'enseignants, empêchent le bon déroulement des activités scolaires et constituent un obstacle additionnel pour l'accès à un enseignement de qualité. En conséquence, d'après les données de l'Unesco<sup>73</sup>, seuls 8% des élèves parviennent à acquérir le niveau minimum en mathématiques à la fin du cycle primaire.

C. Un besoin de ressources additionnelles pour renforcer le système éducatif du pays

La pauvreté budgétaire générale du Niger se répercute sur la performance de son secteur éducatif, loin de recevoir les financements nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'ODD 4. Le besoin de financement est d'autant plus grand que la croissance démographique met sous pression un système éducatif national qui peine

\_

<sup>71</sup> Ibid.

<sup>&</sup>lt;sup>72</sup> Moyenne établie sur les années 2010 à 2021. Source : Quality of Human Development Dashboard, <u>Human Development Reports</u>, UNDP.

<sup>&</sup>lt;sup>73</sup> Analyse du secteur de l'éducation. Eléments pour de nouvelles orientations dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase du PSEF. 2020. République du Niger. Institut International de planification de l'éducation IIPE-Unesco.

à répondre aux besoins de tous les enfants en âge d'être scolarisés. Le financement de l'éducation est essentiellement issu des budgets des ministères et des collectivités. Bien que l'éducation soit depuis longtemps l'un des secteurs prioritaires du budget de l'Etat avec plus de 13% de la dépense publique totale consacrée à l'éducation, le secteur pâtit du faible niveau des dépenses publiques totales du pays. Les marges de manœuvre du gouvernement pour augmenter la dépense publique dans l'éducation restent étroites, compte-tenu de l'état des finances publiques et de l'économie nigérienne : le pays consacre déjà près de 3,5% de son PIB à l'éducation contre 4% recommandé par la Déclaration d'Incheon pour la mise en œuvre de l'ODD n°4.

Face à des dépenses qui croissent deux fois plus rapidement que ses recettes, l'Etat nigérien est de plus en plus dépendant de l'endettement et de l'aide extérieure. Or, l'accès à la dette risque de devenir de plus en plus difficile pour ce pays dans un contexte de remontée des taux, et compte tenu de sa très mauvaise cote de crédit, évaluée à 0/100, note attribuée aux pays en situation de défaut de paiement.

Quant à l'aide publique au développement, celle-ci représente un tiers des recettes de l'Etat. Le pays a ainsi perçu 46,1 milliards de francs CFA (FCFA) soit l'équivalent de 68 millions de dollars en 2016 dont un tiers, fléché directement vers les budgets des ministères en charges de l'éducation<sup>74</sup>.

### La dette fait peser une pression croissante sur les budgets des pays Africains<sup>75</sup>

L'endettement déjà important des pays d'Afrique subsaharienne a été aggravé par la pandémie de Covid-19, qui a obligé les pays à emprunter. La hausse du niveau de la dette s'est en outre accompagnée d'une hausse du coût de celle-ci (avant même la hausse actuelle des taux). Entre 2010 et 2018, la dette publique moyenne des pays de la région est passée de 40% à 59% du PIB. Ce ratio a plus que doublé dans des pays comme le Cameroun, le Congo, le Nigeria ou l'Angola. Une analyse du FMI et de la Banque Mondiale estime que les sommes payées par les gouvernements pour le service de la dette ont quasiment doublé sur la période : alors que ce poste représentait moins de 7% du revenu des gouvernements, il en représenterait maintenant 12%.

Or, dans des pays où la dépense publique est déjà limitée, cette pression additionnelle sur les budgets risque de réduire les dépenses dans des secteurs essentiels comme la santé, les infrastructures et l'éducation.

Malgré la gratuité de l'école (de 6 à 16 ans), les ménages contribuent significativement au financement de l'éducation. La part des ménages dans le financement de l'éducation atteignait les 58% en 2021 d'après l'Unesco. Cette contribution se décompose entre frais de scolarité (i.e., la loi nigérienne prévoit que l'entretien des écoles soit à la charge des familles), fournitures, cantine et transport. Malgré la

<sup>74</sup> Ibid.

<sup>&</sup>lt;sup>75</sup> Global Campaign for Education – How Africa Can Lead On Education In A Post COVID-19 World, 2021

nécessité de mobiliser de nouvelles ressources pour l'éducation, il semble compliqué d'augmenter sensiblement la contribution des familles pour la majorité en grande difficulté financière. Les coûts liés à l'éducation (e.g., transport, uniforme, matériel, repas) sont ainsi autant de facteurs qui, combinés à la pauvreté des ménages, se répercutent sur la scolarisation des enfants.

Le secteur éducatif privé, encore très faiblement développé, ne constitue pas un relai éducatif suffisant dans le pays puisque seulement 2,3% des écoles primaires étaient sous gestion privée en 2019, représentant moins de 4% des élèves scolarisés dans le primaire et moins de 13% dans le secondaire. Ces écoles regroupent notamment des écoles de la Mission catholique ou des écoles franco-arabes suivant les *curricula* officiels. On y retrouve à la marge des écoles communautaires (0,03% des écoles primaires), qui finissent souvent par se transformer en écoles publiques<sup>76</sup>.

Enfin, le pays compte différentes structures d'éducation informelle telles que les écoles confessionnelles (écoles de catéchisme, écoles coraniques itinérantes ou permanentes), les centres d'alphabétisation et de formation, ou encore des centres de formation partagée. Les centres d'alphabétisation et d'éducation non-formelle, qui permettent à des jeunes et/ou adultes d'acquérir un niveau basique de lecture, accueillaient par exemple près de 48 000 élèves sur l'année scolaire 2015-2016, chiffre qui reste anecdotique si on le rapporte aux 2,6 millions d'élèves accueillis dans le primaire la même année. Les filles, adolescentes et jeunes femmes représentaient par ailleurs entre 65% et 80% des inscrits dans ces établissements<sup>77</sup>.

# Les échanges de dette, une solution pertinente pour libérer des ressources pour l'éducation

Les échanges de dette peuvent être définis au sens large comme l'annulation de la dette extérieure d'un pays en échange de l'engagement de son gouvernement à mobiliser les ressources intérieures ainsi libérées au service de thématiques spécifiques. Les échanges de dette permettent ainsi de détourner les ressources publiques du service de la dette vers les dépenses de développement, tout en participant à réduire le surendettement dont souffrent de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Le mécanisme a été utilisé plusieurs fois dans le domaine de l'éducation, notamment entre le Cameroun et la France, l'Allemagne et l'Indonésie ou encore entre l'Espagne et plusieurs pays d'Amérique Latine (e.g., Equateur, Honduras, Nicaragua).

Un échange de dette nécessite un contexte spécifique, avec en premier lieu l'existence d'une dette bilatérale que le gouvernement créditeur est en mesure d'annuler. Le pays débiteur doit également avoir un gouvernement stable afin d'assurer une collaboration fluide avec le pays créditeur sur le suivi de l'emploi des

<sup>&</sup>lt;sup>76</sup> UNESCO PEER Database – Niger Education Profile, 2018

<sup>77</sup> Ibid.

fonds libérés par l'échange de dette. Ces instruments ont cependant quelques limites: contrairement à une subvention, un échange de dette ne génère pas une rentrée d'argent immédiate, laquelle dépend du calendrier de paiement initialement prévu. Enfin, si le pays emprunteur rencontre déjà des difficultés à rembourser sa dette, l'instrument peut ne pas réellement libérer de budget pour des dépenses liées à l'éducation.

Les fonds de subvention multi-parties afin de mobiliser des ressources additionnelles

L'urgence pour le Niger en matière d'éducation est de développer ses capacités de scolarisation (i.e., constructions de salles de classe, recrutement et formation d'enseignants) de sa large population de jeunes, face à un système scolaire sous-dimensionné. Les subventions sont d'autant plus nécessaires pour le Niger que celuici ne peut financer ces dépenses par de la dette, compte tenu de sa situation financière actuelle. La vulnérabilité du Niger face aux catastrophes humaines et naturelles rend par ailleurs les interventions d'urgence pour l'éducation particulièrement appropriées. Les fonds de subventions multi-parties permettent de répondre à ces deux problématiques. Plus généralement, le manque de ressources allouées à l'éducation étant un problème pour de nombreux pays, les fonds de subventions multilatéraux continuent à jouer un rôle clé en matière de financement de l'éducation, pas seulement au Niger.

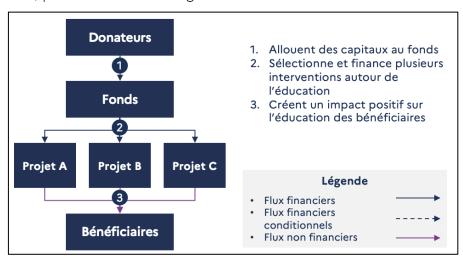


Figure 7: Schéma de fonctionnement d'un fonds de subvention multi-parties (Source: KOIS)

La caractéristique principale de ces fonds réside dans la consolidation sous une même entité des contributions de plusieurs donateurs (i.e., gouvernements, agences de développement, fondations, agences onusiennes) afin de soutenir des initiatives et générer un impact de plus grande échelle par rapport à des contributions individuelles. Ces fonds sont gérés par un gestionnaire désigné ou par un consortium d'organisations qui décident de l'allocation des subventions à des initiatives ou gouvernements. Plusieurs de ces fonds ont été mis en œuvre pour financer le secteur de l'éducation, allant de plusieurs millions de dollars pour des initiatives plus locales

(e.g., le fonds Early Learning and Nutrition en Côte d'Ivoire) à des milliards de dollars (e.g., Education Cannot Wait).

Ainsi depuis 2002, le Partenariat Mondial pour l'Education a alloué plus de 200 millions de dollars au gouvernement nigérien, pour des interventions visant à renforcer son système éducatif à long-terme en contribuant notamment à la mise en place des plans sectoriels pour l'éducation, mais aussi pour répondre à des situations d'urgence telles que la pandémie de Covid-19. De son côté, le fonds *Education Cannot Wait* a alloué depuis 2016, 23 millions de dollars à des organisations non-gouvernementales ou onusiennes actives en matière d'éducation au Niger.

Du point de vue du pays bénéficiaire, ces fonds sont de puissants mécanismes permettant d'injecter de nouvelles ressources au service du financement de l'éducation. Très flexibles, ces fonds peuvent financer une nature très diverse d'interventions ainsi que d'acteurs (i.e., gouvernements, organisations non gouvernementales).

« Notre financement et accompagnement bilatéral en Afrique nous donne une meilleure compréhension de comment les initiatives sont déployées au niveau local. Sans cette compréhension, il est difficile d'être pertinent lors des discussions dans les instances de gouvernance des grandes initiatives multilatérales. Des exemples d'initiatives bilatérales peuvent y être convoqués afin de mettre en avant des problématiques spécifiques : au conseil d'administration d'un fonds multilatéral, nous avons par exemple fait campagne pour l'égalité de genre grâce à des exemples concrets du terrain. »

#### Extrait d'entretien

Du point de vue des donateurs, ces initiatives permettent la concentration des ressources vers des problématiques de développement communes avec la volonté de générer plus d'impact et de soutenir des actions plus cohérentes sur le long terme, particulièrement nécessaires dans le domaine de l'éducation afin de renforcer le pilotage et la gestion des systèmes éducatifs dans leur ensemble. La mise en commun des fonds au sein d'une même structure permet par ailleurs de minimiser les coûts de transactions. Certains donateurs font désormais le choix de favoriser ces formes de financements multilatéraux au détriment des financements bilatéraux à l'image de l'Allemagne qui concentre ses financements à destination du fonds *Education Cannot Wait* ainsi que du Partenariat Mondial pour l'Education.

Ces initiatives ne fournissent cependant pas un capital pérenne et les fonds doivent être régulièrement réapprovisionnés afin de pouvoir soutenir d'autres projets. Par ailleurs, le temps nécessaire à la mise en œuvre et à l'opérationnalisation de ces fonds, ainsi que l'intégration de nouveaux contributeurs, peuvent parfois s'avérer long, comme le soulignent certains des donateurs contributeurs interrogés dans le cadre de cette étude. C'est notamment le cas pour un fonds tel que le PME qui, finançant

directement les gouvernements, doit passer par de longues phases de négociations pour déterminer les conditions d'octroi de ses contributions. Des risques de cannibalisation ainsi que de dispersion entre ces différents véhicules qui se veulent pourtant complémentaires ont également été mis en évidence. Les acteurs interrogés ont en outre mis en avant un risque structurel de déperdition des financements entre le fonds multilatéral et le terrain : par exemple ces fonds peuvent financer une organisation non-gouvernementale (ONG) internationale qui délègue la mise en œuvre à une ONG locale. Avec les frais de ressources humaines prélevés à chaque échelon, couplés aux coûts de fonctionnement, il peut parfois ne rester qu'une faible part de la somme initiale à destination des activités déployées sur le terrain.

Education Cannot Wait : répondre aux situations d'urgence et aux crises prolongées de l'éducation

### Caractéristiques clés

Date de lancement : 2016

Géographie : Global

Montant : 1,1 milliard de dollars mobilisés depuis sa création

 Parties prenantes: fonds hébergé par l'UNICEF, alimenté par des pays donateurs, des banques de développement et des fondations

• Objet du financement : financer l'éducation dans des situations d'urgence ou de crise prolongée

### Contexte et objectif

De nombreux enfants sont affectés par des crises ponctuelles ou prolongées, telles que des catastrophes naturelles ou des conflits. En dégradant l'accès à une éducation de qualité, ces crises mettent en danger le futur de millions d'enfants avec des conséquences à long-terme désastreuses pour les pays.

Les Nations Unies ont mis en place le fonds *Education Cannot Wait* afin de répondre à ces situations, et permettre à tous les enfants affectés par ces crises de pouvoir continuer à recevoir un enseignement de qualité. Le fonds s'attache en particulier à atteindre les filles ainsi que les enfants issus de groupes marginalisés : réfugiés, déplacés internes, enfants porteurs d'handicaps etc. Les interventions visent à améliorer l'accès et la continuité de l'éducation, l'égalité à l'école et notamment entre les genres, la qualité de l'apprentissage et la sécurité de l'environnement d'apprentissage.

#### Intervention

Education Cannot Wait ne finance pas directement les gouvernements. Le fonds octroie des subventions à des organisations mettant en œuvre des actions sur le terrain pour améliorer l'éducation, à travers trois fenêtres de financement :

- First Emergency Responses (FER): rétablir l'accès à l'éducation dans les situations d'urgence (26% des fonds alloués);
- *Multi-Year Resilience Programme* (MYRP): renforcer l'éducation dans les situations de crises prolongées (70% des fonds alloués);
- Acceleration Facility (AF): soutenir la préparation, la planification et les plans de relance dédiés au secteur de l'éducation dans les situations de crises soudaines et prolongées (3% des fonds alloués).

Les FER sont des fonds mobilisés en urgence et donc caractérisés par leur rapidité de déploiement : en un mois, les fonds peuvent être transférés aux acteurs sur le terrain qui les utilisent ensuite pour rétablir l'accès à l'éducation (e.g., réparation d'infrastructures, soutien et accompagnement des enseignants). Les MYRP, dont les financements alloués s'étalent sur plusieurs années et peuvent adresser tous les cycles et problématiques d'éducation, visent plutôt les difficultés structurelles des pays en matière d'éducation. De nombreux pays bénéficient des deux fenêtres de financement simultanément.

## Impact et apprentissage

Le fonds a mobilisé plus d'un milliard de dollars depuis sa création en 2016, dont presque 400 millions de dollars en 2021. Près de sept millions d'enfants ont bénéficié des interventions financées par le fonds depuis sa création. En 2021, ECW a soutenu



32 pays, à travers 174 subventions.

La rapidité d'intervention du fonds a notamment permis de répondre rapidement à la crise éducative engendrée par la pandémie de Covid-19, et d'ainsi soutenir 12 millions d'enfants et adolescents additionnels à travers 50 FER<sup>78</sup>. Education Cannot Wait est par ailleurs intervenu à travers un FER de 1,5 million de dollars pour

<sup>&</sup>lt;sup>78</sup> ECW annual report 2021

répondre au séisme ayant frappé Haïti en août 2021. Ses subventions ont permis de construire des écoles temporaires pour rétablir l'accès à l'éducation, verser de l'argent aux familles les plus démunies afin de leur permettre de couvrir les frais de scolarité de leurs enfants ainsi que de permettre aux écoles de fournir des repas et de s'équiper en infrastructures d'eau et assainissement.

La vitesse d'intervention d'ECW est une vraie valeur ajoutée comparée à d'autres fonds multilatéraux, notamment grâce à son mandat de financement d'organisations directement plutôt que de gouvernements locaux. De plus, ECW peut ainsi intervenir plus facilement dans des contextes où la collaboration avec les gouvernements n'est plus possible (e.g., coups d'Etat, régime non reconnu).

## Les transferts conditionnels de fonds afin de surmonter les barrières financières des ménages à l'éducation

Au Niger, ainsi que dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, la pauvreté des ménages empêche les enfants d'accéder à l'école, soit à cause du coût de l'éducation en elle-même, soit en raison du coût d'opportunité que représente pour les familles le fait d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt que de les faire participer aux activités génératrices de revenu du foyer. Lever ces barrières financières des familles est donc un axe d'intervention souvent mis en œuvre afin de renforcer l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables.

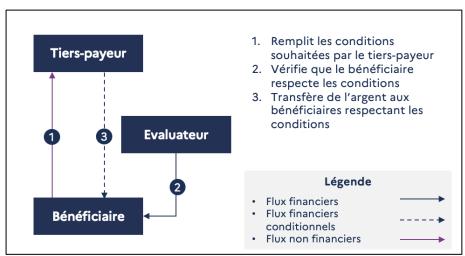


Figure 8 : Schéma de fonctionnement d'un transfert conditionnel de fonds (Source : KOIS)

Les transferts conditionnels de fonds (TCF) sont des programmes dans lesquels un tiers-payeur (i.e., le plus souvent le gouvernement domestique ou un gouvernement, agence de développement internationale, une fondation ou autre donateur), verse de l'argent directement aux ménages pourvus qu'ils respectent certaines conditions préalablement définies. Dans le cas de TCF accordés pour favoriser l'accès à l'éducation, les indicateurs généralement suivis incluent : l'inscription des enfants à l'école et la scolarisation effective des enfants. Un évaluateur ou le tiers-payeur lui-

même s'assure de l'éligibilité (i.e., respect de ces conditions) des ménages aux versements. Ces mécanismes de TCF peuvent représenter des dizaines de millions de dollars, à l'image du programme *Mi Bono Seguro*, mis en place au Guatemala en 2017 qui a permis le versement d'un total de 40 millions de dollars à 154 000 ménages défavorisés.

L'instrument peut être utilisé pour répondre à des situations de pauvreté prolongée ou faire face à des contextes d'urgence. Le programme TCF mis en place par le gouvernement de Turquie en 2017 pour les enfants réfugiés, notamment syriens, grâce à des financements de l'Union Européenne, a permis à 368 000 enfants d'accéder et de se maintenir dans l'éducation<sup>79</sup>. L'instrument a par ailleurs également été déployé au Cameroun (*Social Safety Net Program* au Cameroun<sup>80</sup>) et au Niger dans le cadre de programmes de réponses aux crises migratoires et d'accueil des réfugiés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés<sup>81</sup>.

Les TCF partagent avec les autres instruments de finance basés sur les résultats l'avantage de garantir l'efficience des financements mobilisés par les donateurs, en les liant clairement à de l'impact. En effet, le versement des fonds aux bénéficiaires est conditionné à la vérification de l'atteinte des objectifs de résultat déterminés en accord avec le ou les tiers-payeurs (e.g., preuve d'inscription des enfants à l'école, suivi des absences pour vérifier leur maintien à l'école etc.). Il s'agit en outre de structures relativement simples et maintes fois éprouvées, qui peuvent être mises en place facilement et à grande échelle par les donateurs. Enfin, bien que les gouvernements puissent supprimer certaines barrières financières à l'éducation en prenant en charge certaines dépenses (e.g., fournitures, transports, repas), les TCF sont un levier puissant permettant d'annuler le coût d'opportunité que représente pour les familles, en particulier les plus vulnérables, le fait d'envoyer son enfant à l'école plutôt que de le faire travailler.

L'instrument partage cependant les limites des instruments purement liés à des subventions, en matière de pérennisation des ressources et de dépendance vis-à-vis du tiers payeur. Les versements des TCFs peuvent ainsi être interrompus d'une année à l'autre selon les priorités des donateurs. De plus, dans un contexte de forte inflation, les montants prévus dans le cadre des TCFs peuvent perdre de la valeur à proportion de celle-ci ce qui réduit l'apport financier auprès des bénéficiaires et rend nécessaire une indexation des versements à l'inflation ou a minima leur revalorisation.

« Les TCFs peuvent créer une situation de dépendance du pays bénéficiaire ainsi que des ménages envers le donateur. Pour cette raison, il est préférable d'utiliser cet instrument dans un contexte humanitaire plutôt que dans un but de développement.

<sup>&</sup>lt;sup>79</sup> UNICEF Turquie - The "Conditional Cash Transfer for Education" (CCTE) Programme for Syrians and Other Refugee Children Launches into its second phase in Turkey, 2018

<sup>80</sup> UNICEF PEER database – Cameroon Education Profile

<sup>&</sup>lt;sup>81</sup> Aligning humanitarian cash assistance with national social safety nets in refugee setting. UNHCR.

Une alternative serait, au lieu de payer les ménages pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école, de soutenir la fourniture par les écoles de produits et services basiques (e.g., repas, infrastructures sanitaires) afin d'inciter par un autre biais, de manière plus pérenne, la scolarisation des enfants. »

#### Extrait d'entretien

Pour être efficaces, les TCFs doivent s'appuyer sur un processus de vérification poussé, en général à travers la vérification de documents permettant de prouver que le bénéficiaire respecte bien les conditions fixées au contrat (e.g., vérification de l'état civil dont de nombreux enfants ne disposent pas, des registres de présence des écoles). Ces processus peuvent être d'autant plus complexes que ces programmes interviennent souvent à grande échelle, mais peuvent être en partie automatisés si les systèmes d'information utilisés le permettent (la vérification est par exemple beaucoup plus simple si les écoles ont un registre de présence numérique mais cela suppose que les écoles soient électrifiées, qu'elles soient équipées en matériel informatique et qu'elles disposent de personnes formées à utiliser ces équipements)82. L'utilisation des TCFs ne permet cependant pas d'affirmer que les bénéficiaires n'auraient pas respecté les conditions fixées au contrat en l'absence du versement, sans une évaluation robuste s'appuyant sur un contrefactuel. Si les programmes peuvent cibler une sous-population où la problématique est particulièrement prévalente (par exemple, des communautés rurales où le taux d'accès à l'éducation est plus faible qu'ailleurs), il leur est difficile de discriminer au sein de cette souspopulation, notamment pour des raisons d'équité. Enfin, si les TCFs permettent d'allouer un financement direct aux familles ciblant une ou plusieurs problématiques spécifiques, il est important que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre plus large de programmes de renforcement et d'amélioration du système éducatif.

## Le Conditional Cash Transfer for Education (CCTE) pour les réfugiés en Turquie<sup>83</sup>

#### Caractéristiques clés

• Date de lancement : 2017

• **Géographie**: Turquie

Montant : 50 millions d'euros pour la seconde phase lancée en 2019

 Parties prenantes: Union Européenne, gouvernements des Etats-Unis et de la Norvège (financement), UNICEF, Croissant rouge, gouvernement Turc

• Objet du financement : transferts d'argent aux familles de réfugiés pour garantir la scolarisation de leurs enfants

#### Contexte et objectifs

<sup>82</sup> Mercy Corps – The Cash Transfer Implementation Guide, 2017

<sup>83</sup> CCTE Factsheet – Août 2022

La crise des réfugiés syriens qui dure depuis quasiment dix ans a entraîné la fuite de millions de personnes vers les pays voisins, dont une importante part d'enfants. La Turquie abrite le plus grand nombre de réfugiés, de migrants et de demandeurs d'asile, soit plus de 4 millions. Plus de 3,7 millions sont syriens dont 1,8 million d'enfants. Malgré des progrès et l'engagement du gouvernement turc, l'accueil d'autant de réfugiés exerce une pression énorme sur les services publics du pays, en particulier en matière d'éducation. En outre, bien que plus de 770 000 enfants réfugiés soient inscrits à l'école, de nombreux ménages ne peuvent pas payer les coûts liés à la scolarisation des enfants (i.e., uniformes, repas, transport, frais de scolarité). Le programme CCTE entend supprimer les barrières financières empêchant les enfants réfugiés d'accéder à l'éducation et de s'y maintenir.

#### Intervention

Le programme CCTE consiste en des versements aux familles tous les deux mois, à la condition que leur enfant ait été présent à l'école plus de 80% du temps scolaire. Il s'agit de l'extension d'un programme existant visant les familles turques depuis 2003, et désormais étendu à toutes les familles de réfugiés dont les enfants sont inscrits dans des écoles publiques du pays.

Les sommes versées dépendent du genre et de la classe des enfants. Des sommes supplémentaires sont également versées aux familles au début de chaque trimestre. Le programme inclut en outre un dispositif de protection de l'enfance qui s'adresse aux enfants les plus vulnérables. Ce volet est mis en œuvre par des équipes de proximité qui visitent les familles dont les enfants ne remplissent pas les conditions d'assiduité du programme. Elles évaluent et identifient les besoins des enfants et des familles afin d'y répondre de manière personnalisée et systématique.



#### Impact et enseignements

800 000 enfants ont bénéficié du programme de transfert de fonds depuis sa création. L'accès des enfants réfugiés à l'école est satisfaisant : 77% des enfants étaient assidus à l'école sur l'année scolaire 2017/2018, et 82% sur l'année scolaire 2018/2019. Les deux tiers des enfants bénéficiaires du CCTE ont toujours respecté

la condition d'assiduité en 2018/2019, et les enseignants estiment également que les enfants sont plus assidus depuis la mise en place du programme. Certains parents affirment que leurs enfants se rendraient à l'école avec ou sans le TCF, mais d'autres estiment que le programme leur permet d'envoyer leurs enfants à l'école plus régulièrement. La composante de protection de l'enfance a atteint 135 000 enfants, dont 12 000 ont été orientés vers des services spécialisés.

Le programme atteint globalement ses objectifs de permettre un accès régulier des enfants réfugiés à l'éducation. Le CCTE contribue également à un sentiment d'égalité pour les ménages réfugiés, car ils reçoivent la même assistance que les familles Turques vulnérables. Le programme ne peut cependant s'attaquer à certaines problématiques: discrimination des enfants à l'école, sécurité, inflation sont autant de facteurs externes qui influencent l'accès des enfants à l'école. D'autres enseignements clés émergent de l'évaluation du programme: le fait d'adapter un programme existant déjà au niveau national a facilité sa mise en place, d'autant plus que le CCTE mutualise certaines fonctions (centre d'appel, plateforme de paiement) avec un autre TCF turc. L'intégration d'un mécanisme de protection de l'enfance renforce également l'efficacité du programme, et permet d'atteindre les enfants les plus vulnérables.

Les subventions liées à la performance afin de renforcer l'efficience des ressources investies dans l'éducation

Dans des contextes où les ressources disponibles pour l'éducation restent insuffisantes, il est nécessaire de maximiser l'impact de chaque euro mobilisé dans le financement de l'éducation. Les instruments de finance à la performance permettent d'identifier les initiatives et actions les plus génératrices d'impact et de leur allouer les ressources en priorité, tout en incitant les acteurs à suivre et améliorer la performance de leurs interventions. Au Niger, de tels mécanismes permettraient donc d'allouer les financements (de l'Etat ou des donateurs) aux acteurs dont les interventions ont le plus grand impact sur l'éducation des enfants.



Figure 9 : Schéma de fonctionnement d'une subvention liée à la performance (Source : KOIS)

Les subventions liées à la performance sont une variante des subventions classiques : les ressources allouées par le donateur dépendent de la performance du récipiendaire sur un ensemble d'indicateurs prédéfinis. Ce mécanisme peut guider l'allocation de ressources additionnelles, mais également éclairer les arbitrages budgétaires de l'Etat (e.g., allouer le budget en priorité aux écoles remplissant les bonnes conditions). Les donateurs peuvent être des gouvernements domestiques ou internationaux, agences de développement ou autres institutions de financement du développement. Les structures récipiendaires peuvent être aussi bien publiques (i.e., Etat ou agences publiques locales, écoles publiques) que privées (e.g., ONGs, écoles privées).

Ces instruments qui permettent d'inciter les pourvoyeurs de services d'éducation à optimiser l'efficacité de leurs interventions, sont particulièrement appropriés pour améliorer la qualité de l'éducation. Les subventions liées à la performance peuvent également intégrer des objectifs sur l'inscription et la rétention des élèves à l'école, et ainsi être utilisées afin d'améliorer l'accès à l'éducation.

Comme tous les instruments de finance au résultat, la principale valeur ajoutée des subventions liées à la performance est d'optimiser l'efficacité des ressources mobilisées par les donateurs. Un autre avantage est leur flexibilité : elles peuvent en effet être allouées à une grande variété d'acteurs, que ce soit directement aux écoles (e.g., au Cameroun ou en Indonésie), à des structures publiques locales (e.g., Performance commitments pour les gouvernements locaux au Pérou) ou encore à des ONGs. Ce mécanisme permet de transformer les pratiques des récipiendaires en créant une culture basée sur les résultats et la transparence. Il permet par ce biais, la création d'une base de preuves sur l'impact effectif des interventions et de fournir une meilleure vue aux Etats et donateurs sur les initiatives qui génèrent réellement des résultats. Enfin, il évite au donateur de porter le risque opérationnel et financier qui repose intégralement sur le récipiendaire puisque les subventions ne sont débloquées seulement une fois que les résultats préalablement fixés sont atteints.

## Le Fonds Commun Sectoriel Éducation (FCSE), un mélange de fonds multilatéral et de financement à la performance<sup>84</sup>

L'AFD a mis en place, avec six autres donateurs, le Fonds Commun Sectoriel Education, un fonds multilatéral qui alloue des subventions au gouvernement du Niger pour appuyer la mise en place de son programme sectoriel pour l'éducation et la formation. Le fonds est structuré en plusieurs tranches, dont certaines sont fixes et d'autres variables i.e., conditionnées à l'atteinte par le gouvernement d'objectifs prédéfinis (e.g., construction d'écoles, changements de politique publique en matière de rémunération des enseignants). C'est un financement flexible et aligné sur les procédures nationales, que le gouvernement peut utiliser

\_

<sup>&</sup>lt;sup>84</sup> Source : AFD et entretien réalisé avec la Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre et au suivi du Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation (CAMOS) qui met en œuvre les financements du Fonds Commun Sectoriel Éducation.

comme il le souhaite pour planifier et financer son système éducatif dans un perspective de long-terme (avec quelques garde-fous). Cet instrument est considéré comme un mécanisme ayant fait ses preuves par toutes les parties prenantes.

Les subventions liées à la performance restent cependant des donations et ne sont donc pas des sources de financement pérennes. Elles requièrent en outre de solides systèmes d'informations et de vérification afin de pouvoir suivre des indicateurs tels que le nombre d'enseignants engagés ou le taux de présence des enseignants. Enfin, les récipiendaires devant avancer les fonds avant la matérialisation des résultats escomptés, ils peuvent faire face à des problèmes de trésorerie et n'ont pas toujours les capacités financières pour réaliser l'investissement nécessaire à la mise en place des interventions.

### Financement au résultat pour les écoles primaires publiques au Cameroun<sup>85</sup>

#### Caractéristiques clés

• Date de lancement : 2018

• Géographie : Cameroun

- Montant : montant global non connu, entre 500 et 1000 dollars par école par an
- Parties prenantes: Gouvernement du Cameroun, Banque Mondiale, BMZ, Norad, USAID
- Objet du financement : octroyer des subventions aux écoles et aux enseignants en fonction des résultats observés sur un ensemble

## Contexte et objectif

Bien que le Cameroun ait réalisé des progrès significatifs en matière d'accès à l'éducation (avec un accès au primaire quasiment universel), du chemin reste à parcourir pour offrir à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité, notamment dans les régions pauvres et rurales. La qualité de l'éducation est une priorité: à titre d'exemple, seulement 11% des élèves ont atteint le niveau minimum requis en mathématiques à la fin du primaire<sup>86</sup>. Si le pays a besoin de ressources additionnelles pour progresser vers l'atteinte de l'ODD 4, il doit également utiliser plus efficacement les ressources à sa disposition, et notamment au niveau des écoles.

C'est dans cette visée que la Banque Mondiale, à travers le Results in Education for All Children (REACH), a accompagné le Ministère de l'Education de Base du Cameroun pour expérimenter un mécanisme de financement au résultat pour les

<sup>&</sup>lt;sup>85</sup> Results-Based Grants and Teacher Incentives Improve Performance at the School Level – World Bank Group, Décembre 2019

<sup>86</sup> UNESCO Database

écoles primaires publiques du pays et leurs enseignants, conditionné à l'atteinte d'objectifs simples sur plusieurs indicateurs. Ce mécanisme devait permettre d'améliorer la transparence, le suivi de la performance et la gestion financière des établissements, ainsi que la qualité de l'éducation et la satisfaction de la communauté vis-à-vis de celle-ci.

#### Intervention

Le gouvernement a testé un mécanisme de financement aux résultats dans 20 écoles primaires au nord du Cameroun, sous la forme de subventions allouées à chaque école visée. Une première subvention était versée aux écoles respectant un ensemble de préconditions basiques (e.g., signature d'un contrat, ouverture d'un compte en banque). Les écoles recevaient ensuite des paiements additionnels chaque trimestre, en fonction de leur performance sur des domaines tels que la rétention des élèves, le taux de présence des enseignants, la transparence financière, la satisfaction de la communauté ou l'utilisation des manuels. A la fin de l'année, les écoles pouvaient également recevoir un bonus selon le nombre d'objectifs atteints.



Les paiements totaux annuels pour chaque école se situaient entre 500 et 1000 dollars, bien supérieurs au financement habituel des écoles par le gouvernement de 200 dollars. Les écoles ont utilisé 70% de ce financement additionnel pour déployer leur plan d'action et améliorer les conditions d'éducation, tandis que les 30% restants ont été versés en tant que bonus aux enseignants.

### Impact et enseignements

Bien que les résultats varient entre les différentes écoles, le programme a globalement permis d'améliorer l'inscription et la rétention des élèves à l'école, l'investissement des enseignants et la transparence : par exemple, le taux de présence des enseignants enregistré à 67% au 1er trimestre s'est élevé à 97% au second trimestre ainsi qu'à 87% au troisième trimestre.

Plusieurs enseignements émergent de cette expérimentation : le modèle doit rester simple et approprié au contexte, notamment pour s'adapter aux capacités parfois limitées des écoles en zones rurales en termes de gestion et suivi de la performance. Les modalités doivent être claires pour toutes les parties, notamment au niveau des incitations, pour éviter les démobilisations potentielles (par exemple dans le cas où les enseignants espéraient une plus grande récompense que le montant effectivement reçu). Les indicateurs suivis doivent être simples et faciles à suivre, et des mécanismes efficaces doivent être mis en place pour empêcher les fraudes. Enfin, un déterminant majeur du succès de l'intervention a été la qualité et le niveau d'engagement de l'enseignant principal de chaque école.

Le Cameroun entend désormais déployer ce mécanisme à plus grande échelle, pour couvrir 3 000 écoles d'ici 2023, soit 1,2 million d'élèves.

- 2. Guatemala : priorité au renforcement de la qualité de l'éducation via notamment des mécanismes de financement aux résultats
  - A. Un pays stable politiquement mais dont les inégalités massives menacent l'égal accès à l'éducation

Après 36 ans de guerre civile, le Guatemala connaît depuis 1996 un climat politique relativement apaisé qui permet une plus grande continuité dans la mise en œuvre de la stratégie et des réformes éducatives du pays. L'éducation est obligatoire et gratuite de 0 à 15 ans. Le cycle primaire est sous la responsabilité de l'Etat tandis que le cycle secondaire (collège et lycée) est en grande majorité privé ou dépendant de coopératives d'enseignement au fonctionnement tripartite, associant Ministère de l'Education, communes et parents d'élèves avec parfois l'assistance d'organisations non-gouvernementales. Le gouvernement participe également au financement de l'éducation informelle, à travers des programmes pour les personnes déscolarisées (éducation primaire accélérée pour les jeunes et les adultes, programmes d'éducation secondaire en ligne, centres de formation municipaux...)87.

Le Guatemala fait partie de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire selon la Banque Mondiale, avec un PIB par habitant s'élevant à 5025 dollars. Le pays figure par ailleurs dans le groupe intermédiaire par son indice de développement humain (135ème sur 191 pays). Malgré une proportion d'emploi précaire relativement faible (33% en 2021<sup>88</sup>), le Guatemala est l'un des pays les plus inégalitaires au monde avec 59% de la population vivant sous le seuil de pauvreté<sup>89</sup> et 260 familles accaparant 57% des richesses du pays<sup>90</sup>.

En termes d'accès à l'éducation, la performance du Guatemala est relativement bonne. Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans atteignait les 95% en 2018 selon les statistiques de l'Unesco. De plus, le taux de déscolarisation au niveau primaire est seulement de 10,6%. La disponibilité d'enseignants qualifiés n'est pas un enjeu puisque le ratio élèves/ enseignants dans le primaire est faible : 20 élèves seulement pour 1 enseignant. Ajoutons qu'en termes d'égalité d'accès à l'éducation entre filles et garçons, les progrès sont notables. Ces progrès sont reflétés par un indice sexospécifique de développement humain à 0,917 (contre une moyenne mondiale à 0,958) mesurant notamment la différence en termes d'années de scolarisation des filles et des garçons<sup>91</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>87</sup> Réseau Inter-Agences pour l'Education en Situations d'Urgence - Éducation non formelle pour les adolescents et les jeunes dans les situations de crise et de conflit : une proposition de taxonomie, 2020

<sup>&</sup>lt;sup>88</sup> Source: Socioeconomic sustainability Dashboard, <u>Human Development Reports</u>, UNDP.

<sup>&</sup>lt;sup>89</sup> Donnée la plus récente datant de 2014. Source : Banque Mondiale

<sup>&</sup>lt;sup>90</sup> DG Trésor, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>91</sup> <u>Human Development Reports</u>, United Nations Development Programme

Il existe cependant un écart dans l'accès à l'éducation entre le cycle primaire et le cycle secondaire. Le taux de déscolarisation est ainsi plus de trois fois supérieur dans le secondaire (33% d'après les données de l'Unesco).

La situation très fortement inégalitaire du pays s'exprime également en matière d'éducation, non seulement entre riches et pauvres mais aussi et surtout entre différentes régions du pays. Les zones enclavées et/ou marginalisés, souvent peuplées de communautés autochtones, pâtissent d'un accès plus réduit à l'éducation. Pour contribuer aux ressources de leurs familles, plus de 20% des enfants guatémaltèques seraient ainsi contraints de travailler plutôt que d'aller à l'école<sup>92</sup>. Les zones marginalisées peuplées majoritairement par des communautés autochtones sont particulièrement touchées, avec près de 70% des enfants qui seraient contraints de travailler<sup>93</sup>.

La crise du Covid-19 a exacerbé ces inégalités. Au plus fort de la pandémie, près de 3 millions d'enfants ont ainsi cessé d'aller à l'école. Or seuls 17 % des ménages guatémaltèques avaient accès à internet<sup>94</sup>. Cette fracture numérique a empêché de nombreux élèves de recevoir une éducation de qualité. De plus, les fermetures des écoles ont privé de nombreux élèves d'accès aux repas scolaires dont ils dépendaient. Plusieurs mesures ont été mises en place par le gouvernement guatémaltèque pour pallier ces difficultés, notamment la prolongation du cycle scolaire de deux semaines afin de proposer des cours supplémentaires de langues et de mathématiques ou encore la fourniture de portions alimentaires que les enfants pouvaient emporter chez eux pendant la fermeture des écoles95. La crise sanitaire a par ailleurs été aggravée par deux ouragans qui ont dévasté la région en novembre 2020 et touché environ 900 000 enfants<sup>96</sup>. Les enfants d'Amérique latine et des Caraïbes ont de fait connu des fermetures d'écoles parmi les plus longues et les plus ininterrompues au monde, entraînant une perte estimée à 1,5 années d'apprentissage. La diminution de la qualité et de l'accès à l'éducation pourrait coûter aux étudiants actuels de cette région une baisse de 12 % de leurs revenus au cours de leur vie. En outre, certains rapports soulignent que les abandons scolaires pourraient augmenter d'au moins 15 % en raison de la pandémie<sup>97</sup>.

Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas le théâtre de conflits majeurs, le pays baigne dans un climat de violence liée à la criminalité et figure parmi les 12 pays ayant le plus fort taux d'homicide du monde<sup>98</sup>. Cette violence, pouvant directement affecter les enfants (e.g., recrutements forcés dans les gangs, agressions sexuelles) peut avoir des conséquences délétères sur leur scolarisation, entrainant de multiples abandons

<sup>92</sup> Humanium – Enfants du Guatemala

<sup>93</sup> BICE – Ecoles sans murs au Guatemala, 2020

<sup>&</sup>lt;sup>94</sup> <u>United Nations Association Guatemala – Análisis de los efectos e impactos socioeconómicos, 2020</u>

<sup>95</sup> World Bank - Acting now to protect the human capital of our children, 2021

<sup>96 &</sup>lt;u>UNICEF - Normal life washed away Guatemala, 2020</u>

<sup>97</sup> World Bank - Acting now to protect the human capital of our children, 2021

<sup>98</sup> Les Echos

scolaires par peur de l'insécurité sur le trajet de l'école ou lorsque leurs familles sont contraintes de déménager après avoir reçu des menaces<sup>99</sup>. Enfin, le Guatemala est un pays soumis aux aléas des catastrophes naturelles : il subit la saison des pluies et des ouragans de mai à novembre et se situe dans une zone de forte activité sismique. Ces catastrophes entraînent régulièrement d'importantes destructions d'infrastructures, notamment scolaires comme cela a été le cas en novembre 2020.

B. Un système éducatif à la qualité très insuffisante au regard des ressources allouées

Si la problématique de l'accès à l'éducation n'est pas totalement résolue, le véritable enjeu pour le pays réside dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dispensée. En témoigne son niveau de pauvreté éducative (i.e., enfants de dix ans incapables de lire et comprendre un texte simple et adapté à leur âge) de 80,5%<sup>100</sup>. De plus, la proportion d'élèves ayant acquis le niveau minimum en mathématiques à la sortie du primaire est seulement de 6,7%, une part plus faible encore que celle constatée au Niger. L'espagnol, langue d'enseignement et par ailleurs langue officielle du pays, créé une véritable barrière pour les enfants des populations indigènes et constitue un motif d'échec scolaire significatif.

Cette situation peut notamment s'expliquer par un niveau de formation insuffisant des enseignants tant du point de vue de la formation initiale que continue. Bien que les chiffres sur le niveau de formation des enseignants ne soient pas disponibles, certains rapports constatent que la plupart des enseignants n'auraient qu'un niveau de formation équivalent au baccalauréat, et ne seraient pas en mesure de prodiguer un enseignement de qualité aux enfants<sup>101</sup>. Enfin, la qualité de l'enseignement dans le système éducatif privé est aussi faible puisque le niveau des élèves y est à peine plus élevé que celui des élèves du public (notamment en mathématique et en lecture dans le cycle primaire).

## Plusieurs opérateurs mettent en place des initiatives visant à améliorer la qualité de l'éducation

Les communautés indigènes vivant dans les zones rurales du Guatemala n'ont souvent pas accès à une école publique suffisamment proche. Plusieurs ONGs ont donc mis en place des écoles à faible coût ou gratuites, afin de permettre aux enfants de ces communautés d'accéder à l'éducation. Au-delà de l'accès, ces ONGs s'attachent également à proposer une éducation de qualité, supérieure à celle prodiguée dans les écoles publiques du pays. C'est par exemple le cas de Long Way Home avec ses Hero Schools, où les élèves de la communauté Maya de San Juan Comalapa reçoivent un enseignement multidisciplinaire basé sur des méthodes

<sup>99</sup> UNHCR – L'enfance volée par les gangs de rue, 2016

<sup>&</sup>lt;sup>100</sup> Donnée 2017. Source : Banque Mondiale.

<sup>&</sup>lt;sup>101</sup> Child Aid – The Global Education Crisis

innovantes. La MAIA Impact School offre quant à elle une éducation de qualité aux filles et adolescentes issues de communautés indigènes, en s'inspirant notamment de la méthodologie des écoles privées Américaines du réseau KIPP.





On trouve également des structures telles que FUNDAP, qui développent des programmes d'accompagnement à destination des écoles privées en zones rurales afin d'améliorer leurs résultats d'apprentissage (13 écoles assistées en 2021).

Les ressources clés nécessaires pour garantir la qualité de l'éducation sont en outre insuffisamment disponibles, en particulier les manuels scolaires : plus de 90% des écoles situées en zone rurale n'y auraient pas accès<sup>102</sup>. Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU note par ailleurs que moins de 15% des classes disposent d'espace ainsi que de matériels et fournitures scolaires suffisants. La qualité des infrastructures éducatives est également à améliorer : près de 9 000 écoles publiques n'avaient pas accès à l'eau potable ou à l'électricité en 2021<sup>103</sup>.

Pourtant, la dépense publique du Guatemala par élève dans le primaire est particulièrement élevée, atteignant les 1140 dollars. Le financement de l'éducation est pris en charge par l'Etat qui consacre une part très importante de son budget à l'éducation : 23,1% de la dépense publique totale<sup>104</sup>, soit plus que l'objectif d'Incheon fixé à 15-20%. Cependant, la dépense en éducation demeure globalement faible comparée à la richesse produite par le pays puisqu'elle ne représente que 2,8% du PIB du Guatemala<sup>105</sup>. L'aide publique au développement quant à elle, majoritairement allouée par les Etats-Unis et la Banque Interaméricaine de Développement, ne participe que faiblement au financement de l'éducation, troisième poste d'allocation après les infrastructures économiques et sociales<sup>106</sup>.

En ce qui concerne la participation des ménages au financement de l'éducation, bien que les données précises soient indisponibles, leur part dans la dépense totale en éducation serait vraisemblablement significative. En témoigne la prépondérance du

51

<sup>&</sup>lt;sup>102</sup> Guatemala Literacy Project

<sup>103</sup> NPR – Why lots of kids still aren't back in school in Guatemala, 2022

<sup>&</sup>lt;sup>104</sup> Donnée 2017. Source : UNESCO.

<sup>&</sup>lt;sup>105</sup> Donnée 2017. Source: UNESCO.

<sup>106</sup> OCDE

secteur privé en particulier dans l'enseignement secondaire: 13% des élèves du primaire et plus de 50% des élèves du secondaire étaient scolarisés dans des établissements privés respectivement en 2020 et 2018<sup>107</sup>. Les écoles coopératives à but non-lucratif accueillaient quant à elles 4% des élèves en 2019<sup>108</sup>. Le rapport 2021 de l'Agence de Développement américaine USAID portant sur l'état de l'éducation (non-publique) au Guatemala estime que le coût des frais de scolarité annuels pouvait s'élever de 450 à plus de 800 dollars par an, ce qui représente entre 10 et plus de 18% du PIB par habitant. A ces frais de scolarité s'ajoutent régulièrement les coûts des fournitures scolaires, du transport, et des uniformes que les familles doivent bien souvent prendre en charge, également dans les établissements publics.

## C. Un contexte favorable à la mobilisation de capital privé

A moins d'un changement systémique impulsé par une décision politique forte qui doperait les recettes fiscales du pays, il semble compliqué d'envisager à moyen-terme une augmentation significative des dépenses publiques de l'Etat guatémaltèque dans l'éducation. Les capitaux philanthropiques et l'aide publique au développement ne priorisent plus les Etats appartenant à la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire comme le Guatemala et ne semblent donc pas en mesure de contribuer à grande échelle à l'amélioration de son système éducatif. Ainsi, il est nécessaire pour le Guatemala de maximiser l'efficience des ressources déjà consacrées à l'éducation, notamment afin de pouvoir améliorer la qualité de son éducation qui demeure insuffisante.

Sur l'axe de la mobilisation de nouvelles ressources, les capitaux privés peuvent constituer une source prometteuse qu'il faut mobiliser, en particulier dans un contexte où le pays jouit d'un environnement favorable à l'investissement privé. L'environnement des affaires est relativement robuste (avec un indice relatif à la facilité de faire des affaires de 62,6, supérieur à la médiane des pays étudiés¹09), malgré la prévalence encore importante de la corruption. Les réglementations sont par ailleurs favorables aux investisseurs étrangers qui sont considérés comme des investisseurs nationaux. Le secteur financier est de plus particulièrement développé avec un indice de Développement du Marché Financier de 4,9/5¹¹0, porté par la solidité et le dynamisme de son système bancaire; le Guatemala se classant même 13ème/140 pour la solidité de son système bancaire, d'après le Forum Economique Mondial en 2018-2019¹¹¹1. La mobilisation de ressources issues du secteur privé, si correctement réglementée et en complémentarité avec les financements publics existants, peut contribuer à combler certains défis des systèmes éducatifs nationaux et concourir à renforcer la place de l'éducation en tant que bien public.

<sup>&</sup>lt;sup>107</sup> Sources: UNESCO, Banque Mondiale.

<sup>&</sup>lt;sup>108</sup> UNESCO Peer Database – Guatemala Education Profile

<sup>&</sup>lt;sup>109</sup> Banque Mondiale, 2020

<sup>&</sup>lt;sup>110</sup> World Economic Forum, 2018

<sup>&</sup>lt;sup>111</sup> DG Trésor, 2019

Le pays compte par ailleurs des structures de financement plus informelles, telles que la coopérative de crédit MICOOPE qui a un portefeuille de prêts de quasiment 1,5 milliard de dollars, ou encore des ONGs proposant du micro-crédit, telles que FUNDAP ou *Génesis Empresarial*. Les banques ainsi que ces structures informelles fournissent régulièrement des prêts aux écoles privées. Ainsi, *Banrural*, une des trois plus importantes banques du pays, a actuellement un total de 3 000 prêts en cours pour des écoles privées (avec un taux de défaillance de 4,6%), tandis que *Génesis Empresarial* a quasiment 2 500 prêts en cours (pour un taux de défaillance de 1,8%)<sup>112</sup>.

Les Contrats à Impact permettent d'améliorer l'efficience des ressources mobilisées en liant le financement à des résultats concrets en matière d'éducation

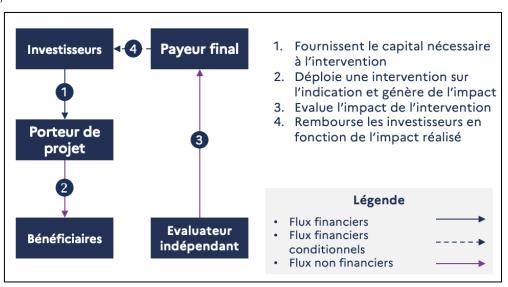


Figure 10 : Schéma de fonctionnement d'un Contrat à Impact (Source : KOIS)

Les Contrats à Impact sont des instruments de financement aux résultats selon lesquels des investisseurs privés préfinancent une ou plusieurs interventions mises en œuvre par un ou plusieurs porteurs de projets et sont remboursés, avec un retour financier potentiel, par des payeurs finaux selon le niveau d'impact atteint tel que mesuré par un évaluateur indépendant sur base d'indicateurs et d'objectifs préalablement définis.

On distingue les Contrats à Impact Sociaux<sup>113</sup>, dans lesquels le payeur final est le gouvernement du pays ou une agence publique locale dans lequel l'intervention est financée, des Contrats à Impact de Développement où les payeurs finaux sont des gouvernements internationaux, agences de développement, organisations philanthropiques ou fondations. Les investisseurs peuvent être des investisseurs institutionnels, des investisseurs à impact, des banques de développement ou des

<sup>113</sup> En anglais Social Impact Bonds à distinguer des Social Bonds qui sont des titres d'obligation i.e. des emprunts émis par des entreprises, institutions financières, états ou collectivités, exclusivement destinés à financer des projets créant un impact social positif.

<sup>112</sup> USAID CATALYZE EduFinance – Market Assessment of Non-state Education in Guatemala, 2021

fondations. Les porteurs de projets sont quant à eux des associations, organisations non-gouvernementales ou des entreprises sociales.

Lancés en 2010 au Royaume-Uni, les Contrats à Impact ont été jusqu'à présent particulièrement utilisés dans le secteur de l'éducation dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires. Ainsi, parmi les 24 Contrats à Impact lancés dans ces pays depuis 2015, douze se sont focalisés sur ce secteur, dont 8 sont dédiés à l'éducation professionnelle et l'accès à l'emploi<sup>114</sup>. La particularité de ces mécanismes de financement réside dans la place centrale allouée à l'évaluation de l'impact des interventions financées car elle est le déclencheur des flux de paiements entre les payeurs finaux et les investisseurs. Le transfert du risque d'exécution aux investisseurs par les payeurs finaux et le paiement par ces derniers d'un retour sur investissement potentiel en cas de résultats positifs, doit par ailleurs pouvoir se justifier par le caractère innovant et une incertitude sur la matérialisation effective des résultats d'impact recherchés.

Ces mécanismes de financement cherchent ainsi à se concentrer sur des indicateurs d'impact plus ambitieux, appartenant à la catégorie d'indicateurs de « résultats » plutôt que de « produits ». C'est pourquoi les Contrats à Impact sont particulièrement adaptés pour financer des interventions visant à renforcer la qualité du système éducatif : c'est par exemple le cas du Quality Education DIB et du Educate Girls DIB, qui visent tous deux à améliorer les résultats d'apprentissage des élèves du primaire en Inde. Instruments polyvalents, ils peuvent en outre s'appliquer à d'autres problématiques éducatives : accès et rétention des élèves (Proyectà tu futuro en Argentine), préparation à l'école primaire (Early Childhood Development en Afrique du Sud), conditions d'éducation (Santé et Hygiène Menstruelle en Ethiopie). Au Guatemala, ces mécanismes de financement pourraient être adaptés au financement de nouveaux acteurs de l'éducation qui émergent avec pour objectif d'en renforcer sa qualité. Un Contrat à Impact permettrait ainsi à ces différentes organisations de prouver l'impact positif de leurs interventions, pour faciliter à terme leur passage à l'échelle et essaimage national.

Le mécanisme garantit au payeur final que les ressources qu'ils mobilisent sont bien utilisées et mobilisées au service de l'impact, puisqu'elles ne sont pas dépensées en cas d'échec. Les Contrats à Impact offrent aussi aux porteurs de projet une plus grande flexibilité: s'affranchir du modèle traditionnel où les porteurs de projet reçoivent des financements pour mener une séquence d'actions précises leur permet d'innover et d'adapter leurs interventions pourvu qu'elles atteignent les impacts escomptés, et d'ainsi développer de nouveaux modes d'intervention plus efficients.

Cette grande flexibilité des Contrats à Impact permet ainsi de financer aussi bien des projets sans visée commerciale que des entreprises sociales non encore rentables.

-

<sup>&</sup>lt;sup>114</sup> GOLab – Impact Bond Dataset

C'est pourquoi ils peuvent être mis en œuvre dans des pays où le secteur privé et le tissu d'entrepreneurs sociaux ne sont encore que peu développé.

Par nature, ces instruments ne constituent pas des sources de financement pérennes. Ils ont cependant pour objectif de démontrer par l'évaluation robuste de l'impact mise en œuvre, la pertinence et l'efficience des interventions financées pour obtenir les objectifs recherchés. Cette preuve de concept doit permettre, lorsque le Contrat à Impact est arrivé à son terme, dans le cas de projets à vocation non commerciale, une réappropriation et un financement en direct par l'Etat local. Ainsi, le déploiement de ces instruments doit être réalisé dans des pays où une collaboration étroite avec les gouvernements domestiques est possible pour préparer l'après. Des variantes apparaissent par ailleurs, pour renforcer le rôle des Etats locaux n'ayant pas les capacités financières de s'impliquer dans le financement de tels projets. Ces derniers reçoivent un soutien financier sous forme de prêt ou de donation d'une banque de développement (e.g., la Banque Mondiale) ou d'un donateur afin d'agir en tant que payeur final (e.g. Finance for Jobs DIB en Palestine, où le ministère des Finances du pays est le payeur final via un financement de la Banque Mondiale). Dans le cas de Contrats à Impact finançant des opérateurs privés, ces mécanismes peuvent être de véritables outils au service de la transition du modèle de financement des entreprises sociales. Ils permettent de faire la preuve de concept des interventions par leur impact et une première exposition à l'investissement privé qui faciliteront la mobilisation future de nouvelles sources de financement, y compris commerciales.

Les Contrats à Impact demeurent cependant des instruments de financement complexes et coûteux à structurer. Le changement de paradigme vers le financement aux résultats (plutôt que le financement d'activités précises) amène de nombreux bouleversements dans les manières de faire et d'opérer à la fois des porteurs de projets, mais aussi des donateurs. Par ailleurs, l'alignement des intérêts entre les différentes parties prenantes autour d'indicateurs et objectifs d'impact pertinents, mesurables, atteignables mais ambitieux nécessite parfois de longues négociations. Ce processus représente ainsi pour les organisations impliquées dans la structuration de tels mécanismes un investissement financier et humain conséquent, auquel viennent s'ajouter les coûts d'une évaluation rigoureuse, plus élevés que pour des projets non financés sur base des résultats. Or, ces coûts sont insuffisamment absorbés par des tailles de projets financés qui demeurent relativement faibles : la montant moyen des transactions pour les dix Contrats à Impact dans l'éducation recensés dans le cadre de cette étude étant de 4,5 millions de dollars.

« La valeur ajoutée d'un Contrat à Impact ne réside pas tant dans son potentiel de mobilisation de davantage de capital, mais plutôt dans le fait qu'il amène une approche centrée sur les résultats dans un écosystème qui n'en a pas forcément l'habitude. Il permet donc de transformer les pratiques des différents acteurs (i.e., ONGs, gouvernements) à partir de la rigueur apportée par le secteur privé, notamment

en termes d'évaluation et de suivi de la performance. En associant plusieurs parties prenantes, les Contrats à Impact sont de plus un bon moyen de construire les relations entre les différentes branches de l'écosystème qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.

En revanche, la structuration nécessite beaucoup d'efforts, entre les négociations, les études de faisabilité, les coûts légaux ou encore le mécanisme d'évaluation, en particulier au regard de la taille des transactions. Cependant, le fait que des acteurs commencent à accumuler de l'expérience dans la structuration de Contrats à Impact permettra de réduire ces coûts de transaction à l'avenir »

Extrait d'entretien

Pour lever ces barrières, des projets de fonds de paiement aux résultats voient le jour. Ces fonds, capitalisés par des donateurs, ont pour objectif le financement uniquement de projets sur la base de leurs résultats. La mise en commun des ressources sous un même toit ainsi que la standardisation de la structure des projets financés (e.g., socle d'évaluation commun, contrats uniques) doivent permettre la réduction des coûts de mise en place de tels mécanisme. Un fonds de paiement aux résultats consacré à l'éducation existe depuis 2018 et fait l'objet de l'étude de cas suivante.

## Le Education Outcomes Fund (EOF)

#### Caractéristiques clés

- Date de lancement : 2018
- **Géographie**: Afrique et Moyen-Orient, pour le moment au Ghana et au Sierra Leone
- Montant: 46 millions de dollars (objectif: 1 milliard de dollars)
- Parties prenantes: fonds créé par le Global Steering Group for Impact Investment et Education Commission, appuyés par l'UNICEF, des gouvernements locaux, FCDO, les fondations UBS Optimus et Ford
- Objet du financement : soutenir par des paiements aux résultats des projets améliorant l'éducation pour tous les cycles

#### Contexte et objectifs

L'EOF est né d'un double constat. D'une part, la crise du secteur de l'éducation matérialisée par ces millions de jeunes n'ayant pas les compétences de base en littératie et numératie et le chômage de masse des jeunes générations. D'autre part, l'insuffisance et la fragmentation des financements destinés à l'éducation, focalisés sur des activités trop spécifiques et pas assez complémentaires, au détriment des résultats.

L'approche basée sur les résultats de l'EOF permet aux donateurs de définir les résultats qu'ils veulent financer, et de payer seulement pour l'impact effectivement

réalisé et mesuré, incitant ainsi les acteurs à maximiser l'impact pour les bénéficiaires. En étroite collaboration avec les gouvernements, le fonds permettra ensuite de passer à l'échelle les programmes qui démontrent les meilleurs résultats avec le meilleur rapport qualité-prix, ce qui maximisera l'efficience des ressources mobilisées dans l'éducation. Au-delà des programmes en eux-mêmes, l'EOF vise à faire passer les gouvernements d'une approche basée sur les moyens à une approche basée sur les résultats.

#### Intervention

La mission du fonds se décline en trois grands objectifs :

- Améliorer les résultats d'apprentissage et la mise en emploi pour les enfants et les jeunes ;
- Renforcer durablement les systèmes d'éducation et d'emploi en améliorant les capacités des établissements scolaires, des gouvernements et des opérateurs du secteur;
- Diffuser les mécanismes de finance au résultat pour en faire des outils de développement incontournables et efficients.

L'EOF déploie au Ghana un financement de 30 millions de dollars. Les interventions financées ciblent les enfants non scolarisés, avec pour but de réintégrer 70 000 enfants à l'école. Il offrira également un soutien supplémentaire aux enseignants du primaire pour améliorer les résultats d'apprentissage d'environ 100 000 enfants à travers le pays. Les interventions répondront en outre aux enseignements issus de la pandémie de Covid-19 en s'appuyant sur l'enseignement à distance et en s'attachant à la protection des filles et des autres populations vulnérables. L'EOF est également présent au Sierra Leone à travers un financement total de 16 millions de dollars.

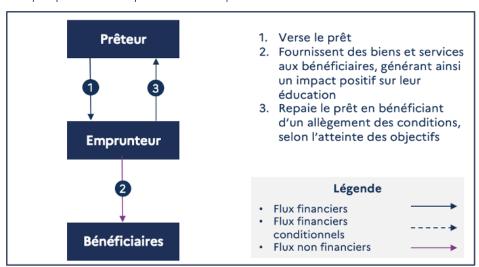
Dans les deux pays, les priorités et les objectifs d'impacts ont été définis en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux. Des appels d'offres ont ensuite été lancés pour sélectionner les opérateurs qui vont mener les actions devant conduire à ces impacts. Les opérateurs doivent par ailleurs prévoir le préfinancement nécessaire au déploiement de leurs actions, soit par des investisseurs, soit via leurs propres fonds.

Les interventions financées par l'EOF ont désormais été sélectionnées et les interventions commencent à être déployées sur le terrain. Les résultats seront ensuite mesurés par une société spécialisée. Pour les indicateurs de résultats d'apprentissage, l'évaluation s'appuiera sur les examens nationaux existants au Ghana et sur l'administration d'un examen à un échantillon d'élèves au Sierra Leone. Le paiement final sera versé par FCDO et des fondations avec une participation des gouvernements nationaux de l'ordre de 10%.

#### Impacts et enseignements

Les interventions commençant seulement à être déployées, les résultats d'impact ne sont pas encore disponibles. Plusieurs leçons peuvent cependant être tirées du processus de structuration. Il est tout d'abord indispensable de s'appuyer sur des pays dont les gouvernements ont démontré leur volonté à participer au programme et adopter des approches liées aux résultats, tout en alignant les objectifs du programme sur les priorités du gouvernement. Le gouvernement du Sierra Leone, sous l'égide de son Ministre de l'Education, a par exemple été particulièrement moteur. Il peut en outre être nécessaire d'accompagner les gouvernements partenaires dans la mise en place des approches liées aux résultats : l'EOF fournit par exemple une assistance technique au Ghana jusqu'à la fin du programme.

Le processus de structuration a également été simplifié par l'externalisation de la recherche d'investisseurs et la contractualisation avec ces derniers aux porteurs de projet au stade de l'appel d'offre. Par ailleurs, le recours à un fonds dédié au niveau du pays (approche retenue pour le Sierra Leone) pour faire transiter les financements plutôt que de les faire transiter par le gouvernement (solution retenue pour le Ghana) s'est avérée considérablement plus simple et plus rapide à mettre en œuvre.



Les prêts à la performance : financement par de la dette basée sur les résultats

Figure 11 : Schéma de fonctionnement d'un prêt à la performance (Source : KOIS)

Les prêts liés à la performance fonctionnent comme des prêts standards, à la différence que les conditions de déboursement et/ou remboursement varient en fonction de la performance réalisée par l'emprunteur sur un ensemble d'indicateurs. Dans certains cas, le prêt est structuré en plusieurs tranches qui sont progressivement déboursées lorsque des objectifs prédéfinis sont atteints. Dans le cas d'une Social Impact Incentive (SIINC), l'emprunteur bénéficie d'une annulation d'une partie du montant emprunté ou d'une réduction du taux d'intérêt selon ses performances.

Ce principe peut se décliner en une grande variété de modèles et s'appliquer à plusieurs types d'acteurs. Les prêteurs peuvent être des fondations, des banques de développement, ou des investisseurs plus commerciaux. Les emprunteurs peuvent être des gouvernements, mais aussi des entreprises sociales ou des écoles privées, et les fonds peuvent parfois transiter par un intermédiaire financier (par exemple une structure de microfinance). Optionnellement, des évaluateurs indépendants peuvent également être mobilisés pour vérifier la performance de l'emprunteur sur base d'indicateurs spécifiques prédéfinis.

## Le prêt à la performance de la Banque Mondiale à la Tanzanie – un modèle illustrant le potentiel transformatif des approches de finance à la performance

Ce modèle consiste à allouer une enveloppe de prêt à un pays, divisée en plusieurs tranches, et de débourser chaque tranche seulement lorsque des objectifs prédéfinis sont atteints. Ce modèle est utilisé par l'Education Programme For Results (EP4R), lancé en 2014 avec notamment un prêt à la performance de la Banque Mondiale au gouvernement de Tanzanie, appuyé par SIDA et FCDO.

L'objectif du programme était d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves du pays, tels que mesurés dans les examens nationaux. D'après SIDA, ce programme a eu des résultats très satisfaisants et a permis un réel changement d'approche des différents niveaux de l'administration vers des approches centrées sur les résultats. Ce changement a cependant été long à mettre en place, et a nécessité une collaboration très étroite avec le gouvernement pendant plusieurs années (avec notamment une assistance technique pour mettre en place le système d'évaluation.

Pour mettre en place un tel programme, il faut un haut niveau d'implication du gouvernement bénéficiaire, des systèmes d'information solides pour l'évaluation, et un accompagnement au changement poussé pour toutes les échelles de l'administration afin qu'elles comprennent ce qui est attendu d'elles en termes de remontée des données.

Cet instrument très polyvalent pourrait être appliqué aussi bien à grande échelle (entre une banque de développement et un gouvernement) qu'à l'échelle locale (micro-crédit). Quelle que soit leur échelle, les prêts à la performance visent en priorité à améliorer l'efficacité et l'impact des activités de l'emprunteur. Comme les autres instruments de finance aux résultats, les prêts à la performance permettent ainsi d'instiller une culture du résultat et de la transparence chez l'emprunteur. Ils aboutissent par ailleurs à une plus grande collaboration entre celui-ci et l'emprunteur. Le modèle du prêt de la Banque Mondiale à la Tanzanie pourrait par exemple être répliqué au Guatemala et ainsi permettre d'améliorer la qualité de l'éducation publique. Appliqué aux prêts souscrits par les écoles privées du pays, ils participeraient à améliorer leurs pratiques et leurs résultats d'apprentissage.

Dans le cas où les objectifs sont atteints, les mécanismes de SIINC permettent à des sociétés d'accéder à du financement par de la dette plus accessibles, sur des marchés où les problématiques de coût du capital se font ressentir. Ils participent également à renforcer la solvabilité des entreprises à impact aux yeux d'autres investisseurs, en prouvant qu'elles sont en mesure de rembourser un prêt. Ces mécanismes de financement sont enfin plus pérennes, le remboursement de la dette pouvant être réutilisé pour soutenir d'autres projets générant de l'impact.

L'emprunteur doit donc être relativement solvable et avoir des sources de revenu pour accéder à ce type de financement, ce qui exclut de facto beaucoup de structures actives dans le contexte de l'éducation. Comme pour les autres mécanismes de finance aux résultats, ces prêts doivent s'appuyer sur un mécanisme d'évaluation robuste qui représente un coût supplémentaire.

## Fondation Dell et Varthana – Social Impact Incentives pour améliorer la qualité des écoles privées

### Caractéristiques clés

Date de lancement : 2017

• Géographie: Inde

• Montant : 3 millions de dollars (prêts de la Fondation Dell à Varthana)

 Parties prenantes: Fondation Dell (Investisseur et tiers-payeur), Varthana (Entreprise sociale) et Gray Matters Inde (Evaluateur)

• Objet du financement : soutenir le développement et la performance des écoles privées à bas coût indiennes

## Contexte et objectifs

Les écoles privées à bas coût se développent rapidement en Inde. La taille de leur marché était estimée à presque 5,2 milliards de dollars en 2020<sup>115</sup>. De plus en plus de familles modestes et en situation de précarité, en particulier dans les zones urbaines, y scolarisent leurs enfants afin de leur offrir une éducation de meilleure qualité. Pour autant, des études montrent que plus de 75% des enfants inscrits dans ces écoles ont des résultats d'apprentissage inférieurs au niveau attendu pour leur âge. Il est par conséquent nécessaire de permettre à ces écoles d'améliorer leur performance en matière d'apprentissage de leurs élèves. L'accès au financement est une des barrières qui empêchent la croissance des écoles.

La Fondation Dell, qui participait déjà à des programmes de financement de ces écoles via le soutien à des structures dédiées (telles que l'ISFC créée par Gray Matters en Inde), a ainsi souhaité capitaliser sur cette expérience pour y intégrer un mécanisme de paiement aux résultats afin d'améliorer la qualité de l'apprentissage délivrée par ces écoles. La Fondation a donc lancé ce projet avec l'objectif

-

<sup>&</sup>lt;sup>115</sup> FSG – Understanding the Affordable Private School Market in India

d'accompagner 337 écoles privées à bas coût dans l'amélioration des résultats d'apprentissage de leurs élèves.

#### Initiative

L'initiative associe la Fondation Dell et Varthana, une société de microfinance spécialisée dans les prêts à ces écoles privées en Inde. La Fondation effectue un premier prêt avec intérêts à Varthana, qui utilise ensuite cet argent pour fournir des prêts et un accompagnement technique aux 337 écoles du projet. Ces prêts sont liés à plusieurs objectifs sur l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves. Selon la performance réalisée sur cet indicateur, les écoles voient jusqu'à 10% du montant du prêt annulé, réduisant par la même occasion les intérêts à payer. Selon l'atteinte des résultats, la Fondation annule également une partie du prêt et des intérêts de Varthana, afin de l'intéresser à la réussite du programme. Pour chaque école, les résultats sont mesurés et vérifiés par Gray Matters Inde.



#### Impact et enseignements

Les résultats sont prometteurs : plus de la moitié des écoles auraient amélioré leurs résultats d'apprentissage au-delà de l'objectif<sup>116</sup>. D'après la Fondation Dell, ce nouveau mécanisme a notamment permis de mettre la qualité de l'apprentissage au centre des préoccupations des propriétaires des écoles privées, alors qu'ils étaient d'ordinaire concentrés sur leur gestion financière. Le mécanisme d'évaluation permet également aux établissements d'identifier leurs faiblesses, et donc de mettre en place des actions de remédiation ciblées. Au-delà des impacts sur la qualité des apprentissages, cette approche est particulièrement intéressante et pérenne pour la Fondation en tant qu'investisseur à impact : ils ne payent que pour de l'impact effectivement réalisé et le capital récupéré sous forme d'intérêts et de remboursement du prêt peut être réinvesti dans d'autres projets à impact.<sup>117</sup>

L'initiative a toutefois quelques limites. Peu d'écoles ont été éligibles au mécanisme pour deux principales raisons : la faiblesse de leurs systèmes de mesure et

<sup>&</sup>lt;sup>116</sup> Convegenius Insight – Varthana Case Study

<sup>&</sup>lt;sup>117</sup> Stanford Social Innovation Review – A New Impact Investing Model for Education, 2018

d'évaluation de l'impact d'une part ainsi que l'incapacité de certaines écoles à rembourser la dette contractée. En conséquence, le mécanisme n'a pas pu être déployé à l'échelle engendrant des coûts de structuration assez élevés pour le nombre d'écoles bénéficiaires. Par ailleurs, Varthana a déploré le manque de soutien à l'initiative de la part des pouvoirs publics, mettant en avant le rôle qu'ils auraient pu jouer dans l'amélioration de la situation financière de certaines écoles (notamment par l'octroi d'exonération fiscales ou la diminution du coût de leurs emprunts) permettant ainsi d'élargir la cible d'écoles bénéficiaires.<sup>118</sup>

Une émission obligataire dédiée à l'éducation permet d'augmenter la dépense publique dans l'éducation en capitalisant sur la bonne situation financière du pays

Les ressources fiscales limitées du Guatemala l'empêchent d'investir à grande échelle pour moderniser son système d'éducation. Toute solution lui permettant de mobiliser des ressources additionnelles pour son système éducatif est donc intéressante. Avec un endettement public parmi les plus faibles du monde<sup>119</sup> et une solide situation financière, le pays pourrait notamment investir dans l'éducation à travers une émission obligataire dédiée.

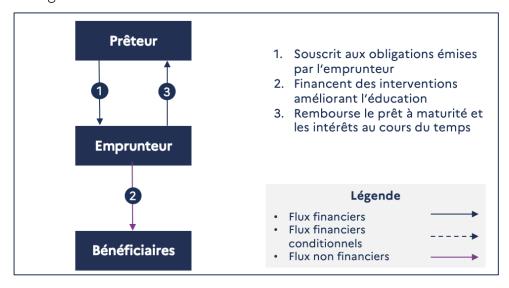


Figure 12 : Schéma de fonctionnement d'une émission obligataire (Source : KOIS)

Les émissions obligataires dédiées à l'éducation fonctionnent sur le modèle d'une émission obligataire classique: un emprunteur émet des obligations pour lever du capital à long-terme à un taux d'intérêt défini, auxquelles souscrivent des investisseurs. L'emprunteur s'engage à utiliser les montants levés pour financer des initiatives améliorant l'éducation. Pour les investisseurs, ces instruments sont considérés comme étant des investissements à long-terme peu risqués. Preuve de son intérêt, ce modèle

<sup>&</sup>lt;sup>118</sup> Social Success Note Playbook. A blended finance tool for social impact. Aspen Network of Development Entrepreneurs & Varthana.

<sup>&</sup>lt;sup>119</sup> La dette publique du Guatemala représentait seulement 31,6% de son PIB en 2020 (Banque Mondiale)

s'est considérablement développé ces dernières années en particulier notamment dans le secteur de l'environnement : l'année 2021 a ainsi vu 500 milliards de dollars d'émissions d'obligations vertes (contre 100 milliards de dollars en 2017).<sup>120</sup>

Les investisseurs peuvent être de nature privée ou publique, avec ou sans objectifs liés à l'impact. Les emprunteurs sont des gouvernements nationaux ou des banques de développement. Ces émissions sont en général des opérations à grande échelle qui se chiffrent en milliards de dollars, et suivent les taux en vigueur sur le marché obligataire, fonction du niveau de risque crédit attribué au pays.

Ces mécanismes sont ainsi particulièrement appropriés pour financer des interventions à grande échelle, telles que la mise en œuvre d'un plan national d'éducation. Pour bénéficier de conditions financières acceptables, l'émetteur se doit en outre d'avoir une situation financière correcte et un endettement maîtrisé ainsi qu'un accès au marché des capitaux, ce qui est le cas de peu de pays à revenu faible ou intermédiaire. C'est pourquoi plusieurs des emprunteurs obligataires recourent à des banques de développement qui bénéficient de notes de crédit plus favorables comme intermédiaires.

Reprenant un mécanisme financier très classique, ces émissions obligataires ont l'avantage d'être un instrument simple, connu des investisseurs, comme des émetteurs. Par ailleurs, offrant des taux alignés sur ceux du marché, ces instruments de financement ont l'avantage de pouvoir s'adresser à un grand nombre d'investisseurs potentiels, y compris des investisseurs commerciaux n'ayant pas à l'origine une thèse d'investissement liée à l'impact.

En revanche, en tant qu'instruments de dette, ces obligations nécessitent des rentrées d'argent pour assurer le paiement des intérêts et du prêt. Il y a donc un risque que le gouvernement réduise ses dépenses dans d'autres secteurs afin de rembourser le prêt. De plus, les montants levés à travers ces mécanismes ne sont pas vraiment additionnels par rapport à la dette que contracterait un pays ailleurs pour financer l'éducation. Dans le cas d'une banque multilatérale, l'utilisation de ces obligations ne signifie pas forcément qu'elle va proposer plus de prêts pour l'éducation, dans la mesure où les fonds levés pourraient juste se substituer aux prêts qu'elle consacre déjà à l'éducation.

-

<sup>&</sup>lt;sup>120</sup> Climate Bonds Initiatives - 2022

#### Education, Youth and Employement (EYE) Bonds en Amérique Latine

## Caractéristiques clés

- Date de lancement : 2015
- Géographie : Amérique latine et Caraïbes
- Montant : 4,8 milliards de dollars d'émissions obligataires cumulées depuis la création
- Parties prenantes : Banque Interaméricaine de Développement (IDB)
- Objet du financement : Financer des projets autour de l'éducation, de la jeunesse ou de l'emploi par de la dette

## Contexte et objectif

Résoudre les problèmes de pauvreté et d'inégalités dont souffre l'Amérique latine passe notamment par des investissements massifs dans le capital humain, qui restent malheureusement insuffisants à ce jour. Pour contribuer au financement de ces enjeux, l'IDB propose des prêts aux gouvernements de la région, afin de financer des initiatives améliorant l'éducation, de l'éducation primaire à la formation professionnelle, jusqu'à l'employabilité.

Les financements de l'IDB vers l'éducation sont guidés par 5 objectifs : (i) s'assurer que les services d'éducation suivent les plus hauts standards, (ii) faire en sorte que les élèves entrant dans le système éducatif soient prêts à apprendre, (iii) permettre à tous les étudiants un accès à des enseignants de qualité, (iv) garantir l'accès de toutes les écoles à des ressources adéquates pour accompagner l'apprentissage des élèves, et (iv) parvenir à ce que tous les élèves sortent du système éducatif avec les compétences nécessaires pour réussir leur vie professionnelle et contribuer à la création de valeur pour la société.

#### Intervention

Le programme EYE est basé sur des émissions obligataires, dont les fonds récoltés sont utilisés par la banque pour prêter des fonds aux gouvernements visant à financer des projets centrés sur l'éducation, la jeunesse ou l'emploi d'échelles très diverses, allant de 4 à 200 millions de dollars. Les obligations sont émises dans différentes monnaies et sont notées triple A (i.e., dissociées du risque individuel des projets sous-jacents). Du point de vue des investisseurs elles garantissent un retour financier aligné sur les retours classiques d'une obligation AAA tout en générant de l'impact à travers leur investissement. L'IDB agit donc comme un intermédiaire entre les investisseurs et les gouvernements recevant in fine les financements, qui bénéficient ainsi de conditions financières plus attractives grâce à la note de crédit d'IDB. Les investisseurs peuvent être de tous types: à titre d'exemple, l'obligation Kangaroo EYE d'un montant de 300 millions de dollars australiens émise en 2022, a

réuni des investisseurs parmi lesquels des gestionnaires d'actifs australiens, des banques et banques centrales, des assurances ainsi que des fonds de pension.

## Impact et enseignements

Entre 2018 et 2022, le programme prévoyait de soutenir 3 millions d'élèves et former 179 000 enseignants à travers les différents projets financés. Le programme a notamment bénéficié au Guatemala, dont le gouvernement a par exemple reçu un prêt de 50 millions de dollars pour améliorer la couverture et la qualité de l'éducation pré-primaire et primaire. Au-delà des bénéfices pour les gouvernements et les populations, les observateurs jugent que la valeur ajoutée des obligations EYE est surtout de pouvoir permettre à des investisseurs traditionnels de financer des projets ayant un réel impact social à travers un instrument financièrement attractif<sup>121</sup>.

-

<sup>&</sup>lt;sup>121</sup> NORRAG – Education, Youth and Employment Bond, 2020

- 3. Bangladesh: soutenir un secteur privé florissant au service de l'éducation par la finance innovante
  - A. Si certains défis demeurent, le Bangladesh a réalisé d'importants progrès en matière d'accès à l'éducation

La trajectoire spectaculaire de développement suivie par le Bangladesh depuis son indépendance s'est également traduite dans son système éducatif, qui est aujourd'hui plus performant que la majorité des pays étudiés et en particulier des trois pays faisant l'objet d'une analyse détaillée. L'éducation au Bangladesh est gratuite et obligatoire de 5 à 11 ans. Son cycle primaire est du ressort exclusif de l'Etat et plus précisément du ministère de l'Éducation primaire et de Masse qui prend en charge aussi bien les orientations stratégiques que le financement des infrastructures, enseignants, supports éducatifs et uniformes. Les ONGs jouent cependant un rôle majeur dans ce premier cycle du système éducatif, en particulier dans l'éducation pré-primaire. L'éducation secondaire, non-obligatoire, se structure quant à elle sous forme de partenariats public-privé. Le ministère de l'Education, qui supervise également l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, fixe les orientations stratégiques et subventionne les établissements d'enseignement secondaire (notamment pour couvrir les salaires des enseignants). Il existe par ailleurs des écoles privées non subventionnées et non supervisées par l'Etat. Enfin, l'éducation informelle est, quant à elle, pour partie financée par quatre agences gouvernementales: Le Bureau de l'Education Informelle, la Direction du Développement de la Jeunesse, le Département des Services Sociaux ainsi que le Bangladesh Computer Council. D'autres initiatives d'éducation informelle visant notamment l'alphabétisation et l'éducation des adultes et des jeunes sont menées par des ONGs ainsi que le secteur privé.

A quelques places au-dessus du Guatemala dans le classement du développement humain avec un indice de développement humain à 0,661 (le plaçant à la 129ème position sur 191 pays)<sup>122</sup>, le Bangladesh rencontre des problématiques socio-économiques différentes. La forte croissance économique du pays (en moyenne 6,4% sur les cinq dernières années d'après la Banque Mondiale) ne suffit pas à compenser la pauvreté d'une population encore très majoritairement rurale. Le Bangladesh se situe en effet selon la classification de la Banque Mondiale dans la tranche inférieure des pays à revenus intermédiaires avec un PIB par habitant de 2503 dollars en 2021<sup>123</sup>. Ajoutons que si le pays est nettement moins inégalitaire que le Guatemala, sa démographie reste un défi majeur en matière d'accès à l'éducation. En effet, bien que sa croissance démographique soit désormais mesurée (1% en 2021 selon la Banque

<sup>&</sup>lt;sup>122</sup> Classement établi en septembre 2022 sur la base de l'Indice de Développement Humain 2021. Source : <u>Human Development Reports</u>, United Nations Development Programme

<sup>&</sup>lt;sup>123</sup> Source: Banque Mondiale

Mondiale), le Bangladesh est le 8<sup>ème</sup> pays le plus peuplé au monde, avec plus d'un quart de sa population en âge d'être scolarisée<sup>124</sup>.

La continuité dans les réformes permise par la relative stabilité du pays s'est traduite dans les progrès significatifs réalisés en matière d'accès au système éducatif. L'Etat a ainsi globalement relevé le défi de l'accès à l'éducation primaire, quasi-universel, à travers la construction de milliers d'écoles, notamment dans les zones rurales et isolées. Le taux de déscolarisation est particulièrement bas au niveau du primaire : 5% en 2010<sup>125</sup>. Le Bangladesh a toutefois encore des progrès à faire en termes d'accès au cycle secondaire puisque le taux de déscolarisation y est cinq fois supérieur à celui du primaire, avoisinant les 26% selon les derniers chiffres de l'Unesco<sup>126</sup>. Les inégalités de genres en matière d'éducation sont moins marquées qu'au Niger ou au Guatemala, les écoles disposant par exemple à près de 96% de toilettes non-mixtes, renforçant la scolarisation des filles, adolescentes et jeunes femmes. Par ailleurs, le taux d'alphabétisation des filles, adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans est légèrement plus élevé que celui des garçons, adolescents et jeunes hommes du même âge, 96% contre 94% respectivement<sup>127</sup>.

Ces progrès ont toutefois été remis en cause par la crise du Covid-19, qui a privé les enfants d'accès à l'éducation pendant 18 mois en raison des fermetures des écoles. La diffusion des cours sur les chaines de télévision nationales n'a pas permis une continuité de l'apprentissage pour tous. En effet, seuls 4,8 % des ménages du quintile de richesse le plus bas possédaient une télévision, contre 90 % dans le quintile de richesse le plus élevé ce qui a entrainé une forte inégalité d'accès à l'éducation en période de Covid<sup>128</sup>. Cependant, plus de 200 cours radiophoniques conformes au programme national ont été élaborés par l'UNESCO pour les niveaux d'enseignement primaire, une modalité plus accessible à la population. Ces contenus et supports ont été complétés par des cours en ligne et l'utilisation de téléphones portables pour maintenir le lien entre enseignants et élèves. Néanmoins, une enquête de la Banque Asiatique de Développement (BAD) a révélé que deux tiers des apprenants interrogés n'avaient aucun contact direct avec les enseignants pendant la fermeture. De même, l'étude d'évaluation rapide du BRAC a révélé que 14 % des élèves déclaraient ne pas étudier, tandis que 56 % des élèves ne participaient pas aux cours en ligne, cette proportion étant plus élevée pour les minorités ethniques, les élèves handicapés et les enfants des zones rurales. Un rapport de l'Unicef révèle par ailleurs qu'une fille sur dix âgée de 12 à 15 ans a déclaré ne pas retourner à l'école après la réouverture<sup>129</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>124</sup> 26,3% de jeunes de moins de 15 ans en 2021. Source : Banque Mondiale

<sup>&</sup>lt;sup>125</sup> Données 2010. Source: Unesco.

<sup>&</sup>lt;sup>126</sup> Données 2010. Source: Unesco.

<sup>&</sup>lt;sup>127</sup> Données 2019. Source : Institut de statistique de l'Unesco

<sup>&</sup>lt;sup>128</sup>UNICEF - Bangladesh Multiple Indicator Cluster Survey, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>129</sup> <u>UNICEF – Bangladesh Case Study, October 2021.</u>

En outre, le pays, indirectement touché par le conflit ethnique qui sévit dans le Myanmar voisin doit accueillir un afflux massif de réfugiés Rohingyas. Près d'un million de réfugiés auraient ainsi rejoint le Bangladesh depuis 2017, dont la moitié seraient des enfants. Cet afflux de réfugiés, majoritairement concentrés dans la zone de Cox's Bazar, crée une immense pression sur les services publics de la région, non-dimensionnés pour l'accueil d'une telle population. Enfin, la pauvreté des familles bangladaises peut constituer un obstacle à l'accès des enfants à l'éducation, les familles les plus pauvres étant souvent contraintes de faire travailler leurs enfants. Dans les bidonvilles de la capitale Dacca, par exemple, 15% des enfants de 6-14 ans et 50% des enfants de 14 ans auraient travaillé à temps plein dans des ateliers textiles en 2016<sup>130</sup>.

D'un point de vue écologique et environnemental, le pays reste très exposé aux catastrophes naturelles telles que les inondations et l'érosion, en particulier dans la région du delta qui accueille la majorité de la population. Ces catastrophes engendrent des destructions d'infrastructures scolaires. En sus de ces catastrophes ponctuelles, le Bangladesh subit les conséquences irréversibles du réchauffement climatique, avec 20% de son territoire qui risque d'être englouti par la montée des eaux, et autant d'infrastructures scolaires qu'il faudra donc remplacer<sup>131</sup>. Plus de 20 millions d'enfants seraient sérieusement exposés aux dangers climatiques, inondations, cyclones, chaleurs extrêmes et sécheresses engendrant des interruptions fréquentes de scolarisation<sup>132</sup>.

## B. Une qualité du système éducatif bangladais à intensité variable.

En matière de qualité de l'éducation, le Bangladesh est plus performant que le Niger et le Guatemala au moins en ce qui concerne l'éducation primaire. Le taux de pauvreté éducative (i.e., part d'enfants de dix ans incapables de lire et comprendre un texte simple adapté à leur âge) telle que définie par la Banque Mondiale y est le plus bas (57,2%)<sup>133</sup>. Ajoutons que le pays se distingue également des deux précédents par le niveau de ses élèves à la sortie du cycle primaire puisque plus de 47% parviennent à acquérir le niveau minimal requis en mathématiques<sup>134</sup>.

Cependant, plusieurs défis demeurent en termes de qualité du système éducatif en particulier au niveau secondaire. Ainsi, et bien que des progrès aient été réalisés sur cette dimension, il n'y a toujours pas assez d'enseignants formés par rapport à la taille de la population scolaire et les infrastructures ne sont pas toujours dimensionnées pour accueillir autant d'élèves. Le Bangladesh se classe en effet en dessous de la médiane des pays étudiés en matière de nombre d'élèves par enseignant, un ratio qui

<sup>&</sup>lt;sup>130</sup> Overseas Development Institute - 2016

<sup>&</sup>lt;sup>131</sup> UNICEF – Bangladesh country profile

<sup>&</sup>lt;sup>132</sup> UNICEF Canada – Les changements climatiques au Bangladesh, 2019

<sup>&</sup>lt;sup>133</sup> Donnée 2017. Source: Banque Mondiale.

<sup>&</sup>lt;sup>134</sup> Donnée 2017. Source: Unesco.

s'élevait selon l'Unesco à 30 en 2018<sup>135</sup>. Le niveau de formation des enseignants serait par ailleurs très insuffisant, puisqu'un tiers d'entre eux enseignerait sans diplôme<sup>136</sup>.

Ajoutons que l'une des problématiques majeures auxquelles est confronté le pays réside dans la disparité entre les cycles primaire et secondaire en matière de qualité d'éducation. Cela s'explique par deux facteurs principaux : la priorisation de l'accès universel et gratuit au cycle secondaire dans le cadre de l'atteinte de l'ODD 4 (parfois au détriment de la définition d'objectifs et de mesures claires visant à améliorer la qualité éducative) ainsi que l'absence d'une stratégie unifiée en matière de qualité éducative. Ce dernier facteur est lui-même lié à la nature même du système d'éducation secondaire caractérisé par l'existence de différents types d'établissements (i.e., subventionnés vs. privés indépendants). Un récent rapport du Partenariat Mondial pour l'Education, citant le Ministère de l'Education bangladais, fait état du besoin de réformer et d'unifier le programme ainsi que les attentes en matière de compétences acquises à la sortie du secondaire<sup>137</sup>.

Le niveau de financement public de l'éducation est notoirement faible au Bangladesh, qu'il s'agisse de la dépense par élève en nombre absolu (330 dollars par élève du primaire, très loin de la médiane des pays étudiés de 1 330 dollars) ou de la dépense publique en éducation rapportée au PIB (2%, loin de l'objectif d'Incheon de 4%-6%)<sup>138</sup>.

« L'accès à l'éducation a longtemps été l'axe d'intervention privilégié pour améliorer l'éducation, au détriment de dimensions plus qualitatives comme la formation des enseignants. C'est en partie lié au caractère court-termiste des cycles politiques : construire des écoles est rapide et montre des résultats concrets pour un responsable politique, alors que les bénéfices d'investir dans la formation des enseignants sont moins immédiats. Les pays les plus en difficulté en matière éducative commencent cependant à réaliser qu'il s'agit d'une problématique clé. »

#### Extrait d'entretien

La faible dépense publique oblige les ménages à contribuer significativement au financement de l'éducation. Si leur part dans le financement de l'éducation, diminue depuis 2018, celle-ci demeure tout de même significative puisqu'elle représentait près de 71% en 2021 selon le Global Education Monitoring Report. A noter que la part des ménages est plus significative dans le financement de l'éducation secondaire ce qui reflète la prise en charge par l'Etat de l'éducation primaire.

Une ressource puissante, qui pourrait être mise à profit par l'Etat pour le financement de l'éducation est sa diaspora. Plus de 10 millions d'expatriés envoient régulièrement

<sup>135</sup> Données 2018. Source: Unesco

<sup>136</sup> Humanium - Bangladesh

<sup>&</sup>lt;sup>137</sup> Education Sector Analysis (ESA) for Bangladesh, Partenariat Mondial pour l'Education, 13 avril 2020.

<sup>&</sup>lt;sup>138</sup> Chiffre calculé à partir de deux sources de données : KNOEMA estime que la dépenser publique par élève du primaire était de 7,1% du PIB par habitant en 2016, tandis que la Banque Mondiale estime le PIB par habitant à 4 642\$ en 2016.

de l'argent vers leur pays d'origine. Ces transferts ont représenté plus de 22 milliards de dollars en 2021<sup>139</sup>. A titre de comparaison, le budget de l'éducation était de 3,5 milliards de dollars en 2019<sup>140</sup>.

## Les obligations de la diaspora pour permettre à un État de se financer à des conditions avantageuses

Ces obligations sont des obligations émises par un gouvernement national à destination de sa diaspora, afin de mobiliser les fonds récoltés pour soutenir différents secteurs du développement du pays. Ces obligations offrent en général au gouvernement des taux d'intérêts inférieurs à ceux du marché, grâce à une « remise patriotique » que la diaspora consent à accorder à son pays d'origine : elles permettent ainsi aux Etats de se financer à des conditions plus avantageuses que le marché. Cet instrument, semblable à une obligation classique, est de plus facile à structurer et permet de lever rapidement d'importantes sommes d'argent : l'Inde et Israël ont ainsi respectivement émis pour 44 milliards et 33 milliards de dollars d'obligations de la diaspora, dont certaines ont été consacrées à l'éducation.

Les obligations de la diaspora ne peuvent cependant s'appliquer qu'à des pays ayant une diaspora importante, aux capacités financières suffisantes pour contribuer à de tels mécanismes et patriote. Malgré la « remise patriotique » dont il bénéficie, le gouvernement emprunteur doit en outre avoir une situation financière et un niveau de risque crédit correct, afin de pouvoir proposer des termes convenables aux investisseurs.

# C. Le secteur privé éducatif comme puissant levier pour relever les défis du système éducatif bangladais

Pour renforcer encore la qualité et l'accès de l'éducation dans le pays, il semble incontournable de passer par le secteur privé compte tenu de son poids dans le secteur éducatif national, notamment au cycle secondaire.

Par ailleurs, le développement du secteur des technologies de l'éducation (ou *EdTech*) caractérisé par l'émergence d'un écosystème de startups s'est rapidement accéléré, notamment nourri par la pandémie de Covid-19 et les fermetures d'écoles<sup>141</sup>. Cette tendance peut s'appuyer sur la diffusion rapide d'Internet sur le territoire : la couverture du Bangladesh a doublé en cinq ans et 67% de la population aurait accès à Internet en 2021. L'utilisation des smartphones se répand également au sein de la population. 41% des utilisateurs de téléphone utiliseraient désormais un smartphone et ils seraient 62% en 2025<sup>142</sup>.

140 Countryeconomy.com - Bangladesh

<sup>139</sup> Banque Mondiale - 2022

<sup>&</sup>lt;sup>141</sup> The Business Standard – Bangladesh set for an EdTech revolution, 2022

<sup>&</sup>lt;sup>142</sup> Future Startup - 7 EdTech Startups Looking to Take Online Education Mainstream In Bangladesh, 2021

## Le dynamique secteur de l'EdTech au Bangladesh

De nombreuses start-ups proposant des solutions d'éducation en ligne pour les différents cycles d'éducation se sont développées au Bangladesh. Par exemple, *Durbin Academy* propose des tutoriels vidéo dans différentes matières pour les enfants du secondaire, *Thrive* et *EduHive* des solutions digitales pour améliorer l'enseignement au sein même des établissements scolaires. *Bohubrihi* est quant à elle une plateforme d'e-learning proposant des cours de codage.

Ces entreprises, dont les clients peuvent être les établissements scolaires ou les familles directement, complètent l'enseignement reçu dans les établissements scolaires et participent ainsi à améliorer l'accès et la qualité globale de l'éducation dans le pays. Elles restent toutefois très largement indépendantes de l'Etat et peu contrôlées par lui et ne délivrent pas de diplômes ou de certifications reconnus. En effet, s'il existe quelques plateformes EdTech reconnues et soutenues par le Ministère de l'Education, l'Etat a du mal à légiférer sur les startups privées indépendantes<sup>143</sup>. Ces startups de *l'EdTech*, qui lèvent régulièrement des fonds pour se développer, constituent une véritable opportunité pour l'investissement à impact. Certains experts estiment ainsi que la taille de ce marché dans ce pays devrait atteindre 700 millions de dollars en 2025<sup>144</sup>.

Le Bangladesh est par ailleurs un pays pionnier de l'entrepreneuriat social: son théoricien Muhammad Yunus y a créé en 1976 la Grameen Bank, première institution de microcrédit du monde. Dans son sillage, plusieurs entreprises sociales sont apparues dans des secteurs tels que la santé ou l'éducation. C'est par exemple le cas de BRAC, une ONG internationale qui finance maintenant 73% de ses opérations à travers ses entreprises sociales. A travers ses différents programmes, elle aurait éduqué 11% des enfants Bangladais en 2014. BRAC opère des écoles à faible coût sur tous les cycles d'éducation, avec notamment des initiatives permettant d'atteindre les enfants issus des communautés marginalisées : ils ont par exemple développé des « boat schools » ou des écoles-bateaux qui se déplacent vers les enfants de la région du delta. Light of Hope fournit quant à elle des solutions complètes d'e-learning pour les écoles des zones rurales du pays ayant un accès limité voire inexistant à l'électricité: les solutions comprennent le matériel informatique, les supports pédagogiques digitaux et les systèmes d'énergie solaire permettant de les alimenter. L'action de l'ONG fait toutefois face à des limites d'ordre économique et social ayant un impact direct sur l'accès à l'éducation : les familles les plus vulnérables auxquelles s'adressent leurs différents programmes continuent parfois de préférer faire participer les enfants à des activités génératrices de revenus aux dépens de leur scolarisation régulière alors même que l'ONG propose des programmes adaptés avec

<sup>&</sup>lt;sup>143</sup> Country-Level Research Review: EdTech in Bangladesh. The World Bank & UKAID. June 2021

<sup>&</sup>lt;sup>144</sup> UpSkill Classroom – EdTech in Bangladesh, 2021

des emplois du temps plus flexibles. Une analyse du modèle BRAC effectuée par l'Unesco a ainsi relevé l'importance du dialogue et de l'implication des autorités nationales dans la mise en place d'une réponse plus complète répondant notamment à la problématique de l'amélioration des moyens de subsistance des familles aux revenus les plus bas.<sup>145</sup>

Si BRAC n'a pas forcément de problèmes d'accès au capital compte tenu de sa taille, ce n'est pas le cas des entreprises sociales plus modestes : 35% des entreprises ayant répondu à un sondage sur 141 entreprises sociales bangladaises citent l'accès à la dette comme barrière à leur croissance, soit le second facteur le plus évoqué. En outre, seulement 9% des sociétés avaient reçu des prêts commerciaux, chiffre tombant à 3% pour les prêts concessionnels. Cette problématique concerne un grand nombre d'entreprises sociales actives sur le secteur de l'éducation, puisqu'elles représentaient quasiment un tiers des 141 entreprises interrogées<sup>146</sup>.

Les fonds d'investissement à impact pour soutenir le développement de solutions innovantes autour de l'éducation

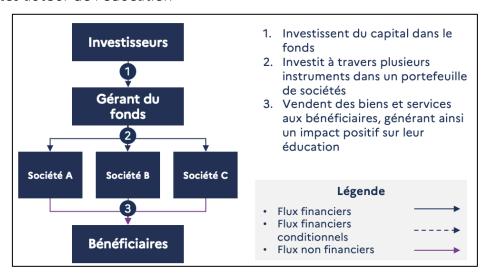


Figure 13 : Schéma de fonctionnement d'un fonds d'investissement à impact (Source : KOIS)

Les fonds d'investissement à impact sont structurés de la même manière que des fonds traditionnels: les investisseurs (qui peuvent être des investisseurs commerciaux classiques, ou bien des investisseurs spécialisés dans l'impact) transfèrent des capitaux dans un fonds, géré par une société de gestion. Les enveloppes de ces fonds se situent en général entre une dizaine et une centaine de millions de dollars. Le gestionnaire identifie des opportunités d'investissement qui doivent être approuvées par un Comité d'Investissements. Ces fonds peuvent investir suivant une variété d'outils: fonds-propres, quasi-fonds propres, dettes. Une enveloppe d'assistance technique, financée sous forme de donation, peut également accompagner les investissements

<sup>&</sup>lt;sup>145</sup> Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie. <u>Programme d'éducation BRAC, Bangladesh.</u>

<sup>&</sup>lt;sup>146</sup> British Council – The state of social enterprise in Bangladesh, 2016

afin de fournir un soutien et expertise personnalisés aux entreprises. Tout comme les fonds d'investissement traditionnels, ils peuvent être positionnés à différents stades du cycle de maturité d'une entreprise (e.g., amorçage, Série A, Série B). Les fonds d'investissement à impact se différencient des fonds traditionnels en finançant exclusivement des sociétés générant un impact social ou environnemental positif.

Ces fonds ne s'adressent par conséquent qu'à des acteurs générant un revenu à travers une activité commerciale afin de permettre le remboursement de la dette ou l'augmentation de la valeur d'entreprise dans le cas d'un investissement en fonds propres. Dans le contexte de l'éducation, ils sont dès lors appropriés pour financer des organismes d'éducation privés, des entreprises proposant des solutions liées à l'éducation ou aux conditions d'éducation soit aux écoles (e.g., solutions *EdTech* améliorant la qualité de l'enseignement, telles que la plateforme 10 *Minute School* qui propose des cours en vidéo et des tests en ligne pour compléter l'enseignement reçu à l'école), soit directement aux familles (e.g., solutions digitales d'éducation à distance).

Les fonds d'investissement à impact sont des d'instruments connus des investisseurs offrant la possibilité à des acteurs de l'investissement traditionnel de se positionner sur le secteur de l'impact via des transactions similaires à ce qu'ils connaissent. Ces mécanismes sont un levier par ailleurs important pour financer des projets économiquement viables et donc pérennes, renforçant ainsi l'autonomie du secteur éducatif. Les fonds à impact souvent plus ouverts à la prise de risque permettent également d'apporter un soutien complémentaire aux marchés financiers locaux, plus frileux vis-à-vis du financement de projets dans l'éducation dont les modèles économiques ne sont quant à eux pas prouvés.

Les fonds à impact ne se concentrent que sur les activités ayant un potentiel de génération de revenus, excluant ainsi la plupart des initiatives éducatives, qui ne sont pas de nature commerciale ou dont les perspectives de retours financiers sont trop éloignées dans le temps comparé à leur horizon d'investissement, ou encore les initiatives qui ciblent les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, le portefeuille d'initiatives prêtes à recevoir de l'investissement aujourd'hui dans le secteur de l'éducation et dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est très peu développé. Les modèles existants nécessitent le plus souvent des modèles de financement plus concessionnels ou un soutien non financier complémentaire important pour les aider à se développer et changer d'échelle.

#### Gray Matters: l'impact investment pour l'éducation et l'égalité

#### Caractéristiques clés

- Date de lancement : 2006
- Géographie : Pays à revenu faible et intermédiaire, en particulier l'Inde
- Montant : 125 millions de dollars d'investissement depuis la création
- Parties prenantes: Gray Matters Capital
- Objet du financement : financement d'entreprises innovantes ayant un impact positif sur l'éducation et pour les femmes

#### Contexte et objectif

De nombreuses entreprises privées développent des solutions innovantes permettant d'améliorer l'éducation des enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, qu'il s'agisse de solutions s'adressant directement aux enfants, ou de solutions permettant aux établissements scolaires de renforcer la qualité de leur enseignement. Bien que ces sociétés présentent des modèles économiques combinant impact et génération de revenus, elles peinent parfois à attirer des investisseurs car elles sont perçues comme moins rentables ou plus risquées que des entreprises s'adressant à des marchés plus commerciaux.

Gray Matters Capital ambitionne donc de financer des entreprises combinant un fort impact sociétal avec des retours financiers alignés sur le marché. Pour ce faire, Gray Matters investit dans des entreprises en phase de démarrage ainsi que des fonds, crée des entreprises pour combler des lacunes du marché et propose des mécanismes de financement alternatifs.

#### Intervention

Gray Matters déploie plusieurs modes d'intervention dans le financement de l'éducation. L'organisation a ainsi levé le fonds edLABS, qui vise à investir 8 millions de dollars dans des entreprises indiennes dont les solutions permettent d'améliorer la qualité de l'éducation. Créé en 2017, le fonds a depuis investi dans cinq entreprises proposant des solutions telles qu'une plate-forme d'enseignement basée sur l'intelligence artificielle ou encore une plate-forme d'apprentissage des compétences clés du 21ème siècle. Les investissements s'appuient sur divers instruments : dette, fonds propres, obligations, actions convertibles ou d'autres structures plus innovantes intégrant du financement aux résultats afin d'offrir une plus grande flexibilité aux entreprises financées.

Gray Matters offre également des services de financement pour les écoles privées à faible coût en Inde, au Pakistan et au Nigeria. L'Indian School Finance Company (ISFC) propose par exemple des prêts aux établissements scolaires privés du pays. Ces établissements avaient auparavant difficilement accès à des financements de la part du secteur financier formel, et étaient donc contraints d'annuler leurs projets

d'expansion ou d'emprunter sur des marchés plus informels, à des coûts élevés. L'ISFC leur permet de pouvoir étendre et améliorer leurs activités à des conditions acceptables financièrement.

#### Impact et enseignements

La valeur ajoutée de Gray Matters est de permettre à des sociétés innovantes et très jeunes d'avoir accès au capital et donc de pouvoir se développer, là où les financeurs classiques n'osent en général pas s'engager. Les structures de financement flexibles proposées par Gray Matters sont également intéressantes pour les jeunes entreprises : les fonds peuvent être déboursés en différentes tranches, chacune étant versée en fonction de l'atteinte d'objectifs prédéfinis. Les sociétés ont donc accès à une source de financement stable et prévisible qui accompagne leur développement pas-à-pas, tout en incitant la réalisation d'objectifs d'impact spécifiques. Il convient toutefois de préciser que Gray Matters n'investit que dans de jeunes entreprises au modèle économique déjà éprouvé par le marché ce qui laisse de côté les entreprises innovantes du secteur de l'éducation en quête de capital d'amorçage. Par ailleurs, certaines modalités d'investissements peuvent être inadaptées au modèle économique ou à la maturité de certaines entreprises. Ainsi par exemple, le financement aux résultats peut cannibaliser les sources de revenus des très jeunes entreprises dont le modèle économique est encore en construction.147

Les Social Success Notes (SSN) pour renforcer l'attractivité pour les investisseurs privés des entreprises sociales

L'objectif des Social Success Notes est de favoriser l'octroi ainsi que les conditions (e.g., taux d'intérêt, délai de remboursement) d'octroi de crédit à des entreprises sociales par des investisseurs commerciaux. Dans ces mécanismes également basés sur les résultats, l'impact réalisé par l'entreprise sociale est récompensé par des versements additionnels de la part de payeurs finaux (e.g., philanthropes, donateurs) directement aux investisseurs, venant ainsi améliorer le rendement de leur investissement.

147 Source : entretien avec Gray Matters conduit par KOIS dans le cadre de la rédaction du rapport

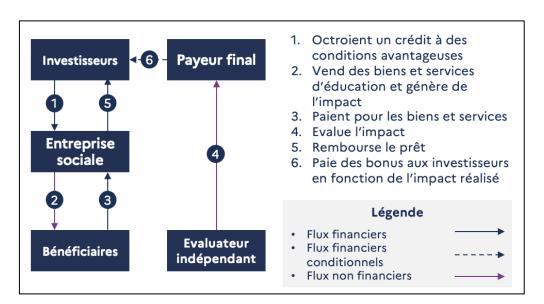


Figure 14 : Schéma de fonctionnement d'une Social Success Note (Source : KOIS)

A la différence des Contrats à Impact, les porteurs de projet financés doivent être des entreprises sociales et avoir une activité commerciale. Ces mécanismes ont pour objectif de financer des entreprises en transition, non encore matures pour un investissement direct, afin de les familiariser avec les exigences et contraintes liées au remboursement d'un prêt.

Les SSN sont appropriées dans des contextes où il existe des entreprises ou organismes privés actifs dans le secteur de l'éducation (e.g., écoles privées ou entreprises vendant des biens ou services aux écoles), qui ne peuvent accéder au financement par de la dette en raison de leur maturité et profil jugé trop risqué par les investisseurs traditionnels.

Les SSN permettent de capitaliser sur des capitaux publics et philanthropiques pour attirer à plus grande échelle des investissements dans l'éducation, secteur délaissé par les investisseurs traditionnels. Les investisseurs se voient ouvrir la possibilité de financer des interventions génératrices d'impact et offrant des perspectives de retours financiers alignés sur le marché en cas de réalisation des objectifs d'impact par l'entreprise sociale. Les entreprises sociales peuvent quant à elle bénéficier de prêts à des conditions avantageuses, tout en prouvant qu'elles sont suffisamment solvables pour rembourser un prêt afin d'attirer d'autres investisseurs dans le futur. Leur mission sociale est préservée grâce aux paiements récompensant l'impact des payeurs finaux. Les SSN sont des outils de financement de transition pour des entreprises sociales, ayant vocation à ouvrir la voie vers des structures de financement plus traditionnelles et commerciales (e.g., prêts aux conditions du marché).

Encore récents, les SSN demeurent des mécanismes peu connus des investisseurs et donateurs et n'ont été mis en œuvre jusqu'à présent qu'à petit échelle. Ces mécanismes nécessitent tout comme pour les Contrats à Impact la mise en place d'une évaluation rigoureuse car liée au déclenchement des paiements. Par ailleurs, ces mécanismes s'adressant à des entreprises sociales ou organisations commerciales, ils

restent inappropriés dans des pays où l'éducation privée est peu répandue et l'écosystème des acteurs privés gravitant dans ce secteur peu développé.

Impact Water Social Success Note : améliorer les conditions d'éducation en s'appuyant sur le secteur privé

### Caractéristiques clés

Date de lancement : 2018Géographie : Ouganda

• Montant : 500 000 dollars en prêt et 200 000 dollars de paiements additionnels en cas d'atteinte des objectifs

Parties prenantes: Fondation UBS Optimus (Investisseur), Impact Water (Opérateur), Fondation Rockefeller (Sayeur Final), Yunus Social Business

• Objet du financement : soutenir le développement de l'entreprise Impact Water

#### Contexte et objectifs

L'entreprise sociale Impact Water propose aux écoles n'ayant pas accès à l'eau potable des systèmes de purification d'eau respectueux de l'environnement et abordables. L'entreprise propose également l'accès à ces produits à crédit. Opérant dans un marché difficile offrant des marges faibles, Impact Water n'avait pas la capacité d'accéder à un financement adapté pour financer son passage à l'échelle.

#### Intervention

La fondation UBS Optimus a prêté 500 000 dollars à Impact Water pour une durée de cinq ans, fournissant ainsi à l'entreprise sociale le fonds de roulement nécessaire à l'achat et l'installation de ses systèmes de purification d'eau, d'autant plus indispensable en raison du paiement en plusieurs échéances par les écoles de ces systèmes.

L'évaluateur Socio Economic Data Centre (SEDC) évalue le nombre d'écoles et d'enfants ayant désormais accès à l'eau potable grâce à Impact Water, afin de définir le montant des paiements additionnels versés à l'investisseur par la fondation Rockefeller.



#### Impact et enseignements

L'intervention, déployée sur cinq ans, vise à offrir à 1,4 million d'enfants l'accès à l'eau potable dans 3 600 écoles. Le projet étant en cours lors de la rédaction de ce rapport, les chiffres sur l'impact effectivement réalisé ne sont pas disponibles.

Le mécanisme SSN permet à Impact Water de croître plus rapidement tout en préservant son impact et en restant fidèle à sa mission grâce à l'accès à des capitaux à coût abordable. Plus largement, le modèle a pour objectif de démontrer la viabilité pour des investisseurs commerciaux d'investir dans des entreprises sociales.

La SSN aligne en outre les intérêts des parties prenantes de manière optimale. Si la dette n'est tarifée qu'à 5 % pour Impact Water, le rendement de la fondation UBS Optimus peut s'élever jusqu'à 10 % si les objectifs d'impact sont atteints grâce aux versements de la fondation Rockefeller. Le payeur final, l'investisseur et l'entreprise sociale bénéficient tous les trois de l'atteinte des objectifs d'impact et partagent le risque d'exécution. Enfin, ce modèle permet un effet levier important : dans ce pilote, la fondation Rockefeller voit son allocation de 200 000 dollars générer un effet de levier conséquent en attirant 500 000 dollars de dette de la fondation UBS Optimus.

L'intervention s'achevant en 2023, il existe encore peu d'éléments permettant d'évaluer ses limites et potentiels obstacles ou inconvénients. Toutefois, le processus de structuration du mécanisme a montré deux limites. L'incapacité des structures financières et juridiques existantes à porter le mécanisme de finance mixte a induit des coûts d'ingénierie financière et juridique supplémentaires. En conséquence, le coût transactionnel se révèle trop important pour le déploiement d'une intervention unique.<sup>148</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>148</sup> Social Success Note Playbook. *A blended finance tool for social impact.* Aspen Network of Development Entrepreneurs

L'IFFEd : un nouveau fonds multilatéral de financement de l'éducation à destination des pays à revenus intermédiaires inférieurs

L'IFFEd est un projet en cours de construction lors de la rédaction de ce rapport, qui doit permettre de répondre à la problématique du financement de l'éducation dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les pays à faible revenu ont accès à de nouvelles sources de financement pour l'éducation, notamment grâce aux poches de financement dédiées de la Banque Mondiale, à l'aide internationale ainsi qu'aux fonds de subventions multilatéraux tels que le Partenariat Mondial pour l'Education ou Education Cannot Wait. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont quant à eux confrontés à des difficultés structurelles : ils perdent l'accès à certains fonds dont ils bénéficiaient autrefois en tant que pays à faible revenu, alors que leur assiette fiscale ne leur permet pas de couvrir leurs besoins d'éducation. Des analyses récentes montrent que, sur les 40 milliards de dollars de financement alloués aux pays à revenu intermédiaire par les banques de développement multilatérales, seulement 1% serait consacré à l'éducation en Afrique et Asie combinées. Pour améliorer leur système éducatif, ces pays sont donc contraints d'emprunter de l'argent à des taux élevés, augmentant la pression sur leur situation budgétaire. Ces conditions de prêts les amènent souvent à réduire le montant des prêts consacrés au développement : des recherches de la Banque Mondiale suggèrent que lorsque les pays passent d'un revenu faible à un revenu intermédiaire inférieur, le montant des prêts qu'ils contractent pour le développement humain chute de 60%<sup>149</sup>. Pour continuer d'investir dans leurs systèmes éducatifs, ces pays ont donc besoin d'un financement par la dette à des conditions abordables<sup>150</sup>.

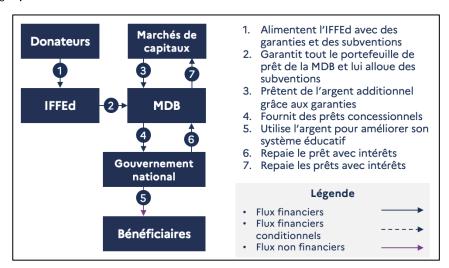


Figure 15 : Schéma de fonctionnement de l'IFFEd (Source : IFFEd & KOIS)

L'objectif de la structure est de permettre aux gouvernements bénéficiaires de recevoir des prêts à des conditions allégées de la part des Banques Multilatérales de

<sup>&</sup>lt;sup>149</sup> Banque Mondiale - Investing in Human Capital : What Can We Learn from the World Bank's Portfolio Data? <sup>150</sup> The Education Commission – IFFEd prospectus

Développement (MDBs), telles que la Banque Africaine de Développement et la Banque Asiatique de Développement qui seront les premières à participer au dispositif. L'IFFEd sera un fonds alimenté par des donateurs en particulier des gouvernements. La première tranche du fonds, sur laquelle se sont déjà engagés les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, devrait permettre de débloquer 2 milliards de dollars de financement alloués à des projets dans le secteur de l'éducation dès 2023 avant un passage à l'échelle qui vise 10 milliards de dollars de financement levés d'ici 2030. Les donateurs allouent soit des garanties (dont 15% sont effectivement transférées aux MDBs), soit des subventions. L'IFFEd propose ensuite aux MDBs son portefeuille de garanties allouées par les pays donateurs : en cas de défaut sur un de ses prêts à un pays (pas seulement dans le domaine de l'éducation), la MDBs peut recevoir des fonds de ce portefeuille de garanties. Le montant de garanties que peuvent recevoir les MDBs dépend de la part que représentent les prêts pour l'éducation dans le total de ses prêts, ce qui a ainsi pour objectif de renforcer leur action dans ce secteur.

Ce portefeuille est traité en quasi-fonds propres dans le bilan des MDBs, ce qui augmente le montant maximum de prêts qu'elles peuvent souscrire et leur permet donc de lever plus d'argent sur les marchés de capitaux classiques. Avec cet argent supplémentaire, les MDBs proposent ensuite des prêts aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui doivent être investis dans leurs systèmes éducatifs. Chaque prêt inclut une subvention de l'IFFEd égale à 10% du montant du prêt, permettant de réduire les conditions du prêt, et donc de le rendre plus concessionnel.

Les pays doivent respecter plusieurs conditions pour être éligibles à un prêt IFFEd : ils doivent avoir un plan d'action crédible pour le secteur éducatif, s'engager à augmenter leur dépense publique dans l'éducation, avoir la capacité de supporter un endettement additionnel, s'engager à adopter des approches centrées sur les résultats et le suivi de la performance, et s'engager à intégrer les enfants les plus marginalisés dans leurs actions pour l'éducation. L'IFFEd est un instrument financier au service des MDBs : c'est donc celles-ci qui auront la charge de sélectionner les pays bénéficiaires et de s'assurer qu'ils respectent bien ces conditions.

L'avantage principal de l'IFFEd serait sa capacité à générer un effet de levier extrêmement important sur les contributions des donateurs. Ainsi pour un dollar versé par les donateurs en garantie, 0,15 dollars sont immédiatement encaissés par l'IFFEd, le reste étant uniquement déboursé en cas de défaut. Or, un dollar de garantie de l'IFFEd doit permettre à une banque de développement de lever quatre dollars sur les marchés de capitaux. Par conséquent, l'effet de levier de l'IFFEd est estimé à x27 (i.e., 0,15 dollars en garantie permettant un prêt de 4 dollars pour l'éducation). En incluant la part des subventions prévues par l'IFFEd pour rendre les prêts plus concessionnels, l'effet de levier est estimé à x7.

L'IFFEd aurait également l'avantage d'augmenter la mobilisation de ressources domestiques pour l'éducation par les pays bénéficiaires (car il s'agit d'une des conditions d'éligibilité), ce qui accompagne les pays dans la pérennisation financière de leur système éducatif. Enfin, l'IFFEd a été pensé comme un instrument financier à la gouvernance simple qui s'appuierait sur les banques de développement, et non comme une nouvelle structure à part entière comme Education Cannot Wait ou le Partenariat Mondial pour l'Education. Ainsi, elle ne viendrait pas fragmenter davantage l'architecture mondiale du financement de l'éducation en ajoutant une nouvelle structure où seront répliqués les débats qui traversent déjà les instances de gouvernances des autres initiatives multilatérales.

Le caractère innovant de l'IFFEd est cependant source de complexité : des donateurs interrogés concèdent qu'il est parfois difficile d'expliquer le fonctionnement du mécanisme à d'autres donateurs potentiels. L'IFFEd prévoit de plus de cibler les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ce qui exclut les pays les plus vulnérables aux besoins les plus massifs, qui sont souvent la priorité en matière de financement des grands bailleurs internationaux. Enfin, la création de ce nouveau mécanisme de financement au sein d'un écosystème déjà fragmenté et disparate augmente le risque déjà présent de cannibalisation et de concurrence entre ces initiatives ; la capacité de l'IFFEd à attirer de nouvelles sources de financement au service de l'éducation n'étant pas démontrée.

### Conclusion

Compte tenu des objectifs à atteindre d'ici à 2030 dans le cadre de l'ODD 4, le déficit annuel de financement de l'éducation est estimé à près de 200 milliards de dollars par an. Aggravé par la pandémie de Covid-19 et ses conséquences désastreuses sur l'éducation à l'échelle mondiale, ce déficit risque de se creuser encore davantage sous l'effet de la crise économique actuelle et de la pression qu'elle exerce sur les budgets nationaux. Or les défis demeurent majeurs, tant au niveau de l'accès à l'éducation pour tous que de la qualité de celle-ci, comme le souligne l'analyse des contextes éducatifs des trois pays illustrés dans ce rapport.

La finance innovante est un levier puissant d'augmentation des ressources consacrées à l'éducation, via la mobilisation de nouvelles sources de financement, et l'amélioration de l'efficacité du capital alloué à ce secteur. Pourtant, les instruments de financements innovants n'ont pas encore atteint leur plein potentiel en matière de soutien à l'éducation et restent utilisés à trop petite échelle. L'éducation se distingue d'autres domaines parce qu'elle est avant tout une prérogative de l'Etat qui en fixe souverainement les priorités. Les horizons de retour sur investissement et de matérialisation de l'impact des financements y sont de plus particulièrement longs. Ces caractéristiques mènent donc à une sur-représentation des gouvernements domestiques et grands bailleurs internationaux dans le financement de l'éducation ainsi qu'à la prédominance des approches de financement basées sur la subvention. Le secteur peine encore à attirer des sources plus diverses de capital, en provenance d'acteurs philanthropiques et non traditionnels, notamment privés (e.g., fondations, responsabilité sociale et environnementale des entreprises, banques développement, investisseurs à impact). Alors que les mécanismes de financement plus innovants et non basés sur la subvention (e.g., finance aux résultats, structures de capital mixtes et concessionnelles, investissement à impact) font leur apparition, ils représentent encore une faible part dans le total des transactions de finance innovante.

Ce rapport identifie une série d'opportunités pour l'application de la finance innovante en fonction de différents contextes, en s'appuyant sur l'exemple de trois pays distincts: le Niger, le Guatemala et le Bangladesh. La mobilisation de nouvelles sources de financement pour l'éducation peut s'appuyer non seulement sur les fonds de subventions multi-parties dédiés à l'éducation (e.g., PME, *Education Cannot Wait*), mais aussi les fonds mixtes visant à mobiliser l'investissement privé via l'usage de garanties ou de capital concessionnel (e.g., IFFEd), les fonds d'investissement à impact ou encore les obligations de la diaspora. Les approches de financement aux résultats (e.g., contrats à impact, subventions ou prêts liés aux résultats) permettent quant à elles de renforcer l'efficacité et la transparence des ressources mobilisées en les liant directement à l'impact, tout en participant à la transformation des pratiques du secteur. La finance innovante peut ainsi, déployée à son plein potentiel, permettre de

soutenir, renforcer et développer l'éducation publique, par la mobilisation et l'allocation de ressources additionnelles, prévisibles et stables sur la durée. Elle peut par ailleurs, également jouer un rôle majeur dans le soutien et le développement du secteur privé à but non lucratif, à travers le renforcement de l'offre éducative privée seulement comme complément de l'offre éducative publique garantie par l'état. Celle-ci a en effet le potentiel de mettre en œuvre des outils de financement adaptés (e.g., Social Success Notes, Social Impact Incentives, fonds d'investissement à impact), à mêmes de lever les barrières d'accès au capital de ces structures émergeantes telles que les entreprises sociales ou les startups de la EdTech. Il demeure toutefois crucial que le déploiement de la finance innovante au profit du secteur privé puisse concourir au renforcement de l'éducation comme comme bien public et ne nourrisse pas de dynamiques de rentabilité et de commercialisation car « la recherche du profit est incompatible avec l'engagement de garantir un enseignement pré-primaire, primaire et secondaire gratuits » comme l'affirme le Rapport Mondial de suivi de l'Education 2021 de l'Unesco.

Encore largement méconnus, les outils de la finance innovante devront être adoptés dans le futur par une plus grande diversité d'acteurs (i.e., organisations philanthropiques, gouvernements locaux, investisseurs commerciaux), afin de changer d'échelle, de participer à combler le déficit de financement et de relever les défis de l'éducation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

# Annexes

1. Tableau de synthèse des instruments présentés

Instrument	Avantages	Limites				
CONTRIBUTIONS	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
Fonds de subvention multi- parties Fonds provenant de plusieurs donateurs sous une même entité.	<ul> <li>Impact plus important que les contributions individuelles.</li> <li>Réduction des coûts de transaction grâce à la mise en commun des fonds dans une structure unique.</li> <li>Adapté aux interventions d'urgence nécessaires dans les pays sujets à des catastrophes humaines et naturelles.</li> <li>Flexibilité, les fonds peuvent financer un large éventail d'interventions et d'acteurs.</li> <li>Alternative de financement lorsque la dette/les fonds propres ne sont pas une option.</li> </ul>	<ul> <li>Ne constitue pas une source de financement durable et doit être réapprovisionné régulièrement.</li> <li>Long délai de mise en œuvre, d'opérationnalisation du fonds et d'intégration des contributeurs.</li> <li>Risques de cannibalisation et de dispersion entre les véhicules.</li> <li>Risque structurel de perte de financement entre le fonds multilatéral, les intermédiaires et les bénéficiaires finaux.</li> </ul>				
Transferts conditionnels de fonds  Le tiers payeur fournit de l'argent directement aux ménages qui répondent à des critères spécifiques.	<ul> <li>Contribue à éliminer les obstacles financiers pour les familles.</li> <li>Le lien avec l'impact garantit l'efficacité des financements mobilisés par les donateurs.</li> <li>Structure simple et éprouvée qui peut être facilement mise en œuvre à grande échelle.</li> <li>Réduit le coût d'opportunité pour les familles d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'au travail.</li> </ul>	<ul> <li>Peut créer une situation de dépendance du pays et des ménages bénéficiaires vis-à-vis du donateur.</li> <li>Possible lourdeur du processus de vérification prouvant que le bénéficiaire respecte les termes du contrat.</li> </ul>				
FINANCE AU RÉSI	JLTAT					
Subventions liées à la performance  Les ressources allouées par le donateur dépendent des performances du bénéficiaire sur un	<ul> <li>Encourage les acteurs à suivre et à améliorer la performance de leurs opérations.</li> <li>Informe le gouvernement des arbitrages budgétaires.</li> <li>Maximise l'efficacité des ressources mobilisées par les donateurs.</li> </ul>	<ul> <li>Ne constitue pas une source de financement durable et doit être réapprovisionné régulièrement.</li> <li>Nécessite de solides systèmes de rapport et d'audit pour suivre les indicateurs, ce qui</li> </ul>				

ensemble d'indicateurs prédéfinis.	<ul> <li>Flexibilité, peut être alloué à une grande variété d'acteurs.</li> </ul>	représente un coût supplémentaire.  • Les bénéficiaires doivent avancer les fonds avant que les résultats attendus ne se concrétisent, ce qui peut entraîner des problèmes de trésorerie et une diminution de la capacité financière.
Contrats à Impact  Les investisseurs privés préfinancent une intervention et sont remboursés par les payeurs finaux en fonction de l'atteinte du niveau d'impact.	<ul> <li>Permettre au prestataire de services de démontrer l'impact des interventions, facilitant ainsi leur éventuelle mise à l'échelle et leur diffusion nationale.</li> <li>Garantir au payeur final que les ressources qu'il fournit ont un impact.</li> <li>Transférer le risque d'exécution des payeurs finaux aux investisseurs.</li> <li>Encourager l'innovation chez les prestataires de services afin d'accroître l'efficacité et d'obtenir un impact plus important.</li> <li>Permettre le financement de projets non commerciaux et d'entreprises sociales qui ne sont pas encore rentables.</li> </ul>	<ul> <li>Ne constitue pas une source de financement durable.</li> <li>Généralement, la petite taille du ticket peut conduire à une absorption insuffisante des coûts.</li> <li>Instruments de financement élaborés et coûteux à structurer.</li> <li>La collaboration avec les gouvernements pour intégrer les pratiques au niveau national peut être complexe dans certains contextes.</li> </ul>
Prêts liés à la performance  Les conditions de décaissement et/ou de remboursement varient en fonction des performances de l'emprunteur sur une série d'indicateurs.	<ul> <li>Très polyvalent, il peut être appliqué à petite et grande échelle.</li> <li>Instaure une culture du résultat et de la transparence chez l'emprunteur.</li> <li>Entraîne une plus grande collaboration entre le prêteur et l'emprunteur.</li> <li>Renforce la solvabilité des entreprises d'impact, débloquant ainsi l'accès à davantage de financement par emprunt.</li> <li>Offre un financement concessionnel lorsque les objectifs sont atteints.</li> <li>Nature durable, le remboursement de la dette peut être réutilisé pour</li> </ul>	<ul> <li>Nécessite des systèmes         d'information robustes pour         l'évaluation, ce qui représente         un coût supplémentaire.</li> <li>L'emprunteur doit être         relativement solvable et         disposer de sources de         revenus, excluant de facto de         nombreuses structures actives         dans le contexte de         l'éducation</li> </ul>

soutenir d'autres projets générateurs d'impact.

#### STRUCTURES DE CAPITAL MIXES OU CONCESSIONELLES

#### Social Success Notes (SSN)

L'impact obtenu par l'entreprise sociale est récompensé par des paiements supplémentaires des payeurs finaux directement aux investisseurs, améliorant ainsi leur retour sur investissement.

- Donne accès au financement à des organisations qui ne peuvent accéder au financement par emprunt en raison de leur maturité et d'un profil jugé trop risqué par les investisseurs traditionnels.
- Permet de tirer parti des capitaux publics et philanthropiques pour attirer des investissements à plus grande échelle dans l'éducation.
- Renforce la solvabilité des entreprises sociales, débloquant ainsi l'accès à des structures de financement commercial plus traditionnelles.

- Ne convient pas aux contextes où l'enseignement privé n'est pas répandu, car les porteurs de projets financés doivent avoir une activité commerciale.
- Pas très bien connu des investisseurs et des donateurs car il n'a été mis en œuvre qu'à petite échelle.
- Nécessite une évaluation rigoureuse, ce qui représente un coût supplémentaire.

### International Finance Facility for Education (IFFed)

Financement concessionnel et garanties pour les LMICS par le biais des banques de développement.

- Traités comme des quasifonds propres dans les bilans des banques de développement, ce qui augmente le montant maximum des prêts qu'elles peuvent souscrire et leur permettrait ainsi de lever davantage de fonds sur les marchés de capitaux conventionnels.
- Chaque prêt comprendra une subvention de l'IFFed qui équivaut à 10 % du montant du prêt, ce qui permettrait de réduire les conditions du prêt pour le rendre plus concessionnel.
- Pourrait générer un effet de levier extrêmement important sur les contributions des donateurs. Un dollar de garanties IFFed devrait permettre à une banque de développement

- Complexité: les donateurs admettent qu'il est parfois difficile d'expliquer le fonctionnement du mécanisme à d'autres donateurs potentiels.
- Les normes d'éligibilité élaborées excluent certains pays (par exemple, ceux qui n'ont pas la capacité d'assumer une dette supplémentaire).

- de lever quatre dollars sur les marchés des capitaux.
- Vise à augmenter la mobilisation des ressources nationales pour l'éducation par les pays bénéficiaires, ce qui aide les pays à assurer la viabilité financière de leur système éducatif.
- Une gouvernance simple qui s'appuie sur les banques de développement, et qui ne fragmente donc pas davantage l'architecture mondiale du financement de l'éducation en ajoutant une nouvelle structure.

#### **AUTRE**

#### Émission obligataire dédiée à l'éducation

L'emprunteur s'engage à utiliser le produit du prêt pour financer des initiatives d'amélioration de l'éducation.

- Des investissements simples et peu risqués, offrant des taux conformes au marché.
- Intéressant pour les investisseurs privés et publics qui ne sont pas nécessairement axés sur l'impact.
- Approprié pour financer des interventions à grande échelle.
- L'emprunteur doit avoir une situation financière saine et une dette maîtrisée, ainsi qu'un accès au marché des capitaux, ce qui n'est pas le cas pour de nombreux PFR-PRI qui doivent utiliser comme intermédiaires des banques de développement ayant des cotes de crédit plus favorables.
- Risque que le gouvernement réduise les dépenses dans d'autres domaines pour rembourser le prêt.
- Les montants collectés peuvent ne pas représenter un financement supplémentaire et simplement remplacer des prêts déjà consentis pour l'éducation.

### Fonds d'investissement à impact

Les investisseurs transfèrent leur capital dans un fonds, qui investit dans une variété de véhicules en mettant l'accent sur l'impact.

- Offrir aux acteurs traditionnels de l'investissement la possibilité de se positionner dans le secteur de l'impact.
- Renforcer l'autonomie du secteur de l'éducation en soutenant des projets économiquement viables.
- Sont plus ouverts à la prise de risque et apportent un
- Se concentrer uniquement sur les activités ayant un potentiel générateur de revenus, en excluant la plupart des initiatives éducatives qui ne sont pas de nature commerciale ou dont les perspectives de rendement financier sont trop éloignées dans le temps.

soutien supplémentaire aux marchés financiers locaux, qui sont plus prudents quant au financement de projets éducatifs dont les modèles économiques n'ont pas fait leurs preuves.

- Le portefeuille d'initiatives prêtes à investir dans le secteur de l'éducation et dans les pays en développement est actuellement très réduit.
- Les modèles existants ont le plus souvent besoin d'un financement plus concessionnel ou d'un soutien en nature supplémentaire important pour les aider à se développer et à s'étendre.

# 2. Données utilisées dans l'analyse des contextes pays

	Niger	Guatemala	Bangladesh	Médiane pays étudiés			
DEMOGRAPHIE	DEMOGRAPHIE						
Population (millions)	25	17	166	12			
Croissance démographique (%)	3,7%	1,5%	1%	1,4%			
Population <15 ans (%)	49,5%	32,9%	26,3%	30,8%			
Densité de population (habitants/m²)	19,8	159,7	1277,6	78,6			
Population rurale (%)	83,2%	47,6%	61,1%	46,8%			
POLITIQUE							
Global Peace Index De 1 (du plus pacifique) à 5 (au moins pacifique)	2,7	2,1	2,1	2,1			
Indice d'instabilité politique De 1 (du plus stable) à 5 (au moins stable)	4	2	2,7	2,9			
Corruption perception index De 0 (pire) à 100 (mieux)	31	25	26	34			
ÉCONOMIE	ÉCONOMIE						

Catégorie de revenu	Faible	Intermédiaire supérieur	Intermédiaire inférieur	NA
PIB/habitant (\$) US\$ PPP 2017	1 310 \$	9 769 \$	6 613 \$	8 144 \$
Croissance économique (%) Moyenne des 5 dernières années	4,6%	3,3%	6,4%	2,1%
Population sous le seuil de pauvreté (%) Seuil de pauvreté national	40,8%	59,3%	24,3%	26,8%
Indice de GINI De 0 (mieux) à 100 (pire)	37,3	48,3	32,4	38,7
FINANCE				
Financial Market Development Index De 1 (pire) à 5 (mieux)	NC	4,9	3,6	3,8
Credit rating De 0 (pire) à 100 (mieux)	0	43	40	31
Ease of Doing Business Index De 0 (pire) à 100 (mieux)	56,8	62,6	45	59,7

## 3. Liste des entretiens menés

	PERSONNES INTERVIEWÉES	ORGANISATION	FONCTION
AFD	Veronika Chabrol	Agence Française de Développement (AFD)	Deputy Head Education & Employment
Federal Ministry for Economic Cooperation and Development	Marianna Knirsch	BMZ - Federal Ministry for Economic Corporation and Development	Senior Policy Advisor Education
CMON-PREF	Abdelkader Galy	CAMOS - Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre et au suivi du Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation du Niger	Président
coalition EDUCATION	Léa Rambaud	Coalition Education	Project Manager
CONVERGENCE BLENDING GLOBAL FINANCE	Andrew Apampa Krishna Malhotra	CONVERGENCE	Manager, part of the Content Team Senior Associate
CANNOT WAIT	Graham Lang	Education Cannot Wait (ECW)	Chief of Education
EOF SUND	Jared Lee	Education Outcomes Fund (EOF)	Chief Programs Officer
GRAYMATTERS CAPITAL	Srinita Mitra	Gray Matters Capital	Venture Manager
IGI	Marcia Parada	LGT Venture Philanthropy	Investment Manager
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands	Loes Van Driel	Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands	Program Manager Innovative Finance
PROPARCO GEOUPE AGENCE PRANCAGE DE DIVELOPPEMENT	Claire Devey Pauline Boulanger Eric Zontstop	PROPARCO	Senior Investment Officer Investment Officer Senior Investment Officer
Sida	Helena Reutersward	Swedish International Development Co-operation Agency (Sida)	Senior Policy Specialist

the Education Commission	Nick Vaughan	The Education Commission	Special Adviser, Innovate Finance
<u> </u>	Paula Razquin	UNESCO	Program Specialist

# 4. Liste des instruments identifiés

Instrument	Description	Avantages	Inconvénients	Exemples d'initiatives
Structures de capit	al mixes ou concessionnelles			
d'investissement pour l'éducation	Véhicule d'investissement commun qui investit dans des start-ups de l'éducation et des entreprises sociales en échange d'une participation dans ces entreprises.	<ul> <li>Mobilise des ressources supplémentaires pour des initiatives prometteuses.</li> <li>Soutient les bénéficiaires des investissements dans le développement de leurs activités et leur croissance.</li> <li>Promeut l'innovation.</li> </ul>	Exige un potentiel de croissance et de rentabilité futures.	
Fonds de capital investissement (private equity)	Fonds de capital-investissement classique (cherchant à obtenir des rendements financiers) qui investit dans des entreprises du secteur de l'éducation (e.g., EdTech).	<ul> <li>Permet la mise à l'échelle de solutions innovantes avec des modèles économiques viables dans le secteur de l'éducation.</li> </ul>	Investit uniquement dans des activités génératrices de revenus, excluant de facto la plupart des initiatives en matière d'éducation par sa nature de bien public à valeur non commerciale.	Acumen Latin     America Early     Growth Fund     (ALEG)
Prêts étudiants	Prêts assortis de conditions favorables (délais de remboursement allongés, taux d'intérêt réduits) destinés aux étudiants, notamment ceux issus de milieux défavorisés, pour financer leurs études supérieures.	<ul> <li>Donne accès à l'enseignement supérieur à des jeunes qui, autrement, n'auraient peutêtre pas pu en bénéficier.</li> <li>Largement disponible et facilement accessible.</li> <li>Simple à mettre en place.</li> </ul>	Risque élevé de défaillance par rapport à d'autres prêts/ mécanismes de financement.	<ul> <li>Programme         LEAP</li> <li>African         Student         Financing         Facility</li> </ul>
Émission obligataire dédiée à l'éducation	Obligation émise par un organisme à faible risque (gouvernement, banque de développement) dont les fonds sont ensuite utilisés pour financer des projets d'éducation.	<ul> <li>Permet de lever des fonds importants.</li> <li>Instrument standard, simple à structurer.</li> </ul>	Exige un émetteur financièrement solide, capable de rembourser les fonds levés (excluant les pays mal notés sur les marchés financiers souvent	<ul> <li>EYE Bond</li> <li>Obligation de soutien à l'éducation Afrique/ Japon</li> </ul>

		<ul> <li>Permet de lever des capitaux auprès d'investisseurs individuels.</li> </ul>	aux besoins les plus importants).	
Prêt relais	Un prêt relais permet de surmonter les délais importants pouvant exister entre l'engagement financier d'un donateur pour un projet et la réception effective du financement, en avançant des fonds aux opérateurs, qui les remboursent à réception.	<ul> <li>Accélère l'accès au financement et permet de gagner du temps pour le déploiement du projet ou l'achat de produits de base.</li> <li>Investissement à fort impact avec un risque très faible pour les prêteurs.</li> <li>Permet un remboursement rapide et une réutilisation des fonds, multipliant ainsi l'impact d'une seule enveloppe financière.</li> </ul>	Utilisable uniquement dans des contextes très spécifiques pour des dépenses pour lesquelles il existe déjà un engagement financier.	UNICEF Bridge Fund
Partenariat Public Privé (PPP)	Contrat à long terme entre une agence gouvernementale (et/ ou un donateur) et le secteur privé dans lequel le partenaire privé fournit et finance des services publics.	<ul> <li>Mobilise l'expertise du secteur privé qui peut améliorer l'efficacité et la rapidité du service public.</li> </ul>	Le secteur privé peut négliger certains aspects du service public au profit de la rentabilité du projet.	• Partnership Schools au Liberia (PSL)
Obligation de la diaspora	Obligations émises par un pays pour lever des capitaux auprès de ses ressortissants expatriés.	<ul> <li>Attire de nouvelles sources de capitaux en les rendant plus propices à l'investissement des particuliers.</li> <li>Donne accès à des prêts à des taux plus avantageux et sur des durées plus longues que le marché grâce à une "décote patriotique".</li> <li>Sécurise les fonds de manière simple et peu coûteuse.</li> </ul>	<ul> <li>Présuppose que le pays émetteur dispose d'une diaspora importante, financièrement aisée et patriotique.</li> <li>Nécessite la mise en place de mécanismes de garantie/ de protection des investisseurs (e.g., garanties partielles ou totales d'un organisme donateur assurant le paiement des coupons et le</li> </ul>	<ul> <li>Obligation de la diaspora du Bangladesh</li> <li>Obligation de la diaspora d'Inde</li> <li>Obligation de la diaspora d'Israël</li> </ul>

		Permet de mobiliser des fonds à grande échelle pour répondre aux besoins de financement des programmes de développement.	remboursement du principal en cas de défaillance).  • Une certaine stabilité politique et économique est nécessaire pour que l'investissement ne soit pas perçu comme trop risqué.  • Les projets financés par ces obligations doivent générer des flux de revenus de classe "AA".	
Microcrédit aux étudiants/ familles	Financement fourni directement aux étudiants ou à leurs familles par des institutions non bancaires pour financer l'accès à l'éducation.	<ul> <li>Faible montant des prêts permettant de toucher un grand nombre de bénéficiaires.</li> <li>Instrument bénéficiant généralement prioritairement aux femmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en moyenne plus susceptibles de rembourser que les hommes.</li> </ul>	Taux de défaillance relativement élevés.	
Fonds multilatéral pour l'éducation	Instrument visant à agréger durablement des fonds provenant de donateurs, de gouvernements nationaux et de sources privées autour d'une problématique donnée en associant des mécanismes de financement traditionnels et innovants, ainsi qu'à fournir un soutien technique pour accélérer la mise en place des mesures pertinentes pour les systèmes éducatifs nationaux.	<ul> <li>Efficacité accrue par la mise en commun de fonds issus de multiples sources permettant de réduire les coûts de transaction et de coordonner le déploiement des fonds.</li> <li>Assistance technique permettant d'augmenter les chances de succès.</li> </ul>	Complexe à structurer en raison du nombre d'acteurs impliqués.	• Le Mécanisme de Financement Mondial de la Banque Mondiale (The Global Financing Facility)

Fonds de capitaux renouvelables (Revolving fund)	Fonds dans lequel le capital levé pour des instruments financiers est réutilisé, ou renouvelé, après avoir été utilisé une première fois.	<ul> <li>Permet une réutilisation et un redéploiement du capital plusieurs fois pendant la durée de vie du fonds.</li> </ul>	Le cycle de vie du fonds peut être assez long pour certains types de projets, empêchant parfois un redéploiement du capital à plusieurs reprises.	
	Fonds dont les investissements sont réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable, parallèlement à un rendement financier.	<ul> <li>Outil financier très populaire qui attire de nouvelles sources de capitaux dans le secteur de l'éducation en le rendant accessible aux investisseurs commerciaux.</li> <li>Finance durablement des projets à fort impact, ce qui permet de renforcer l'autonomie du système éducatif.</li> </ul>	<ul> <li>Les horizons d'investissements         (~7 ans) ne sont pas alignés sur         des rendements financiers         réellement associés à des         résultats éducatifs.</li> <li>Ne peut cibler que des projets         financièrement viables, ce qui         exclut souvent l'éducation         publique.</li> <li>Nécessite un environnement         commercial relativement         solide.</li> <li>Manque d'outils et de         méthodologies de mesure         d'impact, notamment des         effets indirects.</li> </ul>	
Microcrédit aux écoles	Microcrédits offerts aux écoles (moyennant des frais), par des institutions financières non bancaires sur le modèle du microcrédit et pouvant être associés à d'autres formes de soutien (formation à la gestion financière, etc.).	<ul> <li>Permet aux organisations qui ne sont pas éligibles au crédit auprès des banques traditionnelles d'accéder à des capitaux.</li> </ul>	Les écoles doivent générer un revenu afin de rembourser le crédit, ce qui rend l'instrument plus applicable aux écoles privées.	IDP Rising     Schools     Programme
Mécanismes de fina	ancement basés sur les résultats			
Education Outcomes Fund	Fonds alimenté par des investisseurs, pour financer des opérateurs réalisant des projets autour de l'éducation. Les	Attire des capitaux de diverses sources.	Complexe à structurer en raison du nombre d'acteurs impliqués.	

	investisseurs sont remboursés par les tiers-payeurs ou payeurs finaux en fonction de l'atteinte d'objectifs prédéfinis certifiés par un évaluateur indépendant.	<ul> <li>Sert de preuve de concept pour des solutions éducatives innovantes grâce à une évaluation de leur impact.</li> <li>Réduit les coûts de transaction en mettant en commun plusieurs projets.</li> <li>Contribue à renforcer les écosystèmes locaux, notamment sur la culture du résultat et de la transparence.</li> </ul>	Nécessite des résultats mesurables et directement attribuables à l'intervention.	
Contrat de financement basé sur la performance	Contrat dans lequel un opérateur ne reçoit des paiements que si des objectifs prédéfinis sont atteints.	<ul> <li>Incite l'opérateur à atteindre des résultats prédéfinis.</li> <li>Permet de lier le financement à des résultats concrets.</li> </ul>	<ul> <li>Peut poser des problèmes de trésorerie à l'opérateur, qui doit avancer les fonds pour réaliser l'intervention susceptible de déclencher un paiement.</li> <li>Fait peser le risque sur l'opérateur, ce qui peut limiter l'attrait des opérateurs pour ce type de financement.</li> </ul>	<ul> <li>Projet SKY d'Helvetas</li> </ul>
Transfert Conditionnel de Fonds (TCF)	Les bénéficiaires (ménages vulnérables) reçoivent des paiements en espèces d'un tiers-payeur s'ils remplissent certaines conditions (par exemple, envoyer leurs enfants à l'école).	<ul> <li>Structure simple pouvant être mise en œuvre unilatéralement par le tiers-payeurs (surtout s'il s'agit d'un gouvernement), et à grande échelle.</li> <li>Assure l'optimisation des ressources pour le payeur final.</li> </ul>	<ul> <li>Un processus de vérification individuelle approfondi est nécessaire.</li> <li>Potentiellement coûteux pour les gouvernements aux budgets limités.</li> </ul>	• Guatemala Catch up clubs
Aide basée sur le paiement à la livraison (Cash on Delivery Aid)	Les donateurs paient pour des progrès mesurables et vérifiables sur des résultats spécifiques (e.g., 100\$ pour chaque enfant qui termine l'école primaire dont les résultats sont au- dessus de l'évaluation de référence).	<ul> <li>Renforce la responsabilité du gouvernement envers les citoyens.</li> <li>Permet de mettre l'accent sur les résultats et de soutenir l'innovation.</li> </ul>	<ul> <li>Nécessite des informations fiables et précises sur la mesure des résultats.</li> <li>Les paiements ne sont effectués qu'une fois les résultats atteints, ce qui peut</li> </ul>	

			poser des problèmes de trésorerie.	
Contrat d'échange de dette	Transaction dans laquelle un prêteur annule la dette d'un pays emprunteur, à condition que l'emprunteur investisse une certaine somme d'argent (libérée par l'annulation de la dette) dans le secteur de l'éducation.	Réduit les problèmes de surendettement des pays bénéficiaires, tout en leur permettant d'investir dans l'éducation.	<ul> <li>Ne peut être appliqué que dans des contextes très spécifiques au niveau des États (existence d'une dette que l'État prêteur peut se permettre d'annuler).</li> <li>En fonction de la maturité de la dette sous-jacente, les gains budgétaires de l'échange peuvent se réaliser assez lentement.</li> <li>Ne libère pas de financements supplémentaires pour le développement.</li> <li>La fongibilité des budgets des pays débiteurs peut induire une absence d'augmentation significative des budgets consacrés à l'éducation.</li> <li>Exige du pays donateur qu'il surveille attentivement la bonne allocation des fonds ce qui peut réduire l'autonomie du pays emprunteur.</li> </ul>	<ul> <li>Contrat         d'échange de         dette France/         Cameroun</li> <li>Contrat         d'échange de         dette         Allemagne/         Indonésie</li> <li>Contrat         d'échange de         dette Espagne/         Salvador</li> </ul>
Obligation de conversion de dette pour le développement (Debt Conversion Development Bond - DCDB)	Autre type d'échange de dettes : les créanciers annulent un prêt et le pays bénéficiaire utilise l'espace fiscal ainsi créé pour émettre une obligation qui sera remboursée avec l'argent qui aurait dû servir à rembourser la dette initiale. Le produit de ces obligations est utilisé pour financer des projets de développement notamment dans l'éducation.	Contrairement à un échange de dette où le pays bénéficiaire « gagne » de l'argent à plusieurs échéances (par l'annulation des remboursements), cette obligation donne accès à de l'argent immédiatement par le biais d'une nouvelle émission.	<ul> <li>Mêmes inconvénients que pour un contrat d'échange de dette.</li> <li>Peu de contextes où l'instrument peut s'appliquer.</li> <li>Le pays bénéficiaire doit avoir un besoin immédiat d'augmenter de manière significative les dépenses en matière d'éducation, et doit être en mesure de dépenser les</li> </ul>	

			fonds rapidement et efficacement (risque de goulots d'étranglement).	
Contrat à Impact	Les investisseurs fournissent un financement initial pour les programmes de développement, et sont ensuite remboursés et rémunérés par un payeur final ou tiers-payeur (donateur, gouvernement) si les programmes atteignent des résultats convenus à l'avance et certifiés par un évaluateur indépendant.	<ul> <li>Permet de lier les paiements à un impact quantifié sur la base d'indicateurs prédéfinis.</li> <li>Transfère les risques aux investisseurs.</li> <li>Encourage l'innovation pour les opérateurs et permet de prouver la pertinence de leurs modèles avant le passage à l'échelle.</li> </ul>	<ul> <li>Nécessite la définition d'indicateurs attribuables et mesurables.</li> <li>Coûteux et complexe à structurer étant donné le grand nombre de parties prenantes, et les montants relativement faibles des Contrats à Impact (coûts de transaction élevés).</li> </ul>	<ul> <li>Early         Childhood         Education         Social Impact         Bond</li> <li>Educate Girls         Development         Impact Bond         Development         Impact Bond</li> <li>South Africa         Development         Impact Bond</li> <li>Quality of         Education India         Development         Impact Bond</li> </ul>
Rachat de dette (Loan-Buy Down)	Le donateur rembourse une partie du prêt ou des intérêts en fonction de la réalisation de résultats prédéfinis. L'argent est généralement mis de côté par le donateur dans un fonds fiduciaire.	<ul> <li>Intéressant pour les pays qui, autrement, ne contracteraient pas de prêts et où les éléments déclencheurs du rachat sont des résultats ou des réformes qui ne pourraient pas être atteints autrement.</li> <li>Les rachats peuvent mettre davantage de ressources à la disposition des grands pays, actuellement plafonnés par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) à 100 millions de dollars.</li> </ul>	<ul> <li>Dans le cas d'un rachat au début du prêt, il y a un risque d'augmenter l'endettement d'un pays s'il n'atteint pas les objectifs.</li> <li>Comme pour tout mécanisme de financement basé sur les résultats, les indicateurs et les objectifs associés doivent être choisis avec soin afin qu'ils soient pertinents pour l'impact recherché et qu'ils puissent être facilement contrôlés.</li> <li>En tant qu'instrument de dette, il peut ne pas être suffisamment attractif pour les</li> </ul>	Buy Down     China for     Education

Subvention à la performance	Dispositif qui accorde des subventions en fonction de la réalisation d'objectifs prédéfinis sur des indicateurs spécifiques. Les bénéficiaires peuvent être privés (ONGs) ou publics (gouvernements locaux, écoles publiques, etc.).	Améliore l'optimisation des ressources tout en transformant les pratiques des bénéficiaires en instaurant une culture du résultat et de la transparence.	pays traditionnellement financés par des subventions et peut encourager les donateurs à augmenter les prêts au détriment des subventions.  • Comme ce mécanisme reste un don, il ne permet pas d'attirer de nouveaux acteurs vers le financement de l'éducation. • Peut poser des problèmes de trésorerie aux bénéficiaires des fonds (besoin de fonds de roulement pour préfinancer les interventions).	<ul> <li>"Engagements de performance" du Pérou</li> <li>Mécanisme de subvention à la performance pour les écoles au Cameroun</li> </ul>
Note (SSN)/ Social Impact Incentives (SINC)	SSN - Les donateurs fournissent des retours supplémentaires à un investisseur traditionnel si l'investissement dans l'entreprise sociale produit des résultats sociaux préalablement convenus.  SINC - Les donateurs récompensent les entreprises par des primes si l'entreprise ou le projet social produit des résultats préalablement convenus, fournissant des revenus supplémentaires et améliorant la rentabilité pour attirer les investissements à grande échelle.	<ul> <li>Mobilise des fonds publics ou philanthropiques pour catalyser l'investissement privé sur des marchés peu attractifs présentant un fort potentiel d'impact positif.</li> <li>Génère des revenus supplémentaires (SINC), permettant aux entreprises d'attirer des investissements à grande échelle.</li> <li>Plus facile à structurer et plus flexible que d'autres instruments comparables (e.g., contrats à impact)</li> <li>Peut être combiné avec tout type d'investissement provenant de tout type d'investisseur</li> </ul>	<ul> <li>Exige la mesure précise des résultats sociaux générés par un évaluateur indépendant.</li> <li>Les entreprises sociales doivent avoir un modèle économique générateur de revenus, ce qui exclut de facto un grand nombre d'interventions dans le domaine de l'éducation.</li> </ul>	

Prêt à la performance	Un prêteur alloue une enveloppe de prêt progressivement décaissée au fur et à mesure de la réalisation d'objectifs prédéfinis sur la base d'indicateurs spécifiques.	<ul> <li>Réduit les coûts de transaction et rationalise la coordination entre le prêteur et le bénéficiaire.</li> <li>Améliore la transparence grâce à un reporting régulier sur les indicateurs.</li> <li>Encourage la réalisation des objectifs du projet.</li> </ul>	<ul> <li>Le processus d'évaluation des performances peut être préjudiciable aux projets éducatifs, car il met l'accent sur la rémunération financière plutôt que sur les besoins de développement.</li> <li>En cas d'objectifs irréalistes ou inflexibles, il peut restreindre l'accès aux fonds.</li> </ul>	<ul> <li>Programme de prêt à la performance pour l'éducation en Tanzanie</li> </ul>
Mécanismes d'atté	nuation de risque		,	
Fonds catalytique	Fonds utilisant divers instruments (garanties, dons etc.) pour dé-risquer les projets et ainsi attirer de nouveaux investisseurs.	<ul> <li>Effet de levier élevé sur le capital investi.</li> <li>Diversification des sources de capital.</li> </ul>	Complexes à structurer étant donner le grand nombre de parties prenantes.	<ul> <li>IFFEd</li> <li>Fonds à effet multiplicateur du Partenariat Mondial pour l'Éducation</li> <li>USAID Catalyze EduFinance</li> </ul>
Garantie	En cas de défaillance de l'emprunteur, le donateur s'engage à lui payer tout ou partie de la somme due, ce qui réduit le risque pour l'emprunteur qui peut ainsi offrir des conditions plus favorables.  La garantie accompagne souvent d'autres mécanismes financiers.	<ul> <li>Permet un investissement à fort impact avec un niveau de risque relativement faible.</li> <li>Les fonds de garantie peuvent permettre un renouvellement du capital, puisque lorsque les projets individuels remboursent leurs prêts, de nouvelles garanties peuvent être émises.</li> <li>Peut instaurer la confiance et encourager le refinancement des mêmes bénéficiaires une fois que la garantie a expiré.</li> </ul>	<ul> <li>Le risque initial de l'emprunteur ne peut être trop élevé, sinon la garantie n'est pas suffisante pour attirer les investisseurs.</li> <li>L'utilisation limitée des garanties comme mécanisme de levier pour l'éducation se traduit par moins d'informations disponibles pour tirer des conclusions - les projets passés n'ont montré qu'une faible augmentation des prêts.</li> <li>Les garanties ne sont pas considérées comme une</li> </ul>	USAID     Development     Credit     Guarantee

			structure de financement mixte durable pour le secteur de l'éducation.	
contrepartie (Matching fund)	Fonds basé sur les dons, dans lequel chaque don génère un don supplémentaire et proportionnel d'un autre acteur.	<ul> <li>Produit un effet de levier sur les dons.</li> <li>Peut encourager les acteurs qui ne feraient pas habituellement de dons.</li> </ul>	<ul> <li>Le manque de transparence peut amener les contributeurs à douter du fonds.</li> </ul>	• UK Aid match
Fonds mixte	Fonds combinant des investisseurs philanthropiques (acteurs publics, Institutions financières de développement etc.) et des acteurs privés. Les financements publics et philanthropiques sont concessionnels et prennent donc un niveau de risque élevé, ce qui permet d'attirer les investisseurs privés en leur proposant des profils risque/rendement plus conformes à leurs standards. Ils sont généralement structurés en plusieurs tranches avec différents niveaux maturité.	<ul> <li>Attire des capitaux privés.</li> <li>Fournit aux investisseurs une première expérience d'investissement dans l'éducation, ce qui peut les amener à réintégrer le secteur à l'avenir.</li> <li>Contrairement à un fonds catalytique, les fonds sont catalysés au moment de la levée de fonds et non sur la base de chaque investissement.</li> </ul>	Complexe à structurer.	Fonds régional pour le financement de l'éducation en Afrique
Mécanisme d'assistance technique	Fourniture d'un soutien aux bénéficiaires, tels que les start-ups dans une industrie sélectionnée, afin d'accroître la transparence, de réduire l'incertitude et donc d'atténuer le risque encouru par l'investisseur. Le soutien peut porter sur n'importe quelle activité de la chaîne de valeur, en fonction des objectifs du mécanisme d'assistance technique.	<ul> <li>Réduit le risque pour les investisseurs en soutenant les bénéficiaires dans le déploiement de leur intervention ou dans le développement de leurs services.</li> <li>L'approche régionale s'est avérée fructueuse, car elle permet une certaine flexibilité entre les différentes régions.</li> </ul>	La mise en place initiale est fastidieuse, car elle nécessite la collaboration de plusieurs partenaires différents.	Centre     d'assistance     technique     financière du     Pacifique

Prêts remboursables en fonction du revenu (Income- Contingent Loan)	Prêt accordé par le gouvernement avec recouvrement de la dette sous forme d'imposition après l'obtention du diplôme. Les charges fiscales cessent lorsque l'étudiant a remboursé la totalité du prêt. Le gouvernement est l'investisseur et partage le risque avec l'étudiant.	<ul> <li>Donne accès à l'éducation supérieure à des étudiants qui, autrement, ne pourraient pas se la permettre.</li> <li>Réduit la charge des étudiants car le niveau des remboursements est lié à leurs revenus futurs.</li> </ul>	<ul> <li>Montant total remboursé par les bénéficiaires plus élevé (par rapport aux prêts ordinaires) en raison d'un délai de paiement beaucoup plus long.</li> <li>Manque de flexibilité de l'instrument pour les bénéficiaires.</li> <li>Applicable uniquement à l'enseignement supérieur.</li> </ul>	
Accord de partage des revenus	Un investisseur privé paie les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur sous la forme d'un placement en actions et reçoit un pourcentage du revenu futur de l'étudiant pendant une certaine période en guise de remboursement de l'investissement. L'investisseur privé et l'étudiant partagent le risque.	<ul> <li>Offre aux étudiants une plus grande flexibilité et une alternative à la souscription d'un prêt étudiant.</li> <li>Réduit la charge pour les étudiants, le niveau de remboursement étant à leurs revenus futurs.</li> </ul>	<ul> <li>Les universités américaines sont aujourd'hui de moins en moins populaires en raison de poursuites judiciaires et de problèmes avec le gouvernement fédéral lié à cet instrument.</li> <li>Les taux d'intérêt sont environ deux fois moins élevés que ceux des prêts étudiants, mais les délais de remboursement sont beaucoup plus longs, ce qui signifie que le montant total à rembourser par l'étudiant est plus élevé.</li> </ul>	<ul> <li>African         Leadership         Finance         Company</li> <li>Lumni</li> </ul>
Contributions volo	ntaires			
Fonds de subventions	Fonds financé par des acteurs publics et/ou privés à vocation exclusivement philanthropique : le fonds verse des dons à des organisations afin qu'elles puissent mettre en œuvre des projets éducatifs.	<ul> <li>Applicable dans n'importe quel contexte puisqu'il n'exige pas de rendement financier (particulièrement adapté aux pays aux revenus faibles ou intermédiaires).</li> <li>Structure simple qui minimise les coûts de transaction par la mise en commun des fonds.</li> </ul>	La dimension philanthropique de cet instrument exclut la plupart des catégories d'investisseurs.	<ul> <li>Child Learning and Education Facility</li> <li>Early Learning and Nutrition</li> <li>Partenariat Mondial pour l'Éducation</li> </ul>

		<ul> <li>Flexibilité permettant d'allouer rapidement des fonds pour les situations d'urgence.</li> </ul>		<ul> <li>Girls Rising and Global Education Fund</li> </ul>
Initiative Fast Track – The Education for All	Partenariat entre les donateurs et les pays en développement pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 4. L'initiative repose sur des engagements mutuels : 1) les pays partenaires ont accepté de donner la priorité à l'enseignement primaire et d'élaborer des plans d'éducation nationaux solides, et 2) les donateurs ont accepté d'accroître leur soutien de manière transparente et coordonnée.	<ul> <li>Permet de mobiliser d'importantes sommes d'argent.</li> <li>Incite le pays bénéficiaire à donner la priorité à l'éducation.</li> <li>Meilleure efficacité du fait de la coordination de l'aide des donateurs.</li> </ul>	Long et complexe à structurer et à mettre en place du fait de la nécessité de coordonner le grand nombre de parties prenantes.	The Education for All Fast Track Initiative
Fonds d'héritage international	Fonds conçu pour recevoir des dons à une date ultérieure, lorsqu'un legs ou une stratégie de planification successorale similaire prend effet.	<ul> <li>Dans certains cas, un avantage fiscal est applicable.</li> <li>Différents types de biens peuvent être donnés.</li> </ul>	<ul> <li>Les dons ne prennent effet qu'à une date future non définie.</li> <li>Exigences administratives pour réclamer la succession.</li> </ul>	
Fonds d'épargne des touristes pour le développement	Mécanisme visant à inciter les organisations touristiques ou les touristes à faire des dons à des projets éducatifs.	<ul> <li>Mobilise des dons provenant de nouvelles sources.</li> <li>Atténue les risques de change en mobilisant les contributions localement.</li> </ul>	En général, seuls de petits montants sont collectés.	
Responsabilité sociale des entreprises (RSE)	Dons ou investissements des entreprises dans le cadre de leurs programmes de responsabilité sociale.	Permet de mobiliser     d'importantes sommes     d'argent ou de nouvelles     sources d'argent vers le secteur     de l'éducation.	<ul> <li>Possible manque de transparence.</li> <li>Difficulté à mesure l'impact de ce type de financement car les entreprises ne disposent pas des outils nécessaires.</li> <li>Les efforts de RSE peuvent être inefficaces car non coordonnés et entraîner des</li> </ul>	

			coûts élevés liés à leur financement et à leur gestion.	
(Micro) don individuel	Don caritatif de la part de citoyens ordinaires dont le montant est très faible (<100 \$).	<ul> <li>Permet de mobiliser des fonds auprès de citoyens individuels désireux de contribuer à une cause.</li> <li>Donne la possibilité d'accéder à un public mondial par le biais de plateformes comme GoFundMe, lorsqu'elles sont associées à une bonne stratégie de marketing.</li> <li>Augmentation de la popularité des plateformes en ligne au cours des dernières années.</li> </ul>	<ul> <li>Nécessite un partenaire ayant une portée étendue avec de nombreux point d'entrée vers le grand public pour collecter des fonds auprès d'un grand nombre de personnes.</li> <li>Les frais élevés de transaction par carte de crédit (jusqu'à 0,3\$) représentent un obstacle, bien que les plateformes mobiles fintech atténuent de plus en plus ce problème.</li> </ul>	
Prêt communautaire	Une communauté utilise une partie de son épargne pour alimenter un fonds qui accorde ensuite des prêts rémunérés à ses membres afin qu'ils puissent exercer une activité économique et payer les frais de scolarité de leurs enfants. Les prêts sont ensuite remboursés au fonds avec des intérêts, qui sont redistribués aux membres de la communauté en fonction de leur contribution.	<ul> <li>Offre des prêts aux personnes qui ne sont pas éligibles aux prêts des banques conventionnelles.</li> <li>S'appuie sur le soutien local et le contrôle par les pairs pour réduire les défauts de paiement.</li> <li>Permet une plus grande souplesse dans les remboursements, lorsque nécessaire.</li> </ul>	<ul> <li>La faible solvabilité des ménages bénéficiaires des prêts peut entraîner des défauts de paiement.</li> <li>Coûts de mise en place élevés du fait de la nécessaire création d'une association locale (ce qui implique une formation et une assistance).</li> </ul>	Save for School en Côte d'Ivoire
Taxes and charges	S			
Obligations de RSE	Règlement obligeant les entreprises dépassant un certain niveau de richesse/ bénéfice/ chiffre d'affaires à consacrer une proportion donnée de leurs bénéfices à un thème spécifique (e.g., l'éducation).	<ul> <li>Permet de mobiliser des sommes d'argent provenant de nouvelles sources dans un court laps de temps.</li> </ul>	<ul> <li>Ne peut être mis en œuvre qu'au niveau du gouvernement.</li> <li>Peut conduire à des mécanismes d'évitement (évasion fiscale).</li> </ul>	<ul> <li>Section 135 de la loi sur les sociétés de 2013 en Inde</li> </ul>

Droit d'accises	Impôt indirect spécifiquement prélevé sur la vente de biens jugés nocifs pour la société et les individus, comme l'alcool ou le tabac. Les fonds collectés peuvent alors être consacrés à des secteurs tels que l'éducation.	<ul> <li>Permet de mobiliser des sommes d'argent provenant de nouvelles sources dans un court laps de temps.</li> </ul>	Ne peut être mis en œuvre qu'au niveau du gouvernement.	<ul> <li>Taxe sur le tabac en Inde</li> <li>Taxe sur l'alcool et le tabac en Thaïlande</li> </ul>
Contribution à la formation professionnelle	Taxe prélevée sur les activités des entreprises privées pour financer des formations techniques gérées par des organisations à but non lucratif.	<ul> <li>Permet de mobiliser des sommes d'argent provenant de nouvelles sources dans un court laps de temps.</li> <li>Les programmes de formation technique sont davantage alignés sur les besoins du secteur privé, en termes de contenu et de quantité : le nombre de places offertes correspond ainsi à la demande réelle du marché.</li> </ul>	Généralement applicable uniquement à la formation professionnelle tertiaire.	• Taxe de formation au Brésil

# 5. Liste des 69 initiatives de finance innovante identifiées dans le domaine de l'éducation

Nom	Description	Instrument	Indicateurs	Géographie d'intervention	Parties prenantes	Taille de l'instrument	Date de lancement
Acumen Latin America Early Growth Fund (ALEG)	Fonds de capital- investissement qui investit en fonds propres et en dette mezzanine dans des PME des secteurs de l'agroalimentaire, de l'éducation et de l'énergie. Comprend une enveloppe d'assistance technique	Fonds de capital- investissem ent	Les indicateurs dépendent des projets	Amérique Latine, avec un accent particulier sur la Colombie, le Pérou, le Honduras, le Salvador et le Guatemala	<ul> <li>Fondation MacArthur</li> <li>ALIVE Impact Ventures</li> <li>IBD-Lab (ancien Fonds d'investissement multilatéral de la Banque interaméricaine de développement)</li> <li>Dutch Good Growth Fund</li> <li>Investisseurs institutionnels d'Amérique Latine tels que Bancoldex, Fundación</li> </ul>	\$28M	2020

						Bancolombia, Fundación Sura et Fundación World Women's Banking Colombia		
African Leadership University - African Leadership Finance Company (ALFC)	Société financière (AFLC) lançant une initiative des accords de partage des revenus pour les étudiants de l'African Leadership University dans le but d'accroître l'accès à l'enseignement supérieur	Accord de partage des revenus	N/A	Kenya		Université africaine de leadership AFLC	Non disponible	2018
African River Fund	Fonds de capital- investissement investissant dans des PME opérant dans divers secteurs à impact, notamment l'éducation	Fonds de capital investissem ent	N/A	Afrique centrale et orientale		XSML Capital ProparCo	\$85M	2020
African Student Finance facility (ASFf)	Structure combinant des prêts étudiants (avec des bénéficiaires sélectionnés sur la base des leurs revenus futurs) et des garanties de marché pour les	Financeme nt des étudiants	N/A	Kenya et Afrique du Sud	•	Dalberg Capital Partners	\$30M	Inconnu (lancement prévu en 2016)

	organismes de formation et d'éducation.						
Blue Orchard's Regional Education Finance Fund for Africa (REFFA)	Fonds offrant différents types de financement (prêts, épargne pour l'éducation) et une assistance technique à 9 institutions. Il cible les organisations d'éducation privées et les familles d'élèves du primaire.	Fonds mixte	N/A	Afrique	<ul> <li>Banque allemande de développement (KFW)</li> <li>Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)</li> <li>BlueOrchard Finance Ltd</li> <li>Fondations et ONGs</li> </ul>	Taille ciblée : \$100M Structure : Tranche junior (\$23M) Tranche mezzanine (\$15M) Tranche senior (\$62M)	2012
Taxe de formation au Brésil	Taxe prélevée sur les activités des entreprises privées pour financer la formation technique	Taxe	Intégration dans le marché professionnel	Brésil	<ul> <li>Entreprises privées</li> <li>SENAI (ONG chargée de la gestion du mécanisme)</li> <li>Gouvernement brésilien</li> </ul>	Non disponible	Non disponible
Bridge International Academy	Fournisseur d'enseignement privé primaire et pré- primaire dans plusieurs pays, qui a reçu des investissements de divers acteurs privés.	Investissem ent à impact	N/A	Kenya, Ouganda, Nigeria et Inde	<ul> <li>Bridge International Academy</li> <li>Fondation Bill et Mélinda Gates</li> <li>Société financière internationale (IFC)</li> <li>Banque Mondiale</li> <li>Fonds de VC</li> <li>Pershing Square</li> <li>Réseau Omidya</li> </ul>	\$100M	2015
Buy-down China Education	Le Département pour le développement international (FCDO)	Rachat de dette	N/A	Chine	<ul><li>Gouvernement chinois</li><li>FCDO</li><li>Banque Mondiale</li></ul>	\$34.5M	2003

	du Royaume-Uni a remboursé \$34,5M sur un prêt de \$100M de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) à la Chine afin d'encourager cette dernière à poursuivre sa collaboration avec la Banque Mondiale dans les domaines de la santé et de l'éducation.							
CLEF (Child Learning and Education Facility)	Subvention pour construire ou agrandir des écoles (2 500 salles de classe) et fournir des méthodes d'apprentissage à 10 000 écoles primaires dans les régions productrices de cacao.	Subvention	Nombre d'enfants recevant une éducation de qualité  Nombre d'écoles ciblées  Nombre de salles de classe construites  Nombre d'agriculteurs touchés	Côte d'Ivoire	•	Gouvernement de Côte d'Ivoire Fondation Jacobs Fondation UBS Optimus 15 entreprises de l'industrie du cacao et du chocolat	Financement d'amorçage : CHF 45M Enveloppe ciblée : CHF 162.4M	2030 (fin du projet)
Conditionnels de Fonds au	Gamme de transferts conditionnels de fonds pour inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école primaire et secondaire.	Transferts Conditionn els de Fonds (TCF)	Scolarisation et maintien des enfants à l'école	Guatemala	•	Gouvernement du Guatemala	\$40m pour 154 000 ménages (pour l'un des TCF)	2012

Contrat d'échange de dette France/ Cameroun	Annulation d'une partie de la dette nationale du Cameroun envers la France, à condition que le pays utilise cette somme pour améliorer son système éducatif.	Contrat d'échange de dette	Nombre d'enseignants sous contrat  Nombre d'élèves par enseignant  Enfants inscrits à l'école  Nombre d'enfants ayant terminé l'école primaire	Cameroun	•	Gouvernement français (AFD) Gouvernement du Cameroun	\$55.3M	2006-2011
Contrat d'échange de dette Allemagne/ Indonésie	Trois contrats d'échange de dette entre l'Allemagne et l'Indonésie, afin d'augmenter les dépenses publiques pour la construction et l'équipement des écoles ainsi que pour la formation des enseignants	Contrat d'échange de dette	N/A	Indonésie	•	Gouvernement allemand Gouvernement indonésien	1er échange : €25.6M 2nd échange : €23M 3rd échange : €20M	2003-2006
Contrat d'échange de dette Espagne/ Amérique Latine	Annulation de la dette de plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire d'Amérique latine par le gouvernement espagnol afin d'augmenter les dépenses dans leurs systèmes éducatifs nationaux respectifs	Contrat d'échange de dette	N/A	Équateur, Honduras, Nicaragua, Bolivie, Paraguay, Pérou et Salvador	•	Gouvernement espagnol Gouvernements des pays bénéficiaires (Équateur, Honduras, Nicaragua, Bolivie, Paraguay, Pérou et Salvador)	Salvador : \$10M Pérou : \$27M	2005-2009

Financement au résultat Fondation Dell – Varthana	Prêt basés sur la performance de la Fondation Dell à Varthana qui a ensuite accordé des microcrédits à des écoles privées à faible coût. Des tranches de la dette ont été annulées en fonction des performances des écoles	Prêts à la performanc e	Résultats scolaires des élèves étudiant	Inde	<ul> <li>Fondation Dell</li> <li>Varthana</li> <li>Gray Matters Inde (évaluateur)</li> <li>337 écoles privées à bas coût</li> </ul>	\$3M	2017-2020
Early Childhood Education Social Impact Bond (SIB)	Le Contrat à Impact vise à financer le développement des écoles maternelles privées, à améliorer la qualité de l'enseignement et l'accès des enfants issus de milieux défavorisés	Contrat à Impact	Nombre d'enfants scolarisés  Pourcentage d'enfants issus de milieux défavorisés ou souffrant d'un handicap  Qualité de l'apprentissage mesurée avec l'initiative MELQO (Measuring Early learning Quality and Outcomes)	Ouzbékistan	<ul> <li>Banque Mondiale</li> <li>Ministère de l'éducation préscolaire de l'Ouzbékistan</li> <li>Écoles maternelles privées</li> </ul>	\$10M	Annulé
Early Childhood Development SIB South Africa	Le Contrat à Impact vise à améliorer la préparation cognitive, sociale et psychologique des enfants à l'école par	Contrat à Impact	Nombre d'enfants dans le programme	Afrique du Sud	<ul> <li>Standard Bank Tutuwa         Community Foundation         (SA)</li> <li>LGT Venture Capital         Futuregrowth (SA)</li> <li>Mothers2mothers</li> </ul>	\$1.4M	2017

	des interventions à domicile		Rétention des enfants dans le programme Préparation à l'école, mesurée avec l'outil ELOM (Early Learnings Outcomes Measures)		•	Volta Capital Western Cape Foundation for Community work Creative Consulting and Development Works Tshikululu Social Investments Gouvernement du Cap- Occidental		
EdFin Microfinance Bank	Octroi de microcrédits aux écoles privées du Nigeria dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage des élèves	Micro- crédits aux écoles	N/A	Nigeria	•	Gray Matters US Écoles privées	Non disponible	Non disponible
Educate Girls Development Impact Bond (DIB)	Le Contrat à Impact vise à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation pour les enfants des communautés marginalisées et rurales, en particulier les filles.	Contrat à Impact	Nombre d'enfants inscrits à l'école Résultats de l'apprentissage	Inde	•	Fondation UBS Optimus Educate Girl Children's Investment Fund Foundation (CIFF) IDInsight	\$11M	2015-2018
Education Cannot Wait (ECW) Afghanistan	Intervention pour soutenir l'éducation en Afghanistan depuis 2017 en mettant l'accent sur l'éducation des filles et l'éducation communautaire pour atteindre les enfants et	Subvention	Nombre d'enfants ayant accès à l'école Pourcentage de filles scolarisées	Afghanistan	•	UNICEF International Rescue Committee (IRC) Save the Children WADAN	Total: \$58.8M Multi-Year Resilience Program (MYRP):	Avril 2020 - juin 2021 (Covid -19 REF) Décembre 2017 - Décembre 2022

	les adolescents dans les zones touchées par le conflit		Nombre d'enseignants formés pour traiter les questions de santé mentale et d'accompagneme nt psychologique				\$50.2M  First Emergency Response (FER): \$7.4M  Covid-19 REF : \$1.3M	(Cycle REF)  Mars 2019 - septembre 2023 (Phase du MYRP)
Education Cannot Wait - General	Trois programmes de subventions : le First Emergency Responses pour sauvegarder l'éducation pendant les conflits ou les catastrophes et le Multi-Year Resilience Program pour renforcer les systèmes éducatifs nationaux à plus long terme et enfin le Acceleration Facility	Fonds de subventions	Les indicateurs dépendent des projets	Pas de géographie spécifique	•	UNICEF Gouvernements nationaux Prestataires de services locaux	\$ 1.07Md (à partir de 2021)	2017 (création)
Education Cannot Wait - Haiti	Déploiement du programmme First Emergency Responses dans le contexte du tremblement de terre de 2021 en Haïti, dans le but de créer des environnements d'apprentissage sécurisés et de fournir un accès à l'éducation	Subvention	Nombre d'enfants et d'adolescents bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire	Haïti	•	Education Cannot Wait UNICEF Programme Alimentaire Mondial Ministère haïtien de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et Bureau National de partenariats pour l'éducation	\$1.5M	2016 (création)  Septembre 2021- octobre 2022 (mise en œuvre)

Education Outcomes Fund - Ghana	Intervention visant à permettre à 70 000 enfants non scolarisés de fréquenter l'école primaire et à améliorer les résultats d'apprentissage de 100 000 enfants	Education Outcomes Fund	N/A	Ghana	<ul> <li>Gouvernement du Ghana</li> <li>Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO)</li> <li>Agence coréenne de développement</li> <li>Banque d'Amérique (BOA)</li> </ul>	\$30M	2022-2025
Education Support Bond Africa/ Japan	Obligation émise par la Banque Africaine de Développement aux investisseurs japonais	Émission obligataire dédiée à l'éducation	N/A	Afrique		Non disponible	2013-2018
ELAN (Early Learning and Nutrition)	Subvention destinée à améliorer l'accès aux services de base essentiels au bien-être des jeunes enfants, et à assurer la formation des soignants	Subvention	Nombre d'enfants de moins de 5 ans bénéficiant de soins de santé Nombre d'infrastructures rénovées et équipées	Côte d'Ivoire	d'Ivoire  Consortium TRECC  (Fondation Jacobs, Bernard  Van Leer Foundation, UBS  Optimus Foundation)	Capital d'amorçage : CHF 15M Taille ciblée : CHF 40M	2025 (fin du projet)
Enko Education	Investissement et fourniture d'un soutien technique par Proparco à EnKO, un opérateur panafricain d'écoles, de collèges et de lycées privés	Investissem ent à impact	Nombre d'enfants scolarisés Création d'emplois	Afrique sub- saharienne	<ul><li>Enko</li><li>Proparco</li></ul>	\$1.6M	2016

Finance For Jobs Project (F4J)	Obligation à impact lancé par la Banque Mondiale pour promouvoir l'emploi des jeunes en Palestine par l'accès à l'enseignement supérieur	Contrat à Impact	N/A	Palestine	•	FMO Fonds d'investissement palestiniens Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) Invest Palestine Banque Mondiale	\$6.8M	2019
Girls Rising and Global Education Fund	Fonds de subventions utilisant les principes du capital-risque traditionnel pour fournir des subventions aux entrepreneurs sociaux actifs dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire	Fonds de subventions	N/A	Inde et Kenya	•	Girl Rising Global Education Fund Foundation	Non disponible	2017
Partenariat Mondial pour L'Éducation (PME)	Environ \$368M par an pour l'éducation 2017- 19. \$960M en 2020. Hébergé à la Banque mondiale. Le financement est acheminé par des agents de subvention.	Fonds de subventions	N/A	Pays à faible revenu	٠	Gouvernements nationaux	\$960M en 2020	2011
Fonds à effet multiplicateur du PME	Fonds catalytique permettant d'allouer des subventions ou de réduire les taux d'intérêt sur les prêts concessionnels des banques multilatérales de développement, des donateurs	Fonds catalytique	N/A	Global	•	GPE Institutions de financement du développement Banques multilatérales de développement Agences de l'ONU Gouvernements nationaux Autres donateurs	Depuis 2018, un total de \$458M de subventions, ayant permis de débloquer plus de \$1,9 Md de financements	2021-2025

	bilatéraux ou d'autres sources non traditionnelles de financement du développement						supplémentai res de la part des partenaires. Allocations par pays allant de \$5M à \$50M	
Fonds à effet multiplicateur du PME - Réfugiés éthiopiens	Intervention en complément de l'action menée par d'autres partenaires pour intégrer les réfugiés dans le système éducatif éthiopien	Fonds catalytique	N/A	Éthiopie	•	PME Banque Mondiale Gouvernement du Danemark	Total: \$80M  PME: \$20M  Banque Mondiale: \$55M  Danemark: \$5M	2021
Fonds à effet multiplicateur du PME - Tajikistan	Fonds catalytique ayant pour objectif de construire et de rénover les infrastructures scolaires, d'améliorer l'enseignement des mathématiques et des langues dans les classes primaires ainsi que de renforcer le système d'information sur la gestion de l'éducation nationale	Fonds catalytique	N/A	Tadjikistan	•	PME Banque islamique de développement (BID) Gouvernement du Tadjikistan UNICEF	Total: \$46,75M  PME:\$10M  BID:\$30M  Gouverneme nt du Tadjikistan: \$6M  UNICEF: \$750k	2020-2024

GuarantCo Acorn	Garantie partielle de crédit aux investisseurs finançant la construction de logements pour étudiants à Nairobi	Garantie	N/A	Kenya	•	Stantic Emerging Africa Infrastructure Fund	KES 5M	Non disponible
Helvetas' Skills and Knowledge for Youth Project	Paiements versés aux prestataires de formation professionnelle par bénéficiaire terminant une formation associés à des paiements supplémentaires une fois que les individus sont intégrés dans le marché du travail	Contrats à la performanc e	N/A	Éthiopie	•	Helvetas Organismes de formation publics et privés Gouvernement éthiopien	\$2M	2015
IDP Rising Schools Program	Octroi de microcrédits et de formations aux écoles primaires et secondaires à faible coût destinées aux familles à faibles revenus	Micro- crédits aux écoles	Nombre d'écoles financées Nombre d'enfants inscrits dans les écoles bénéficiaires	Ghana	•	Fondation IDP Sinapi Aba	Non disponible	2009
IFFEd	Subventions et garanties fournies par l'IFFEd aux banques multilatérales de développement afin que celles-ci puissent fournir un financement de l'éducation plus important et plus concessionnel	Fonds catalytique	N/A	Pays à revenu intermédiaire	•	Bailleurs de fonds : Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède Banques multilatérales de développement	Objectif: lever 10 milliards de dollars d'ici à 2030. Le premier objectif de collecte de fonds est de 1 milliard de	2022

						dollars en garanties.	
Loi indienne sur l'impôt sur le revenu (Section 80G)	Exemption de l'impôt sur le revenu pour les organisations philanthropiques et les donateurs	Taxe	N/A	Inde	Gouvernement indien	Non disponible	Non disponible
Inde Section 135 de la loi sur les sociétés de 2012	Les entreprises indiennes dépassant une certaine taille doivent faire don d'une moyenne de 2 % de leurs bénéfices sur 3 ans à des causes philanthropiques.	RSE obligatoire	N/A	Inde	Gouvernement indien	Non disponible	Non disponible
Obligation de la diaspora d'Inde	Obligations émises par le gouvernement indien à l'intention de sa diaspora, dont le produit était affecté à l'éducation	Obligation de la diaspora	N/A	Inde	<ul><li>Gouvernement indien</li><li>Diaspora indienne</li></ul>	\$11Md	1991,1998 et 2000
Obligation de la diaspora d'Israël	Obligations émises par le gouvernement israélien à l'intention de sa diaspora, dont le produit était affecté à divers secteurs, dont l'éducation	Obligation de la diaspora	N/A	Israël	<ul> <li>Gouvernement israélien</li> <li>Diaspora israélienne</li> </ul>	\$33Md	1951 (1ère émission)

LEAP - Lending for Education in Africa Partnership	Fonds de prêt destiné aux étudiants issus de milieux défavorisés qui ne sont pas en mesure de financer leurs études fournissant également des services aux étudiants pour les aider à s'insérer dans la sphère professionnelle	Financeme nt des étudiants	Nombre d'étudiants bénéficiant d'un prêt Situation sociale des bénéficiaires Satisfaction des étudiants Montant total prêté	Kenya	•	UKAID Volta Capital Universités et institutions de formation	£3.5M	2021
Lumni	Accord de partage des revenus pour financer les frais de scolarité des étudiants	Accord de partage des revenus	N/A	Colombie et Pérou	•	Lumni	Non disponible	2002
contrepartie (matching fund) - UNICEF et Gouvernement français	Le gouvernement et l'UNICEF ont lancé un fonds de contrepartie public-privé pour favoriser l'accès à l'éducation des jeunes filles grâce auquel chaque don fait à l'UNICEF pour l'éducation des filles du Sahel déclenche un don du même montant de la part du ministère français des Affaires étrangères	Fonds de contreparti e	Nombre de filles terminant l'enseignement secondaire	Mauritanie	•	UNICEF Ministère français des affaires étrangères	€1M	2019

Mother Teresa Middle School SIB	Contrat à Impact visant le maintien à l'école des jeunes à haut risque de mauvais résultats scolaires avec un accent particulier sur les étudiants des communautés indigènes	Contrat à Impact	Augmentation du taux d'obtention de diplôme	Canada	•	École intermédiaire Mother Teresa Gouvernement de la Saskatchewan Fondation de la société Mosaic	\$700k	2016
Partnership Schools for Liberia	Délégation de la gestion de 93 écoles publiques à 8 opérateurs privés, qui fournissent également des ressources supplémentaires, un budget et des enseignants à chaque école, celles-ci conservant leur caractère public pendant la durée du programme	PPP	Résultats d'apprentissage Taux de présence des enseignants Temps consacré par les élèves à l'apprentissage Satisfaction des parents et des élèves concernant l'école	Liberia	•	Gouvernement libérien 8 prestataires de services privés	Non disponible	2019
Programme "Performance Commitments" du Pérou	Attribution par le ministère de l'éducation du Pérou de budgets supplémentaires pour l'éducation aux autorités locales en fonction de la réalisation d'objectifs spécifiques concernant la qualité de l'enseignement primaire et secondaire	Subvention à la performanc e	Nombre d'enseignants Manuels scolaires achetés	Pérou	•	Gouvernement du Pérou Gouvernements locaux	Non disponible	2013

Proyectà Tu Futuro SIB	Contrat à Impact pour améliorer le taux de complétude des études secondaires à Buenos Aires et réduire le chômage des jeunes adultes	Contrat à Impact	Complétude de l'enseignement secondaire  Placement dans l'emploi  Maintien dans l'emploi 4 et 12 mois après le programme	Argentine	<ul> <li>Gouvernement de la ville de \$1.2M</li> <li>Buenos Aires (GCBA)</li> <li>Acrux Partners, fondations cial Finance et Alimentaris</li> <li>Banque de la ville de Buenos Aires</li> <li>Banque interaméricaine de développement (BID)</li> <li>IRSA Local Commercial</li> <li>Exotrade S.A. (Organización Román)</li> <li>Association Mutuelle Israélite Argentine (AMIA)</li> <li>Fondation Forge</li> <li>Fondation Reciduca</li> <li>San Martin Suárez (SMS)</li> <li>Beccar Varela</li> <li>Rattagan Macchiavello Arocena</li> </ul>	
Quality Education India DIB	Contrat à Impact visant à améliorer l'apprentissage des enfants du primaire dans les écoles privées indiennes grâce à un mécanisme de financement innovant basé sur les résultats	Contrat à Impact	Résultats de l'apprentissage	Inde	<ul> <li>Fondation Michael et Susan \$3M 2018-2022 Dell</li> <li>Tata Trusts</li> <li>Comic Relief</li> <li>Fondation Mittal British Telecom</li> </ul>	
Financement des écoles basé sur les résultats au Cameroun	Allocation par le gouvernement camerounais de subventions trimestrielles et annuelles	Subvention à la performanc e	Inscription et rétention des élèves  Taux de présence des enseignants	Cameroun	<ul> <li>Gouvernement du Non 2018         Cameroun disponible     </li> <li>Results in Education for All         Children (REACH) de la         Banque Mondiale     </li> </ul>	

	supplémentaires aux écoles primaires, en fonction de leurs performances sur une série de critères							
Financement basé sur les résultats pour les écoles de la région de Jakarta	Mécanisme mis en place par le gouvernement indonésien sur la base des performances des écoles : les écoles les mieux classées recevant un financement supplémentaire. Le succès de ce programme a ensuite conduit au déploiement de ce mécanisme dans les 173 000 écoles publiques du pays, soit 33 millions d'élèves.	Subvention à la performanc e	N/A	Indonésie	•	Gouvernement indonésien Banque mondiale REACH	Non disponible	2014
Save for School	Création d'associations locales auxquelles les villageois allouent une partie de leur épargne dans le but d'offrir des prêts rémunérés aux familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école	Prêts communau taires	Nombre d'enfants inscrits à l'école grâce au programme Nombre d'associations locales créées	Côte d'Ivoire	•	Educate A Child International Rescue Committee (IRC)	Non disponible	2013

Save the Children - Catch Up Clubs	Initiative combinant des "contrats basés sur la performance" où les enseignants recrutés dans les communautés locales reçoivent de l'argent s'ils mettent en place des "clubs de rattrapage", et des paiements conditionnels aux familles qui ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école primaire pour des raisons financières	Transferts Conditionn els de Fonds	Nombre de clubs de rattrapage mis en place Inscription et rétention des étudiants	Ouganda	•	Save the Children Ministère de l'éducation ougandais	Non disponible	2021
Save the Children - Global Children's Impact Endowment Fund	Un fonds de capital renouvelable - avec un minimum de \$2M sous gestion - fournissant un financement flexible aux jeunes entreprises ou aux initiatives qui ont un impact positif sur les enfants dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la protection, le climat, etc.	Fonds de capital renouvelabl e	N/A	N/A	٠	Save the Children	Non disponible	Non disponible
Save the Children - Kumwe Hub	Entreprise sociale créée par Save The Children Rwanda pour soutenir les entrepreneurs dont l'activité génère un impact positif pour les enfants (0-9 ans).	Fonds d'investisse ment à impact	N/A	Rwanda	•	Save the Children Rwanda Entreprises sociales locales	Non disponible	Non disponible

	L'entreprise combine un incubateur et un fonds qui investit sous forme de subventions, des fonds propres et des prêts.							
Sierra Leone Education Innovation Challenge	Partenariat entre le gouvernement, les ONG, les investisseurs sociaux et le Education Outcomes Fund (EOF) pour améliorer les résultats de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul dans les écoles publiques	Education Outcomes Fund	Nombre d'enfants et d'écoles bénéficiaires	Sierra Leone	•	Gouvernement de la Sierra Leone FCDO Bank of America Eucation Outcomes Fund Prestataires d'éducation privés	\$16.2M	2022 - 2025
Skill Impact Bond	Contrat à Impact visant la réduction du chômage et la formation/ le développement des compétences en Inde en réponse à l'augmentation des pertes d'emploi dans le contexte de la pandémie de COVID-19.	Contrat à Impact	Nombre de jeunes soutenus Part des femmes parmi les bénéficiaires	Inde	•	British Asian Trust Children's Investment Fund Foundation HSBC Inde Fondation JSW Dubai Cares NSDC Fondation Michael et Susan Dell (MSDF) Oxford Policy Management Dalberg Advisors Nishith Desai FCDO USAID	\$14M	2021
Social Finance India	Fonds d'investissement à impact dont une tranche est consacrée aux écoles privées en	Fonds d'investisse ment à impact	N/A	Inde	•	Tata trust Groupe de pilotage sur l'investissement d'impact Education Outcomes Fund	\$2Md	2018-2030

	Inde par le biais de l'Education Outcomes Fund, et une tranche soutenant l'India Impact Fund of Funds pour catalyser les prêts dans les domaines de l'éducation, de la santé mentale et du logement				٠	Fonds de fonds à impact indien		
Tanzania Education Program for Results Additional Financing	Prêt concessionnel accordé à la Tanzanie par l'Association internationale de développement de la Banque Mondiale : les décaissements étant liés à la réalisation d'objectifs dans le cadre de la mise en œuvre des plans de développement de l'éducation en Tanzanie	Prêts à la performanc e	Amélioration des résultats d'apprentissage  Fournitures scolaires fournies aux enfants  Taux de rétention et de complétude des cycles d'éducation	Tanzanie	•	Banque Mondiale SIDA Gouvernement tanzanien	\$160M	2017
Taxe sur le tabac en Inde	Taxes prélevées sur la production de cigarettes, dont les recettes sont affectées à différents secteurs, dont l'éducation.	Taxe	N/A	Inde	•	Gouvernement indien	Non disponible	Non disponible
Taxe sur l'alcool et le tabac en Thaïlande	Taxe prélevée sur la vente d'alcool et de tabac dont les recettes ont été utilisées pour financer 3 projets	Taxe	N/A	Thaïlande	•	Fondation Quality Learning Gouvernement thaïlandais	\$93M (par an)	1994

	coordonnés par la Fondation Quality of Learning							
The Education, Youth, Employment (EYE) Bonds	Obligation de catégorie AAA émise par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), pour accorder des prêts à des projets dans le domaine de l'éducation	Émission obligatoire dédiée à l'éducation	N/A	Amérique latine et Caraïbes	•	BID	\$4.8Md (émission cumulée depuis la création)	2015
UBS Optimus Foundation - Impact Water	Social Success Note permettant à la société Impact Water de vendre et d'installer des systèmes de filtration d'eau dans des écoles privées en Ouganda, qui paient ensuite en plusieurs versements alignés sur le calendrier de paiement des frais de scolarité par les familles	Social Success Note	Nombre de systèmes installés Nombre d'écoles et d'enfants bénéficiaires	Uganda	•	Fondation UBS Yunus Social Business Impact Water Centre de données socio- économiques	\$500k pour les prêts de fonds de roulement et \$200k pour le paiement incitatif des résultats	2018-2023
UK Aid Match	Le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO) verse une somme équivalente à chaque £ donnée par les citoyens britanniques à une sélection de projets	Fonds de contreparti e	Les indicateurs dépendent des projets	Global	•	FCDO ONGs et organisations caritatives britanniques	£290M	2013

	contribuant à la réalisation des ODD							
UNICEF Bridge Fund	Fonds fournissant des prêts à l'UNICEF pour combler le fossé entre l'engagement des donateurs envers l'UNICEF et la réception effective des fonds, ce qui permet de gagner du temps, notamment dans les contextes d'urgence	Prêt relais	N/A	Afrique et Asie du Sud	٠	UNICEF	\$83M	2011
Fonds Crypto de l'UNICEF	Fonds réalisant des investissements libellés en crypto-monnaies dans des entreprises qui développent des logiciels libres et des solutions axées sur les données pour relever les défis les plus pressants auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes	Fonds de subventions	Les indicateurs dépendent des projets	Global	•	UNICEF Fondation Ethereum Association Huobi Animca Brands	BTC 20,12 ETH 2059,25	2019
UNICEF USA Impact Fund for Children	Organisation affiliée à l'UNICEF USA, exonérée d'impôts, qui gère deux fonds (le Bridge Fund et le Fast	Fonds d'investisse ment à impact	N/A	Mondial (actuellement dans 25 pays)	•	UNICEF Investisseurs et donateurs	\$50-99M (Actifs sous gestion)	2011

	Fund) pour relever les plus grands défis auxquels sont confrontés les enfants dans le monde							
UNICEF World Bank	Instrument financier tirant parti de l'expertise de la Banque Mondiale en matière de marchés de capitaux et de levée de fonds auprès du secteur privé de l'UNICEF dans les marchés émergents	Fonds d'investisse ment à impact	N/A	Pays d'Amérique latine et des Caraïbes (49%) Pays d'Asie du Sud (34%) Pays d'Asie de l'Est et du Pacifique (15%) Pays d'Europe et d'Asie centrale (2%) Les 5 premiers pays recevant des fonds : Brésil, Chili, Colombie, Inde et Mexique.	•	Banque Mondiale UNICEF Investisseurs	\$50M	2021
USAID Catalyze Edufinance Platform	Fonds centré sur la mise en place d'une offre durable de capitaux privés provenant de financeurs nationaux et internationaux, ayant vocation à être fléchés vers des écoles et des entreprises d'éducation non étatiques afin d'accroître l'accès à	Fonds catalytique	Les indicateurs dépendent des projets	Pays d'Afrique et d'Amérique Latine et Caraïbes partenaires de l'USAID	•	Groupe Palladium USAID	\$250M visant à mobiliser \$2Md	2019

	une éducation de qualité							
USAID Development Credit Guarantees	Garanties partielles pour améliorer l'accès au financement des organisations dans les secteurs et les régions où le financement privé est sous- développé	Garantie	Nombre de prêts garantis	Ghana	•	OISL (institution financière non bancaire locale)	\$2.5M	2009

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international

Pôle Innovations et Partenariats pour l'Agenda 2030